

CONSEIL COMMUNAL DU 20 MARS 2023
GEMEENTERAAD VAN 20 MAART 2023NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat****1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27.02.2022**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 27.02.2022

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

Affaires générales - Algemene Zaken**2 Convention permettant à A.S.T.R.I.D. sa d'installer, d'exploiter et d'entretenir sur le bien immeuble situé Chaussée de Wavre, 541-559, 1040 Etterbeek une station d'émission et de réception destinée aux télécommunications mobiles**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Conseil de l'action sociale du 6 février 2023 d'approuver les termes et la signature du projet de convention soumis par la S.A. A.S.T.R.I.D ;

Vu le bail emphytéotique conclu entre la Commune d'Etterbeek et le CPAS d'Etterbeek en date du 19 décembre 2013 et prenant fin le 18 décembre 2043 ;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de l'article 8 du bail précité qui prévoit que l'emphytéote, soit le CPAS d'Etterbeek, s'interdit d'aliéner son droit, d'hypothéquer son droit, de grever le fonds de servitude ou de le donner à bail sans accord du bailleur, soit la Commune d'Etterbeek ;

Considérant que la Commune d'Etterbeek marque expressément accord aux termes de la convention ;

DECIDE d'approuver les termes et la signature de la convention telle que modifiée.

CONVENTION DE LOCATION RELATIVE A L'INSTALLATION D'UNE ANTENNE ASTRID
SUR LE TOIT DU HOME BEAUPORT

ENTRE D'UNE PART

Le Centre Public d'Action Sociale d'Etterbeek,
dont le siège se trouve à 1040 Etterbeek, Rue Beckers, 4,
avec numéro d'entreprise TVA BE 0212.347.232,
et représenté par Arnaud VAN PRAET, Président du CPAS, et Orpha DEVALCKENEER, Secrétaire générale f.f. du CPAS,
agissant en qualité d'emphytéote de l'immeuble objet de la présente convention,
ci-après dénommé "CPAS" ;

ET D'AUTRE PART

La S.A. de droit public A.S.T.R.I.D.,
dont le siège social se trouve à 1000 Bruxelles, Boulevard du Régent, 54,
avec numéro d'entreprise TVA BE 0263.893.151, RPM Bruxelles
et représentée par Salvator VELLA, Directeur Général,
ci-après dénommée "A.S.T.R.I.D." ;

EN PRESENCE DE

La Commune d'Etterbeek,
dont le siège se situe à 1040 Etterbeek, Avenue des Casernes, 31,
et représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre de la Commune et Annick PETIT, Secrétaire communale,
agissant en qualité de bailleur emphytéotique de l'immeuble objet de la présente convention,
laquelle marque expressément accord aux termes de la convention

Le CPAS et A.S.T.R.I.D. seront ci-après dénommés conjointement "les parties" et chacun individuellement "la partie" ;

Les parties reconnaissent avoir la compétence légale requise pour signer la présente convention ;
La présente convention sera ci-après dénommée "la convention" ;

IL EST CONVENU ET ACCEPTE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

1.1 Le CPAS possède le bien immeuble situé Chaussée de Wavre, 541-559, 1040 Etterbeek et cadastré au numéro 422/W/3, en vertu d'un bail emphytéotique conclu avec la Commune d'Etterbeek en date du 19 décembre 2013 et prenant fin le 18 décembre 2043.

Le CPAS accorde par la présente à A.S.T.R.I.D. une option irrévocable dénommée ci-après "l'option", afin de louer une partie du bien immeuble susmentionné, dénommé ci-après "le bien immeuble", aux conditions stipulées dans la convention.

Les parties établiront un état des lieux contradictoire et aux frais d'A.S.T.R.I.D., conformément à l'article 1730 du Code civil, avant l'installation des équipements. A défaut, le bien sera supposé avoir été remis dans son pristin état au terme de la convention.

Le bien immeuble est décrit dans l'Annexe A ci-jointe qui fait intégralement partie de la convention.

1.2 Après la levée de l'option, l'objet de la convention sera comme suit :

1.2.1 Le CPAS loue à A.S.T.R.I.D. le bien immeuble.

1.2.2 Le CPAS concède à A.S.T.R.I.D. le droit d'installer, d'exploiter et d'entretenir sur le bien immeuble une station d'émission et de réception destinée aux télécommunications mobiles, dénommée ci-après la « station de base ».

1.2.3 Le CPAS donne à A.S.T.R.I.D. l'autorisation d'installer à ses frais et d'utiliser une alimentation en électricité séparée au profit de la station de base y compris les canalisations, câbles et compteurs.

A.S.T.R.I.D. a également l'autorisation d'installer à ses frais sur le bien immeuble une installation de mise à la terre et un système de sécurité contre les impacts de la foudre. Si ces systèmes sont déjà présents sur le bien immeuble, A.S.T.R.I.D. a l'autorisation d'utiliser ces systèmes et, si nécessaire, de les améliorer à condition de respecter les règles techniques et la réglementation applicables à ces

installations.

1.2.4 A.S.T.R.I.D. a l'autorisation d'installer un coffre à clés à proximité de l'accès au bien immobilier.

1.2.5 La description technique et les plans de la station de base (Annexe A) sont ajoutés à la convention et en font intégralement partie.

Les équipements tels que décrits dans l'annexe A peuvent être modifiés par A.S.T.R.I.D. sans que celle-ci ait à se justifier, pour autant que ces modifications puissent se faire sans emprise supplémentaire sur le bien du CPAS, mais moyennant un préavis donné au moins un (1) mois avant la modification pour permettre à celui-ci de prendre ses dispositions, si nécessaire, ou de notifier son opposition motivée à A.S.T.R.I.D. L'opposition ne peut être motivée que par une incompatibilité entre les modifications projetées et l'usage paisible de son bien par le CPAS ou les nécessités de l'exploitation dudit bien. L'opposition doit être notifiée dans les quinze (15) jours de la notification par A.S.T.R.I.D.

Au cas où les modifications apportées aux équipements accroîtraient l'emprise sur le bien du CPAS, les parties s'engagent dès à présent à négocier un avenant à la présente convention dans un esprit de coopération et en respectant le principe du raisonnable.

Article 2 : Option

2.1 Le CPAS donne une option à A.S.T.R.I.D pour une durée initiale de six (6) mois prenant cours le jour de la signature de la convention.

2.2 A.S.T.R.I.D. a le droit de prolonger l'option pour une même durée moyennant notification de cette prolongation par lettre recommandée au CPAS et ce, au moins un (1) mois avant la fin de la première période.

2.3 A.S.T.R.I.D. peut à tout moment lever l'option moyennant notification par lettre recommandée au CPAS.

Cette notification entrera en vigueur à partir de la date d'expédition de la lettre recommandée. A cette date, les parties seront liées de plein droit par toutes les dispositions de la convention, avec effet rétroactif au premier du mois de la levée de l'option, à l'exception des articles 1.1 en 2 lesquels sont d'application depuis la signature de la convention.

2.4 Le CPAS donne son accord à A.S.T.R.I.D. afin de demander et d'obtenir tous permis, approbations et autres autorisations en son nom ou au nom du CPAS. Le CPAS transmettra à A.S.T.R.I.D. tous documents relatifs au bien immobilier qui lui sont indispensables.

Le CPAS donne également à A.S.T.R.I.D. l'autorisation d'effectuer, pendant la durée de l'option, tous tests préparatoires, inspections et études sur le bien immobilier.

A cette fin, le CPAS donnera, sur simple demande d'A.S.T.R.I.D., l'accès au bien immobilier au personnel d'A.S.T.R.I.D. et à toutes personnes autorisées à cet effet par A.S.T.R.I.D., ceci uniquement pendant les heures déterminées par le CPAS.

Article 3 : Prix de location - mode de paiement – indexation - frais divers

3.1 Le prix de location annuel s'élève à mille sept cent (1700) EUR.

3.2 A.S.T.R.I.D. versera annuellement et au plus tard le dixième jour de calendrier de chaque année, la somme de mille sept cent (1700) EUR sur le compte bancaire du CPAS portant le numéro BE28 0000 0907 1520.

Le premier paiement sera effectué au plus tard le dixième jour de calendrier suivant la date d'expédition de la lettre recommandée marquant le début de la convention.

Si la convention ne prend pas cours le premier jour d'une année, le montant du premier paiement sera calculé au prorata.

3.3 Chaque année, le prix de location sera revu au 1er janvier en fonction de l'augmentation de l'indice santé belge publié au Moniteur belge et conformément à la méthode de calcul déterminée à l'article 1728 bis du Code civil, à savoir la formule reprise ci-dessous :

Prix de location adapté = Prix de location de base x nouvel indice ÷ Indice de départ

Où

Prix de location de base = prix de location tel que stipulé au point 3.1.;

Indice de départ = indice santé du mois précédant le mois pendant lequel la convention a été conclue ;

Nouvel indice = indice santé du mois précédant le mois d'adaptation du prix de location ;
L'adaptation du prix de location s'effectue pour la première fois le 1er janvier de l'année qui suit l'anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention.

3.4 A.S.T.R.I.D. prendra à sa charge tous les coûts relatifs à la construction, l'utilisation, l'entretien, les adaptations, les réparations et l'enlèvement de la station de base.

Article 4 : Durée, début et fin de la convention

4.1 La convention est conclue pour une durée de quinze (15) ans.

A la fin de la période initiale de quinze (15) ans, la convention sera prolongée pour une durée de six (6) ans moyennant notification, par lettre recommandée avec accusé de réception, par A.S.T.R.I.D. au CPAS de son intention de prolonger la convention et ce, au plus tard six (6) mois avant la fin de la période initiale de quinze (15) ans.

A la fin de la première période de prolongation de six (6) ans, la convention sera prolongée pour une durée de six (6) ans moyennant notification, par lettre recommandée avec accusé de réception, par A.S.T.R.I.D. au CPAS de son intention de prolonger la convention et ce, au plus tard six (6) mois avant la fin de la période de prolongation en cours.

A chaque prolongation, les mêmes dispositions et conditions telles que fixées dans la convention sortent leurs effets.

4.2 Les articles 1.2 et 3 jusqu'à 17 inclus de la convention entrent en vigueur le premier jour du mois pendant lequel A.S.T.R.I.D. a notifié au CPAS, par lettre recommandée, la levée de l'option.

4.3 Pour motifs impératifs ou techniques ou si un quelconque permis est retiré ou révoqué, A.S.T.R.I.D. est habilitée à résilier la convention à tout moment moyennant un préavis de trois (3) mois.

En outre, A.S.T.R.I.D. peut mettre fin à la convention avant l'expiration de la période en cours, moyennant un délai de préavis de six (6) mois.

4.4 Le CPAS est habilité, à l'expiration de la période de quinze (15) ans, à résilier la convention par lettre recommandée motivée, moyennant un délai de préavis de dix-huit (18) mois.

A l'expiration de la période de prolongation de six (6) ans qui suit, le CPAS peut résilier la convention par lettre recommandée motivée, moyennant un délai de préavis de dix-huit (18) mois.

Article 5 : Accès au bien immeuble

A.S.T.R.I.D. a accès au bien immeuble 24h/24. Si nécessaire, des modalités d'accès particulières seront prévues et seront ajoutées en annexe B à la convention.

Le CPAS confirme par la présente qu'il n'y a pas d'autres autorisations requises de la part d'un tiers afin d'avoir l'accès complet et illimité au bien immeuble. Si l'autorisation d'autres personnes était requise afin d'accéder au bien immeuble, le CPAS s'engage à obtenir cette autorisation avant l'entrée en vigueur des dispositions stipulées à l'article 4.2 de la convention.

Article 6 : Propriété de la station de base

6.1 Tous les éléments et composants de la station de base sont et resteront exclusivement la propriété d'A.S.T.R.I.D., le CPAS renonçant à son droit d'accession.

6.2 A la fin de la convention, A.S.T.R.I.D. conservera ses droits de propriété relatifs à tous les éléments et composants de la station de base, enlèvera toutes ses installations dans un délai raisonnable et à ses frais, à l'exception des structures portantes souterraines (pour autant qu'elles existent), et remettra le bien immeuble dans son pristin état, à l'exception des conséquences de l'usure et de l'âge. Le CPAS prendra toutes les mesures nécessaires afin que la station de base puisse être enlevée par A.S.T.R.I.D. ou par toute autre personne désignée par A.S.T.R.I.D.

Les structures portantes souterraines (pour autant qu'elles existent) deviendront la propriété du CPAS sans qu'une quelconque indemnité ne soit redevable par une des parties.

Article 7 : Permis, licences et autorisations

Le CPAS donne à A.S.T.R.I.D. l'autorisation de demander tous permis, licences et autorisations qui pourraient être nécessaires à l'installation, l'utilisation, l'entretien, la maintenance, la réparation et les adaptations de la station de base, y compris les raccordements téléphoniques et électriques.

Si nécessaire, le CPAS apportera sa collaboration à A.S.T.R.I.D. pour le dépôt et le suivi des demandes et l'obtention des permis, licences et autorisations mentionnés ci-dessus.

A.S.T.R.I.D. déclare que la station de base répond à toutes les exigences légales et réglementaires en matière de rayonnement.

Article 8 : Cession du bien immeuble

Si le CPAS devait décider, pendant la durée de la convention, de céder le bien immeuble en tout ou en partie ou de concéder un droit y relatif, une telle cession ou un tel droit concédé sera soumis aux dispositions de la convention et les droits conférés à A.S.T.R.I.D. par la convention devront être respectés.

Le CPAS s'engage à faire valoir tous les droits d'A.S.T.R.I.D. et à faire respecter par les tiers toutes obligations résultant de la convention.

Si le CPAS ne respecte pas cette obligation, il sera tenu au paiement de dommages et intérêts conformément aux règles du droit commun.

Article 9 : Dégradation du bien immeuble

Si le bien immeuble périt en tout ou en partie et si le CPAS décide de reconstruire le bien immeuble, A.S.T.R.I.D. a le droit d'installer la station de base sur le bien immeuble reconstruit.

Si le bien immeuble d'origine ne peut plus être utilisé durant les travaux de reconstruction, le CPAS fera de son mieux pour mettre à la disposition d'A.S.T.R.I.D. une alternative équivalente.

Article 10 : Travaux à effectuer au bien immeuble

10.1 Le CPAS reconnaît que le fonctionnement ininterrompu et efficace de la station de base doit être assuré à tout moment, sauf cas de force majeure, et il accepte explicitement de tenir compte de cette circonstance en cas de travaux qui devraient être effectués au ou sur le bien immeuble. Il peut, à ce propos, faire appel à tout moment aux connaissances techniques des spécialistes d'A.S.T.R.I.D.

Dès lors, le CPAS n'effectuera pas de travaux au ou sur le bien immeuble qui pourraient nuire au bon fonctionnement de la station de base.

10.2 Cependant, si de tels travaux devaient s'avérer indispensables et s'ils ne peuvent être reportés, le CPAS s'engage à informer A.S.T.R.I.D. au moins six (6) mois avant le début de ces travaux. Si nécessaire, le CPAS mettra à la disposition d'A.S.T.R.I.D. une alternative équivalente qui doit permettre à A.S.T.R.I.D. de garantir à ses clients une couverture comparable dans cette région.

Article 11 : Cession - sous-location de la station de base

A.S.T.R.I.D. peut à tout moment céder en tout ou en partie la station de base à un tiers ou le donner en sous-location à condition que le CPAS soit informé de cette cession ou de cette sous-location par lettre recommandée.

Une telle cession ou sous-location sera soumise aux dispositions de la convention et les droits conférés au CPAS par la convention devront être respectés.

Article 12 : Copropriété

Si le bien immeuble devait être la propriété de plusieurs propriétaires, une copie du procès-verbal de la réunion à laquelle les propriétaires ont approuvé la location du bien immeuble sera annexée à la présente convention.

Article 13 : Règles de bon voisinage

13.1 Le CPAS évitera toute action ou tout usage du bien immeuble par des tiers susceptibles de nuire d'une manière ou d'une autre au bon fonctionnement de la station de base. Le CPAS reconnaît explicitement avoir pris connaissance de toutes les conditions requises au bon fonctionnement de la station de base.

13.2 A.S.T.R.I.D. évitera toute action ou usage du bien immeuble susceptible de nuire au fonctionnement normal des installations existantes du CPAS.

13.3 En cas de brouillage ou d'interférences causés par une des parties, la partie qui en est la cause fera tout le nécessaire ou effectuera les adaptations nécessaires pour y mettre fin, de sorte que les

installations perturbées puissent à nouveau fonctionner normalement.

Article 14 : Titre de propriété du CPAS

Le CPAS déclare qu'il dispose du droit de libre disposition du bien immeuble et qu'il n'y a aucune créance, hypothèque, nantissement ou autre sûreté sur le bien immeuble susceptible de nuire à son utilisation normale par A.S.T.R.I.D.

Article 15 : Assurance

15.1 A.S.T.R.I.D. est responsable, tant à l'égard de tiers qu'à l'égard du CPAS, de tout dommage direct qui résulterait de la présence ou du fonctionnement de ses installations pendant leur mise en place et pendant toute la durée de la convention.

15.2 Chaque partie souscrit auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurance une ou plusieurs polices garantissant les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, de responsabilité civile en général et tous risques généraux ou spéciaux liés ses activités. Chaque partie devra, à première demande du cocontractant, justifier la souscription des polices d'assurance par la production d'attestations d'assurance.

Article 16 : Nullité

Si l'une ou l'autre disposition de la convention devait être déclarée nulle pour quelque raison que ce soit, les autres dispositions garderont leur force juridique et leurs effets.

Article 17 : Traitement des litiges

Les parties s'engagent à communiquer, par lettre recommandée, tout changement d'adresse du siège social et/ou d'exploitation. A défaut, tous les actes et exploits peuvent être valablement signifiés à la dernière adresse communiquée.

Les parties s'engagent à mettre tout en œuvre pour tenter de résoudre tout litige par la voie amiable.

A défaut d'accord amiable, les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles seront compétents, sans préjudice de l'article 629 du Code judiciaire.

La présente convention est régie par le droit belge.

La convention a été établie à Bruxelles, en quatre (4) exemplaires originaux.

Chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire signé de la convention et avoir paraphé chaque page de la convention et ses annexes. Un troisième exemplaire est destiné à l'enregistrement qui sera effectué aux frais d'A.S.T.R.I.D.

A.S.T.R.I.D. est exonérée des droits d'enregistrement en vertu de l'article 161, 1° du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

(Parapher chaque page de la convention et ses annexes!)

Fait à Bruxelles, le / /2023.

Le CPAS A.S.T.R.I.D.

La Secrétaire générale f.f.,

Le Président,

Directeur Général

Orpha DEVALCKENEER

Arnaud VAN PRAET

Salvator VELLA

La COMMUNE

La Secrétaire communale,

Le Bourgmestre,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

Annexes :

Annexe A : description du bien immeuble

description technique et plans de la station de base

□ Annexe B : modalités d'accès au bien immeuble

Overeenkomst die aan A.S.T.R.I.D. het recht verleent om op het onroerend goed, gelegen Waversesteenweg 541-559, 1040 Etterbeek, een zend- en ontvangstation voor mobiele telecommunicatie te installeren, te exploiteren en te onderhouden.

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn van 6 februari 2023 om de voorwaarden en de ondertekening van de door de nv ASTRID voorgelegde ontwerpovereenkomst goed te keuren;

gelet op de erfpachtovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het OCMW van Etterbeek van 19 december 2013 die afloopt op 18 december 2043;

overwegende dat rekening moet worden gehouden met artikel 8 van voornoemde overeenkomst, waarin wordt bepaald dat het de erfpachter, namelijk het OCMW van Etterbeek, verboden is zijn recht te vervreemden, te hypothekeren, te bezwaren met een erfdiensbaarheid of te verhuren zonder toestemming van de verhuurder, namelijk de gemeente Etterbeek;

overwegende dat de gemeente Etterbeek uitdrukkelijk akkoord gaat met de voorwaarden van de overeenkomst;

BESLIST

om de voorwaarden en de ondertekening van de gewijzigde overeenkomst goed te keuren:

HUUROVEREENKOMST BETREFFENDE DE INSTALLATIE VAN EEN ASTRID-ANTENNE OP HET DAK VAN HOME BEAUPORT

TUSSEN, ENERZIJD,

Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek,

waarvan de zetel is gelegen in 1040 Etterbeek, Beckersstraat 4,

met ondernemingsnummer btw BE 0212.347.232,

en vertegenwoordigd door Arnaud VAN PRAET, voorzitter van het OCMW, en Orpha

DEVALCKENEER, waarnemend secretaris-generaal van het OCMW,

die handelen als erfpachter van het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van deze overeenkomst,

hierna het "OCMW" genoemd,

EN, ANDERZIJD,

De nv van publiek recht ASTRID,

waarvan de zetel is gelegen in 1000 Brussel, Regentlaan 54,

met ondernemingsnummer btw BE 0263.893.151, RPR Brussel

en vertegenwoordigd door Salvator VELLA, algemeen directeur,

hierna "ASTRID" genoemd,

IN AANWEZIGHEID VAN

De gemeente Etterbeek,

waarvan de zetel is gevestigd in 1040 Etterbeek, Kazernenlaan 31,

en vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, burgemeester van Etterbeek, en Annick PETIT,

gemeentesecretaris, die handelen als verpachter van het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van deze overeenkomst, die uitdrukkelijk akkoord gaat met de voorwaarden van de overeenkomst.

Het OCMW en ASTRID worden hierna samen “de partijen” en individueel “de partij” genoemd. De partijen erkennen de wettelijke bevoegdheid te hebben om deze overeenkomst te ondertekenen. Deze overeenkomst wordt hierna “de overeenkomst” genoemd.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1: Voorwerp van de overeenkomst

1.1 Het OCMW bezigt het onroerend goed op de Waverssesteenweg 541-559, 1040 Etterbeek en gekadastraerd onder het nummer 422/W/3 op grond van de erfpachtovereenkomst die werd gesloten met de gemeente Etterbeek op 19 december 2013 en afloopt op 18 december 2043.

Het OCMW verleent hierbij aan ASTRID een onherroepelijke optie, hierna “de optie” genoemd, om een gedeelte van voornoemd onroerend goed, hierna te noemen “het onroerend goed” genoemd, te huren onder de voorwaarden bepaald in de overeenkomst.

De partijen zullen vóór de installatie van de uitrusting een plaatsbeschrijving op tegenspraak opmaken op kosten van ASTRID, overeenkomstig artikel 1730 van het Burgerlijk Wetboek. Bij gebreke daarvan wordt het goed geacht aan het einde van de overeenkomst in zijn oorspronkelijke staat te zijn hersteld.

Het onroerend goed wordt beschreven in de bijgevoegde bijlage A die integraal deel uitmaakt van de overeenkomst.

1.2 Na het lichten van de optie heeft de overeenkomst het volgende voorwerp:

1.2.1 Het OCMW verhuurt het onroerend goed aan ASTRID.

1.2.2 Het OCMW verleent ASTRID het recht om op het onroerend goed een zend- en ontvangststation voor mobiele telecommunicatie, hierna het “basisstation” genoemd, te installeren, te exploiteren en te onderhouden.

1.2.3 Het OCMW geeft ASTRID toestemming om op eigen kosten een aparte elektriciteitsvoorziening ten behoeve van het basisstation aan te leggen en te gebruiken, inclusief leidingen, kabels en meters.

ASTRID mag ook op eigen kosten een aardingssysteem en een bliksembeveiligingssysteem op het onroerend goed aanbrengen. Als deze systemen als op het onroerend goed aanwezig zijn, mag ASTRID deze systemen gebruiken en zo nodig verbeteren, op voorwaarde dat de technische regels en voorschriften die op deze installaties van toepassing zijn worden nageleefd.

1.2.4 ASTRID heeft toestemming om een sleutelkluis te installeren bij de toegang tot het onroerend goed.

1.2.5 De technische beschrijving en de plannen van het basisstation (bijlage A) worden bij de overeenkomst gevoegd en maken er integraal deel van uit.

De uitrusting zoals beschreven in bijlage A kan door ASTRID zonder rechtvaardiging worden gewijzigd op voorwaarde dat die wijzigingen kunnen worden uitgevoerd zonder bijkomende inname op het goed van het OCMW en op voorwaarde van een voorafgaande kennisgeving van ten minste één (1) maand vóór de wijziging om het OCMW in staat te stellen, indien nodig, regelingen te treffen of ASTRID in kennis te stellen van zijn gemotiveerd verzet. Het verzet kan enkel gemotiveerd worden door een onverenigbaarheid tussen de geplande wijzigingen en het vreedzaam gebruik van zijn goed door het OCMW of de noodzaak van de exploitatie van dit goed. Het verzet moet binnen veertien (14) dagen na de kennisgeving door ASTRID worden bekendgemaakt.

Indien de wijzigingen aan de uitrusting de inname van het goed van het OCMW doen toenemen, verbinden de partijen zich ertoe voortaan in een geest van samenwerking en met inachtneming van het redelijkheidsbeginsel te onderhandelen over een wijziging van deze overeenkomst.

Artikel 2: Optie

2.1 2.1 Het OCMW verleent een optie aan ASTRID voor een initiële periode van zes (6) maanden die ingaat op de dag van ondertekening van de overeenkomst.

2.2 ASTRID heeft het recht om de optie voor dezelfde duur te verlengen door het OCMW minstens één (1) maand voor het einde van de eerste periode per aangetekende brief op de hoogte te brengen.

2.3 ASTRID kan op elk moment de optie lichten door het OCMW hiervan per aangetekende brief in kennis te stellen.

Deze kennisgeving gaat in op de datum van verzending van de aangetekende brief. Op die datum

zullen de partijen van rechtswege gebonden zijn door alle bepalingen van de overeenkomst, met terugwerkende kracht tot de eerste van de maand waarin de optie wordt gelicht, met uitzondering van artikels 1.1 en 2, die van toepassing zijn vanaf de datum van ondertekening van de overeenkomst.

2.4 Het OCMW geeft toestemming aan ASTRID om in naam van of op naam van het OCMW alle vergunningen, goedkeuringen en andere toestemmingen aan te vragen en te verkrijgen. Het OCMW bezorgt aan ASTRID alle documenten met betrekking tot het onroerend goed die daarvoor nodig zijn. Het OCMW geeft ASTRID ook toestemming om tijdens de duur van de optie alle voorbereidende proeven, inspecties en studies op het onroerend goed uit te voeren.

Daartoe zal het OCMW op vraag van ASTRID toegang tot het onroerend goed verlenen aan het personeel van ASTRID en aan alle daartoe door ASTRID gemachtigde personen en dat uitsluitend tijdens de door het OCMW vastgestelde uren.

Artikel 3: Huurprijs – betalingswijze – indexatie – diverse kosten

3.1 De jaarlijkse huurprijs bedraagt duizend zeventienhonderd (1700) euro.

3.2 ASTRID stort jaarlijks en ten laatste op de tiende kalenderdag van elk jaar de som van duizend zeventienhonderd (1700) euro op de bankrekening van het OCMW met het nummer BE28 0000 0907 1520.

De eerste betaling zal ten laatste gebeuren op de tiende kalenderdag volgend op de datum van verzending van de aangetekende brief die de aanvang van de overeenkomst aanduidt.

Als de overeenkomst niet ingaat op de eerste dag van een jaar, wordt het bedrag van de eerste betaling pro rata berekend.

3.3 De huurprijs wordt jaarlijks op 1 januari aangepast aan de in het Belgisch Staatsblad gepubliceerde stijging van de Belgische gezondheidsindex en in overeenstemming met de berekeningswijze bepaald in artikel 1728 bis van het Burgerlijk Wetboek, namelijk de onderstaande formule:

Aangepaste huurprijs = Basishuurprijs x Nieuwe index ÷ Beginindex

Waarbij

Basishuurprijs = huurprijs zoals bepaald in punt 3.1

Beginindex = gezondheidsindex van de maand die voorafgaat aan de maand waarin de overeenkomst werd gesloten

Nieuwe index = gezondheidsindex van de maand die voorafgaat aan de wijziging van de huurprijs

De huurprijs wordt voor het eerst aangepast op 1 januari van het jaar volgend op de verjaardag van de inwerkingtreding van de overeenkomst.

3.4 ASTRID draagt alle kosten in verband met de bouw, het gebruik, het onderhoud, de aanpassingen, de reparaties en de verwijdering van het basisstation.

Artikel 4: Duur, begin en einde van de overeenkomst

4.1 De overeenkomst wordt gesloten voor een periode van vijftien (15) jaar.

Na afloop van de eerste periode van vijftien (15) jaar wordt de overeenkomst verlengd voor een periode van zes (6) jaar na kennisgeving per aangetekende brief met ontvangstbevestiging door ASTRID aan het OCMW van zijn voornemen tot verlenging van de overeenkomst, en dit uiterlijk zes (6) maanden voor het einde van de eerste periode van vijftien (15) jaar.

Aan het einde van de eerste verlengingsperiode van zes (6) jaar wordt de overeenkomst verlengd met een periode van zes (6) jaar, per aangetekende brief met ontvangstbevestiging door ASTRID aan het OCMW van zijn voornemen tot verlenging van de overeenkomst, en dit uiterlijk zes (6) maanden voor het einde van de lopende verlengingsperiode.

Bij elke verlenging treden dezelfde bepalingen en voorwaarden in werking als in de overeenkomst.

4.2 Artikels 1.2 en 3 tot en met 17 van de overeenkomst treden in werking op de eerste dag van de maand waarin ASTRID het OCMW per aangetekende brief in kennis heeft gesteld van het lichten van de optie.

4.3 ASTRID is gerechtigd om op elk moment de overeenkomst te verbreken om dwingende of technische redenen of indien een vergunning wordt ingetrokken of herroepen, met inachtneming van een opzegtermijn van drie (3) maanden.

Bovendien kan ASTRID de overeenkomst vóór het verstrijken van de lopende periode beëindigen met

inachtneming van een opzegtermijn van zes (6) maanden.

4.4 Het OCMW is gerechtigd om de overeenkomst te verbreken bij het verstrijken van de periode van vijftien (15) jaar door middel van een gemotiveerde aangetekende brief, met een opzegtermijn van achttien (18) maanden.

Aan het einde van de verlengingsperiode van (6) jaar die volgt, kan het OCMW de overeenkomst verbreken door middel van een gemotiveerde aangetekende brief, met een opzegtermijn van achttien (18) maanden.

Artikel 5: Toegang tot het onroerend goed

ASTRID heeft 24 uur op 24 toegang tot het onroerend goed. Indien nodig zal worden voorzien in bijzondere toegangsvoorwaarden die in bijlage B bij de overeenkomst zullen worden toegevoegd.

Het OCMW bevestigt hierbij dat er geen andere toelatingen van derden nodig zijn om volledige en onbeperkte toegang tot het onroerend goed te hebben. Indien voor de toegang tot het onroerend goed de toestemming van andere personen vereist is, verbindt het OCMW zich ertoe deze toestemming te verkrijgen vóór de inwerkingtreding van de bepalingen van artikel 4.2 van de overeenkomst.

Artikel 6: Eigendom van het basisstation

6.1 Alle elementen en onderdelen van het basisstation zijn en blijven exclusief eigendom van ASTRID, waarbij het OCMW afstand doet van zijn recht van natrekking.

6.2 Bij het einde van de overeenkomst behoudt ASTRID zijn eigendomsrechten op alle elementen en onderdelen van het basisstation, zal het al zijn installaties binnen een redelijke termijn en op eigen kosten verwijderen, met uitzondering van de ondergrondse draagconstructies (voor zover die bestaan), en zal het onroerend goed in zijn oorspronkelijke staat herstellen, met uitzondering van de gevolgen van slijtage en ouderdom. Het OCMW zal alle nodige maatregelen nemen opdat het basisstation door ASTRID of door een andere door ASTRID aangewezen persoon kan worden verwijderd.

De ondergrondse draagconstructies (voor zover aanwezig) worden eigendom van het OCMW zonder dat een van beide partijen enige vergoeding verschuldigd is.

Artikel 7: Vergunningen, licenties en toestemmingen

Het OCMW geeft ASTRID toestemming voor het aanvragen van alle vergunningen, licenties en toestemmingen die nodig kunnen zijn voor de installatie, het gebruik, het onderhoud, de herstelling en de aanpassingen van het basisstation, met inbegrip van de telefoon- en elektrische aansluitingen.

Indien nodig zal het OCMW samenwerken met ASTRID bij het indienen en opvolgen van de aanvragen en het verkrijgen van bovengenoemde vergunningen, licenties en toestemmingen.

ASTRID verklaart dat het basisstation voldoet aan alle wettelijke en reglementaire eisen inzake straling.

Artikel 8: Overdracht van het onroerend goed

Als het OCMW gedurende de looptijd van de overeenkomst zou beslissen om het onroerend goed geheel of gedeeltelijk over te dragen of er een recht op te verlenen, is deze overdracht of verlening van recht onderworpen aan de bepalingen van de overeenkomst en worden de door de overeenkomst aan ASTRID verleende rechten gerespecteerd.

Het OCMW verbindt zich ertoe alle rechten van ASTRID af te dwingen en erop toe te zien dat derden alle uit de overeenkomst voortvloeiende verplichtingen nakomen.

Als het OCMW deze verplichting niet nakomt, is het verplicht een schadevergoeding en interesten te betalen volgens de regels van het gemene recht.

Artikel 9: Beschadiging van het onroerend goed

Als het onroerend goed geheel of gedeeltelijk wordt vernield en het OCMW beslist om het onroerend goed te herbouwen, heeft ASTRID het recht het basisstation op het herbouwde onroerend goed te installeren.

Als het oorspronkelijke onroerend goed tijdens de herbouwwerkzaamheden niet meer kan worden gebruikt, zal het OCMW zijn best doen om ASTRID een gelijkwaardig alternatief te bieden.

Artikel 10: Werkzaamheden uit te voeren aan het onroerend goed

10.1 Het OCMW erkent dat de ononderbroken en efficiënte werking van het basisstation te allen tijde moet worden verzekerd, behalve in geval van overmacht, en verbindt er zich uitdrukkelijk toe hiermee rekening te houden in geval van werken die in of aan het onroerend goed moeten worden uitgevoerd. In dit verband kan het OCMW op elk moment een beroep doen op de technische kennis van de specialisten van ASTRID.

Het OCMW zal dus geen werken uitvoeren in of aan het onroerend goed die de goede werking van het basisstation in het gedrang kunnen brengen.

10.2 Als dergelijke werken echter onontbeerlijk zijn en niet kunnen worden uitgesteld, verbindt het OCMW zich ertoe ASTRID minstens zes (6) maanden voor het begin van de werken op de hoogte te brengen. Indien nodig zal het OCMW ASTRID een gelijkwaardig alternatief aanbieden dat ASTRID in staat moet stellen zijn klanten een vergelijkbare dekking in die regio te garanderen.

Artikel 11: Overdracht en onderverhuur van het basisstation

ASTRID kan op elk moment het basisstation geheel of gedeeltelijk aan een derde overdragen of onderverhuren op voorwaarde dat het OCMW van deze overdracht of onderverhuur per aangetekende brief op de hoogte wordt gebracht.

Deze overdracht of onderverhuur is onderworpen aan de bepalingen van de overeenkomst en de rechten die het OCMW op grond van de overeenkomst geniet moeten worden gerespecteerd.

Artikel 12: Mede-eigendom

Als het onroerend goed eigendom is van meer dan één eigenaar, wordt bij deze overeenkomst een kopie gevoegd van de notulen van de vergadering waarin de eigenaars de verhuur van het onroerend goed hebben goedgekeurd.

Artikel 13: Regels van goed nabuurschap

13.1 Het OCMW vermijdt elke handeling of gebruik van het onroerend goed door derden die de goede werking van het basisstation op enige manier kan hinderen. Het OCMW erkent uitdrukkelijk kennis te hebben genomen van alle voorwaarden die nodig zijn voor de goede werking van het basisstation.

13.2 ASTRID zal elke handeling of gebruik van het onroerend goed vermijden dat de normale werking van de bestaande installaties van het OCMW kan hinderen.

13.3 In geval van storing of interferentie veroorzaakt door een van de partijen, zal de partij die de storing of interferentie veroorzaakt alle noodzakelijke maatregelen nemen of de nodige aanpassingen doen om een einde te maken aan de storing of interferentie, zodat de verstoorde installaties weer normaal kunnen functioneren.

Artikel 14: Eigendomstitel van het OCMW

Het OCMW verklaart dat het vrij kan beschikken over het onroerend goed en dat er geen vordering, hypotheek, pand of ander borg op het onroerend goed rust die het normale gebruik ervan door ASTRID zou kunnen belemmeren.

Artikel 15: Verzekering

15.1 ASTRID is aansprakelijk, zowel tegenover derden als tegenover het OCMW, voor alle directe schade die het gevolg is van de aanwezigheid of de werking van zijn installaties tijdens hun installatie en gedurende de duur van de overeenkomst.

15.2 Elke partij zal één of meerdere verzekeringen afsluiten bij één of meerdere verzekeringsmaatschappijen die de risico's van brand, ontploffing, waterschade, algemene burgerlijke aansprakelijkheid en alle algemene of bijzondere risico's verbonden aan zijn activiteiten dekken. Elke partij moet op eerste verzoek van de andere partij het afsluiten van verzekeringspolissen rechtvaardigen door de verzekeringsattesten voor te leggen.

Artikel 16: Nietigheid

Als een bepaling van de overeenkomst om welke reden dan ook nietig wordt verklaard, behouden de

overige bepalingen hun rechtskracht en uitwerking.

Artikel 17: Behandeling van geschillen

De partijen verbinden zich ertoe elke adreswijziging van de maatschappelijke zetel en/of exploitatiezetel per aangetekende brief mee te delen. Zo niet, kunnen alle akten en exploiten geldig worden betekend op het laatst meegedeelde adres.

De partijen verbinden zich ertoe alles in het werk te stellen om elk geschil in der minne te regelen.

Bij gebreke van een minnelijke schikking zijn de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel bevoegd, onverminderd artikel 629 van het Gerechtelijk Wetboek.

Deze overeenkomst wordt geregeld door het Belgische recht.

De overeenkomst werd opgesteld in Brussel in vier (4) originele exemplaren.

Elke partij verklaart een ondertekend exemplaar van de overeenkomst te hebben ontvangen en alle pagina's van de overeenkomst en haar bijlagen geparafeerd te hebben. Een derde exemplaar is bedoeld voor de registratie, die wordt uitgevoerd op kosten van ASTRID.

ASTRID wordt vrijgesteld van de registratierechten op grond van artikel 161, 1^o van het wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

(Elke pagina van de overeenkomst en haar bijlagen paraferen!)

Opgemaakt in Brussel op XX/XX/2023.

Het OCMW

ASTRID

De waarnemend secretaris-generaal,
Orpha DEVALCKENEER

De voorzitter, De algemeen directeur
Arnaud VAN PRAET Salvator VELLA

De gemeente

De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De burgemeester,
Vincent DE WOLF

Bijlagen:

- Bijlage A: beschrijving van het onroerend goed technische beschrijving en plannen van het basisstation
- Bijlage B: toegangsvoorwaarden voor het gebouw

1 annexe / 1 bijlage

Annexes Convention.pdf

3 **Régie communale autonome etterbeekoise – Désignation d'un commissaire-réviseur membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises – Mandat de 3 ans (2023 à 2025).**

Le Conseil communal,

Considérant que l'article 14 des statuts de la RCAE prévoit que les comptes annuels et la situation financière de la RCAE sont contrôlés par un Commissaire-réviseur, membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises, désigné par le Conseil Communal, dont le mandat ne peut excéder 3 années ;

Considérant que le Comité de direction de la RCAE a relancé un marché public de faible montant afin de désigner un Commissaire-réviseur pour un nouveau mandat de 3 ans (de 2023 à 2025) ;

Vu la décision du Comité de direction de la RCAE du 08/02/2023 désignant la société RSM InterAudit en tant que Commissaire-réviseur pour un mandat de 3 ans (de 2023 à 2025) ;

Considérant que la mission comprend le contrôle des comptes annuels 2022 à 2024 ;

DECIDE de désigner la société RSM InterAudit en tant que Commissaire-réviseur pour un mandat de 3 ans (de 2023 à 2025).

Autonome gemeentebedrijf Etterbeek – Aanstelling van een Commissaris-revisor lid van het Instituut van de bedrijfsrevisoren – Mandaat van 3 jaar (2023 tot 2025).

De gemeenteraad,

Overwegende dat artikel 14 van de statuten van het AGBE bepaalt dat de jaarrekeningen en de financiële situatie van het AGBE worden gecontroleerd door een commissaris-revisor, die lid is van het instituut van de bedrijfsrevisoren, aangesteld door de Gemeenteraad, wiens mandaat niet langer mag duren dan 3 jaar;

Overwegende dat het directiecomité van het AGBE een overheidsopdracht voor kleine bedragen heeft uitgeschreven om een commissaris-revisor aan te stellen voor een nieuw mandaat van 3 jaar (van 2023 tot 2025);

Gelet op het besluit van het directiecomité van het AGBE van 08/02/2023 dat het bedrijf RSM InterAudit voor een termijn van drie jaar (van 2023 tot 2025) als Commissaris-revisor aanstelt;

Overwegende dat de opdracht de controle van de jaarrekeningen 2022 tot 2024 omvat ;

BESLUIT het bedrijf RSM InterAudit aan te stellen als Commissaris-revisor voor een termijn van 3 jaar (van 2023 tot 2025).

4 Protocole encadrant le partage des données dans le cadre de la mise à disposition d'un système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants par la Commission communautaire commune.

Le Conseil communal,

Considérant que les services du collège réuni de la Commission communautaire commune sont compétents pour la mise en œuvre de la réglementation relative au parcours d'intégration obligatoire des primo-arrivants sur le territoire de la région de Bruxelles-capitale ;

Considérant que cette réglementation impose aux primo-arrivants en région de Bruxelles-Capitale l'obligation de suivre un parcours d'accueil : le primo-arrivant peut satisfaire à cette obligation en suivant un parcours d'accueil organisé soit par la Communauté flamande (auprès de l'un des organismes BON (Brussels Onthaalbureau voor inburgering), faisant partie de l'AgII (Agentschap integratie en inburgering) soit par la Commission communautaire française (auprès de l'un des Bapas (bureaux d'accueils agréés et subventionnés par la COCOF) ;

Considérant que les communes détectent quels primo-arrivants sont concernés par cette obligation et contrôlent s'ils satisfont à celle-ci ;

Considérant que la COCOM peut imposer des sanctions administratives aux primo-arrivants qui ne satisfont pas à l'obligation et que dans ce contexte, la COCOM met un système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants (BruWelcome) à la disposition des communes de la région bilingue de

Bruxelles-Capitale, des organisateurs agréés du parcours d'accueil et des primo-arrivants ;

Considérant que des membres de l'équipe interne de la Cocom de la cellule inburgering ainsi que le développeur de l'outil ont déjà dispensé une formation sur le fonctionnement de l'outil et ses différentes fonctionnalités aux membres du personnel concerné des communes et leur ont, dans ce cadre, également communiqué du matériel de formation ;

Considérant que sur le plan de la protection des données, le partage des données à caractère personnel effectué via BruWelcome est encadré juridiquement par l'article 8/1 de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants et nécessite également la conclusion d'un protocole à faire signer par les deux parties ;

Considérant que ce protocole entre la Cocom et la commune vise à encadrer plus précisément le partage et à fixer les responsabilités et obligations concernant le traitement des données à caractère personnel partagées par l'intermédiaire de l'outil.

DECIDE d'approuver le protocole suivant :

Protocole encadrant le partage des données dans le cadre de la mise à disposition d'un système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants par la Commission communautaire commune.

PARTIES :

Le présent protocole est conclu entre les parties suivantes:

1. La Commission communautaire commune (ci-après dénommée la COCOM), établie rue Belliard 1; à 1040 Bruxelles, bte 1, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0240.682.833, et représentée par Nathalie Noël, fonctionnaire dirigeante des Services du Collège réuni

ET

2. La commune [], établi(e) à [], inscrit(e) à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise [],et représentée par [nom - fonction]

La COCOM et la commune de [.....] sont ci-après également désignées individuellement comme « Partie » ou conjointement comme les "Parties".

DATA PROTECTION OFFICER (DPO) :

Le DPO de la COCOM peut être contacté à l'adresse e-mail dataprotection@ccc.brussels.

Le DPO de la commune de [] peut être contacté à l'adresse e-mail []

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

A. Les Services du collège réuni de la Commission communautaire commune sont compétents pour la mise en œuvre de la réglementation relative au parcours d'intégration obligatoire des primo-arrivants sur le territoire de la région de Bruxelles-capitale. Les réglementations pertinentes sont les suivantes:

L'ordonnance du 11 mai 2017 de la Commission communautaire commune concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants;

L'Arrêté du Collège réuni du 19 juillet 2018 portant exécution de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants;

L'accord de coopération du 20 décembre 2018 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au parcours d'accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale.

B. Cette réglementation impose aux primo-arrivants en région de Bruxelles-Capitale l'obligation de suivre un parcours d'accueil. Le primo-arrivant peut satisfaire à cette obligation en suivant un parcours d'accueil organisé soit par la Communauté flamande (auprès de l'un des organismes BON (Brussels

Onthaalbureau voor inburgering), faisant partie de l'AgII (Agentschap integratie en inburgering) soit par la Commission communautaire française (auprès de l'un des Bapas (bureaux d'accueils agréés

et subventionnés par la COCOF)). Les communes détectent quels primo-arrivants sont concernés par cette obligation et contrôlent s'ils satisfont à celle-ci. Quant à la COCOM, elle peut imposer des sanctions administratives aux primo-arrivants qui ne satisfont pas à l'obligation.

C. Dans ce contexte, la COCOM met un système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants à la disposition des communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, des organisateurs agréés du parcours d'accueil et des primo-arrivants.

D. Par le présent protocole, les Parties souhaitent fixer leurs responsabilités et obligations concernant le Traitement des Données à caractère personnel partagées par l'intermédiaire du système informatique de suivi des dossiers des primo-arrivants.

LES PARTIES ONT ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT:

1. Définitions

Dans le présent protocole, les notions suivantes sont définies comme suit :

a) **RPGD**: le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données).

b) **Données à caractère personnel**: toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable.

c) **Personne concernée** : la personne physique identifiée ou identifiable à laquelle les données à caractère personnel ont trait.

d) **Traitement**: toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de Données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction de données.

e) **Fuite de données** : une violation de la sécurité entraînant de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation, la modification ou l'accès non autorisé de Données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière et qui est susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

f) **L'Ordonnance du 11 mai 2017**: L'ordonnance du 11 mai 2017 de la Commission communautaire commune concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants.

g) **Le Système informatique**: le système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants mis à disposition des communes de la région Bilingue de Bruxelles-Capitale, des organisateurs agréés du parcours d'accueil et des primo-arrivants par la COCOM tel que visé par l'article 8/1 de l'Ordonnance du 11 mai 2017.

h) **Protocole**: le présent protocole encadrant le partage des Données à caractère personnel dans le cadre de la mise à disposition du Système informatique.

2. Généralités

2.1. Le présent protocole fixe le cadre du partage de Données à caractère personnel entre les Parties par l'intermédiaire du Système informatique.

2.2. Le présent protocole définit les principes et procédures que les Parties respecteront et les responsabilités que les Parties ont les unes envers les autres en ce qui concerne la responsabilité de traitement distincte de chaque Partie, sans intention de faire des Parties des responsables du traitement conjoints au sens de l'article 26 du RGPD.

2.3. Les Parties conviennent que les Données à caractère personnel partagées ne seront traitées que dans la mesure où cela est nécessaire à la réalisation de leur finalité respective.

3. Objet

3.1 Le présent protocole fixe le cadre du partage de Données à caractère personnel entre les Parties par l'intermédiaire du Système informatique.

3.2.L'article 8/1 de l'Ordonnance du 11 mai 2017 prévoit ce qui suit:

La Commission communautaire commune met un système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants à la disposition des communes de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, des organisateurs agréés du parcours d'accueil et des primo-arrivants.

3.3. Ce système doit permettre :

- ° pour les communes : de détecter quels primo-arrivants sont concernés par l'obligation de suivre le parcours d'accueil, et de contrôler si cette obligation est respectée ;
- ° pour les organisateurs du parcours d'accueil : de vérifier si un primo-arrivant est concerné par l'obligation de suivre le parcours d'accueil, et de suivre de façon proactive le dossier des primo-arrivants concernés qui sont inscrits chez eux ;
- ° pour les primo-arrivants : de suivre leur dossier et d'y joindre les attestations nécessaires ;
- ° pour la Commission communautaire commune : de contrôler l'application de la réglementation relative au parcours d'accueil obligatoire et d'assurer le suivi d'un dossier dans lequel une sanction administrative doit être imposée.

Les données ne peuvent être traitées que pour les finalités énumérées ci-dessus.

3.4.La COCOM est responsable du traitement des Données à caractère personnel partagées dans le Système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants tel que prévu par l'article 8/1, §3, de l'ordonnance du 11 mai 2017.

3.5. Les communes jouent un rôle actif dans la détection et le contrôle du respect de l'obligation de suivre le parcours d'accueil. Dans ce cadre, elles ont besoin de pouvoir accéder et traiter, en tant que responsable de traitement dans le cadre de leurs finalités propres, les Données à caractère personnel partagées par l'intermédiaire du Système informatique.

4. Données à caractère personnel qui sont partagées

4.1. Les catégories de données traitées dans le Système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants sont les suivantes :

- 1° le numéro du Registre national, les nom et prénoms, la date de naissance, le sexe, la résidence principale, la nationalité, la situation de séjour, les données familiales (notamment l'état civil, la déclaration de cohabitation légale et les descendants) et éventuellement la date de décès;
- 2° les données relatives au déroulement du parcours d'accueil (inscription, clôture, dispenses, suspensions).

4.2. Les données mentionnées sont partagées avec la commune où le primo-arrivant est inscrit et avec l'organisateur du parcours d'accueil auprès duquel le primo-arrivant est inscrit.

Les autres communes et organisateurs d'un parcours d'accueil n'ont accès qu'au numéro du Registre national, aux nom et prénoms, à la commune et à l'identité de l'organisateur du parcours d'accueil auprès duquel le primo-arrivant est inscrit ainsi qu'à la situation du dossier, afin de pouvoir remplir les obligations qui leur sont imposées dans le cadre du parcours d'accueil obligatoire.

4.3.Les données sont partagées uniquement dans le cadre des finalités énumérées au point 3.3.

5. Qualité des données

5.1.Chaque Partie prend toutes les mesures raisonnables afin de garantir que les Données à caractère personnel partagées soient exactes.

5.2. Si les Parties ont connaissance d'inexactitudes dans les Données à caractère personnel partagées, elles s'en informent mutuellement dans un délai raisonnable.

5.3.Chaque Partie prend toutes les mesures raisonnables afin de garantir que les Données à caractère personnel qui sont inexacts soient rectifiées ou supprimées.

6. Procédure de gestion des accès et des retraits au Système informatique La commune établit et tient à jour une liste des profils de fonction qui reçoivent un accès au Système informatique et conserve cette liste. Elle contient les mentions suivantes:

Nom et prénom;

Fonction;

Date à laquelle l'accès est donné;

Date à laquelle l'accès est retiré

A la demande de la COCOM, la commune fournit des informations sur les mécanismes d'accès physique et/ou électronique au Système informatique mis à disposition par la COCOM.

La validation des demandes d'accès se fait en plusieurs étapes:

1) Validation par la commune et communication à la COCOM

Avant d'effectuer une demande d'accès, la personne de la commune effectuant la demande d'accès vérifie que les membres du personnel de la commune pour lesquels un accès est demandé sont habilités à accéder au Système informatique et soumis à une obligation de confidentialité.

La commune communique au service interne de la COCOM chargé du parcours d'accueil obligatoire via l'adresse email inburgering@ccc.brussels toute demande d'accès, de modification d'accès et de retrait d'accès au Système informatique des membres de son personnel en communiquant les informations suivantes:

Commune du demandeur;

Nom et prénom;

Numéro de registre national;

Fonction et service;

Adresse email;

Langue;

En cas de cessation d'activité d'un travailleur, la commune communique la date de dernier jour de travail;

Durée de la demande d'accès pour un nouvel utilisateur et la date de début.

En cas de modification du moyen de communication relatif aux demandes d'accès, la COCOM en informe la commune. La modification du mode de communication fait partie intégrante du protocole.

2) Validation par la COCOM

La COCOM reçoit la demande, vérifie la disponibilité du nombre d'accès pour le personnel de la commune et communique la demande d'accès à l'équipe CRM du CIRB.

3) Validation par le CIRB

Le CIRB vérifie et valide la disponibilité des licences avec l'équipe inburgering de la COCOM. La configuration de l'octroi d'un accès au Système informatique via une licence nominative pour un nouvel utilisateur et sa configuration sont gérés par le CIRB.

La COCOM et le CIRB évaluent de manière régulière l'utilisation des licences. En cas de constatation de non-utilisation d'une licence, la Cocom prend contact avec la commune afin d'apprécier la nécessité de désactiver ou non l'accès.

7. Sécurité

7.1. Chaque Partie prend les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer et protéger la sécurité, l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des Données à caractère personnel partagées.

7.2. Chaque Partie prend les mesures techniques et organisationnelles afin de prévenir toute Fuite de données.

7.3. Plus concrètement, dans le cadre de l'utilisation du Système informatique, la commune s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité et prévenir toute Fuite de données à caractère personnel partagées par l'intermédiaire du système informatique telles que:

a) Le chiffrement des Données à caractère personnel (laptops, poste de travaux, autres outils informatique);

b) Des mesures permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de Traitement;

c) Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

d) Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement;

e) Ne pas utiliser les applications dans des systèmes et des réseaux qui ne sont pas gérés par la commune ou la COCOM;

f) Des mesures en matière de prévention et de détection de la fraude et de toute autre utilisation ou

accès abusif au Système informatique.

7.4. La commune met en place une procédure interne pour faire face à toute Fuite de données. Sur demande de la COCOM, la commune la communique à la COCOM.

7.5. Seules les personnes au sein de la commune qui sur base de leur fonction ont besoin d'accéder aux Données à caractère personnel partagées dans le Système informatique dans le cadre de l'exécution de leur fonction sont autorisées à y accéder.

7.6. La commune veille à ce que son personnel travaillant sous son autorité ou sa responsabilité ait connaissance :

des principes et des obligations applicables découlant du RGPD;

de toute réglementation relative à la protection de la vie privée à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel.

7.7. A la demande de la COCOM, la commune doit être en mesure de démontrer que les mesures énumérées dans cet article ont été prises. Sur simple demande de la COCOM, la commune met à la disposition de la COCOM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations

énumérées au présent article.

8. Confidentialité

8.1. Chaque partie s'engage expressément à garantir le caractère confidentiel et la sécurité des Données à caractère personnel concernées.

8.2. Chaque partie assure que tous les membres du personnel ayant accès aux Données à caractère personnel concernées respecteront le caractère confidentiel et la sécurité des Données à caractère personnel.

8.3. Chaque partie veille à ce que les membres du personnel qui ont accès aux Données à caractère personnel soient liés par une obligation légale ou contractuelle de confidentialité.

9. Conservation

9.1. Les Parties ne conserveront ni ne traiteront les Données à caractère personnel partagées plus longtemps que nécessaire pour atteindre les finalités mentionnées au point 3.3 et conformément aux délais prévus dans l'Ordonnance du 11 mai 2017.

10. Procédure de gestion de Fuites de données:

10.1. Les Parties s'informeront mutuellement dans les meilleurs délais et en tout cas dans les 4 heures suivant la prise de connaissance de toute Fuite réelle ou possible de Données à caractère personnel partagées et/ou d'une violation des mesures techniques et/ou organisationnelles prises.

10.2. Les Parties se fourniront mutuellement toute l'assistance raisonnable nécessaire pour faciliter la gestion d'une Fuites de données.

10.3. Les Parties s'engagent, le cas échéant, à se concerter immédiatement afin de prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter et remédier aux conséquences d'une Fuite de données. Les Parties se communiquent mutuellement toute information qu'elles jugent utile ou nécessaire pour optimiser les mesures de sécurité.

10.4. La commune notifie à la COCOM toute (tentative de) Fuite de données du Système informatique.

10.5. La commune effectue la notification dans les meilleurs délais possibles et au plus tard dans les 4 heures de la prise de connaissance de la (tentative de) violation auprès:

du service métier "inburgering" de la COCOM à l'adresse email suivante: inburgering@ccc.brussels auprès du DPO de la COCOM à l'adresse email dataprotection@ccc.brussels.

10.6. En cas de Fuite de données liée au Système informatique, la COCOM prendra toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour empêcher ou limiter une (nouvelle) violation des mesures de sécurité. En tant que responsable de traitement des Données à caractère personnel partagées dans le Système informatique, après analyse et, le cas échéant, concertation avec la commune concernée, la COCOM notifie à l'Autorité de protection des données toute violation de données à caractère personnel susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées dans

les 72 heures de la prise de connaissance conformément à l'article 33 du RGPD. La COCOM en informe, si nécessaire en vertu et conformément à l'article 34 du RGPD, dans les meilleurs délais, la personne concernée.

10.7. En cas de Fuite de données non liée au Système informatique (CRM régional), la commune prendra toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour empêcher ou limiter une (nouvelle) violation des mesures de sécurité. En tant que responsable de traitement des Données à caractère

personnel non lié au Système informatique, après analyse et concertation avec la COCOM, la commune notifie à l'Autorité de protection des données toute violation de données à caractère personnel susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes concernées dans

les 72 heures de la prise de connaissance conformément à l'article 33 du RGPD. La commune en informe, si nécessaire en vertu et conformément à l'article 34 du RGPD, dans les meilleurs délais, la personne concernée.

11. Transparence

Dans le cadre de leur obligation de transparence telle que prévue par le RGPD, les Parties informent les personnes concernées du Traitement de leurs Données à caractère personnel. Cette obligation peut être mise en œuvre via la politique de confidentialité accessible sur le site [bewelcome.brussels](https://bewelcome.brussels/fr/privacy-policy/) via le lien suivant: <https://bewelcome.brussels/fr/privacy-policy/>

12. Résolution de litiges relatifs aux Données à caractère personnel Si l'une des Parties a connaissance d'une plainte déposée auprès d'une autorité de contrôle ou auprès des cours et tribunaux ou d'une requête concernant le(s) Traitement(s) de Données à caractère personnel au(x)quel(s) se rapporte le présent Protocole, elle en informe l'autre Partie dans un délai raisonnable.

13. Décharge

Chaque Partie préserve l'autre Partie de tout dommage direct ou indirect résultant d'un manquement à ses obligations au titre du présent Protocole et/ou de la législation et / ou de la réglementation applicable.

14. Droit applicable et juridictions compétentes

14.1. Le présent Protocole est régi par le droit belge.

14.2. Le droit belge est applicable à tous les litiges relatifs au présent Protocole ou à son exécution.

14.3. Tout litige relatif au Présent protocole ou à son exécution sera soumis aux tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

15. Entrée en vigueur, durée et effet

15.1. Le présent protocole prend cours à la date de sa signature et reste en vigueur pour la durée complète du Traitement des Données à caractère personnel.

Établi en double exemplaire à Bruxelles et signé le :

Pour la Cocom:

Pour la commune de :

Nathalie NOËL

Nom:

Fonctionnaire dirigeante des SCR de la COCOM

Fonction:

Protocol over het delen van persoonsgegevens in het kader van de terbeschikkingstelling van het computergestuurd systeem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

De gemeenteraad,

overwegende dat de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd zijn voor de uitvoering van de regelgeving betreffende het verplichte inburgeringstraject voor nieuwkomers op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat deze regelgeving nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verplicht om een inburgeringstraject te volgen: de nieuwkomer kan aan deze verplichting voldoen door een inburgeringstraject te volgen die ofwel door de Vlaamse Gemeenschap (bij een van de BON-instellingen (Brussels Onthaalbureau voor inburgering), die deel uitmaken van het AgII (Agentschap integratie en inburgering)) ofwel door de Franse Gemeenschapscommissie (bij een van de Bapa's (door de FGC erkende en gesubsidieerde inburgeringskantoren)) wordt georganiseerd;

overwegende dat de gemeenten detecteren welke nieuwkomers onder deze verplichting vallen en controleren of ze die hebben nagekomen;

overwegende dat de GGC administratieve sancties kan opleggen aan nieuwkomers die de verplichting niet nakomen en dat de GGC in dit verband een uniform computergestuurd systeem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers ter beschikking stelt van de gemeenten van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, de erkende inrichters van het inburgeringstraject en de nieuwkomers;

overwegende dat de leden van het interne team van de GGC van de cel Inburgering en de ontwikkelaar van het systeem reeds een opleiding over de werking van het systeem en de verschillende functies ervan hebben gegeven aan de betrokken personeelsleden van de gemeenten en hun in dit verband ook opleidingsmateriaal hebben verstrekt;

overwegende dat het delen van persoonsgegevens via BruWelcome op het gebied van gegevensbescherming wettelijk is geregeld bij artikel 8/1 van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 mei 2017 betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers en dat daarvoor ook een protocol moet worden gesloten dat door beide partijen moet worden ondertekend;

overwegende dat dat protocol tussen de GGC en de gemeente een nauwkeurig kader te scheppen voor het delen en om hun verantwoordelijkheden en verplichtingen vast te stellen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens die worden gedeeld via het systeem;

BESLIST om het volgende protocol goed te keuren:

Protocol over het delen van persoonsgegevens in het kader van de terbeschikkingstelling van het computergestuurd systeem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

PARTIJEN:

Dit protocol wordt gesloten tussen de hierna genoemde partijen:

1. de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (hierna "de GGC"), gevestigd in de Belliardstraat 71 bus 1, 1040 Brussel, ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het ondernemingsnummer 0240.682.833, en vertegenwoordigd door mevrouw Nathalie Noël, leidend ambtenaar van de Diensten van het Verenigd College

EN

2. De gemeente [], gevestigd in [], ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het ondernemingsnummer [], en vertegenwoordigd door [naam - functie] Hierna worden de GGC en de gemeente [...] individueel een "Partij" en gezamenlijk de "Partijen" genoemd.

DATA PROTECTION OFFICER (DPO):

De DPO van de GGC kan worden bereikt op dataprotection@ccc.brussels.

De DPO van de gemeente [] kan worden bereikt op het e-mailadres []

WORDT VOORAFGAANDELIJK UITEENGEZET WAT VOLGT:

A. De Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zijn bevoegd voor de uitvoering van de regelgeving betreffende het verplichte inburgeringstraject voor nieuwkomers op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De volgende regelgeving is hierbij relevant:

de ordonnantie van 11 mei 2017 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers;

het besluit van het Verenigd College van 19 juli 2018 tot uitvoering van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 mei 2017 betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers;

het samenwerkingsakkoord van 20 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met betrekking tot het verplichte inburgeringstraject voor de nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad.

B. Deze regelgeving verplicht nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een inburgeringstraject te volgen. De nieuwkomer kan aan deze verplichting voldoen door een inburgeringstraject te volgen die ofwel door de Vlaamse Gemeenschap (bij een van de BON-instellingen (Brussels Onthaalbureau voor inburgering), die deel uitmaken van het AgII (Agentschap integratie en inburgering)) ofwel door de Franse Gemeenschapscommissie (bij een van de Bapa's (door de FGC erkende en gesubsidieerde inburgeringskantoren)) wordt georganiseerd. De gemeenten detecteren welke nieuwkomers onder deze verplichting vallen en controleren of ze die hebben nagekomen. De GGC kan administratieve sancties opleggen aan nieuwkomers die de verplichting niet nakomen.

C. In dit verband stelt de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een uniform computergestuurd systeem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers ter beschikking van de gemeenten van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, de erkende inrichters van het inburgeringstraject en de nieuwkomers.

D. Met dit protocol willen de Partijen hun verantwoordelijkheden en verplichtingen vaststellen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens die worden gedeeld via het computergestuurd systeem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers.

TUSSEN DE PARTIJEN WORDT BESLOTEN EN OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. Definities

In dit protocol worden de volgende begrippen gedefinieerd als volgt:

a) AVG: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

b) Persoonsgegevens: alle informatie over een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon.

c) Betrokkene: de geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon op wie de persoonsgegevens betrekking hebben.

d) Verwerking: een bewerking of een geheel van bewerkingen met betrekking tot persoonsgegevens of een geheel van persoonsgegevens, al dan niet uitgevoerd via geautomatiseerde procedés, zoals het verzamelen, vastleggen, ordenen, structureren, opslaan, bijwerken of wijzigen, opvragen, raadplegen, gebruiken, verstrekken door middel van doorzending, verspreiden of op andere wijze ter beschikking stellen, aligneren of combineren, afschermen, wissen of vernietigen van gegevens.

e) Gegevenslek: een inbreuk op de beveiliging die per ongeluk of op onrechtmatige wijze leidt tot de vernietiging, het verlies, de wijziging, de ongeoorloofde verstrekking van of de toegang tot doorgezonden, opgeslagen of anderszins verwerkte persoonsgegevens en die waarschijnlijk een risico inhouden voor de rechten en vrijheden van natuurlijke personen.

f) Ordonnantie van 11 mei 2017: de ordonnantie van 11 mei 2017 van de Gemeenschappelijke

Gemeenschapscommissie betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers.

g) Het computergestuurde systeem: het uniforme computergestuurde systeem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers dat de GGC ter beschikking stelt van de gemeenten van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, de erkende inrichters van het inburgeringstraject en de nieuwkomers, zoals bedoeld in artikel 8/1 van de ordonnantie van 11 mei 2017.

h) Protocol: dit protocol over het delen van persoonsgegevens in het kader van de terbeschikkingstelling van het computergestuurd systeem.

2. Algemeen

2.1. Dit protocol bepaalt het kader voor het delen van persoonsgegevens tussen de Partijen via het computergestuurde systeem.

2.2. Dit protocol omschrijft de beginselen en procedures die de partijen moeten naleven en de verantwoordelijkheden die de Partijen tegenover elkaar hebben met betrekking tot de afzonderlijke verwerkingsverantwoordelijkheid van elke Partij, zonder dat het de bedoeling is dat de Partijen gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken worden in de zin van artikel 26 van de AVG.

2.3. De Partijen komen overeen dat de gedeelde persoonsgegevens alleen worden verwerkt voor zover dat nodig is voor de verwezenlijking van hun respectieve doeleinden.

3. Voorwerp

3.1 Dit protocol stelt het kader vast voor het delen van persoonsgegevens tussen de Partijen via het computergestuurde systeem.

3.2. Artikel 8/1 van de ordonnantie van 11 mei 2017 bepaalt wat volgt:

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie stelt een uniform computergestuurd systeem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers ter beschikking van de gemeenten van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, de erkende inrichters van het inburgeringstraject en de nieuwkomers.

3.3 Dat systeem moet toelaten:

° voor de gemeenten: te detecteren welke nieuwkomers onder de verplichting tot inburgering vallen alsook te controleren of die verplichting wordt nagekomen;

° voor de inrichters van het inburgeringstraject: na te gaan of een nieuwkomer onder de verplichte inburgering valt, alsook het dossier van de verplichte nieuwkomers die bij hen zijn ingeschreven proactief te kunnen opvolgen;

° voor de nieuwkomers: hun dossier te kunnen opvolgen en daarin de nodige attesten te kunnen inbrengen;

° voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie: de toepassing van de regelgeving over de verplichte inburgering te kunnen nagaan en de opvolging te kunnen doen van een dossier waarin een administratieve sanctie moet opgelegd worden.

De gegevens mogen enkel worden verwerkt voor de doeleinden die hierboven zijn opgenoemd.

3.4. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is de verwerkingsverantwoordelijke voor persoonsgegevens die worden gedeeld in het uniforme computergestuurde systeem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers zoals bepaald in artikel 8/1, § 3, van de ordonnantie van 11 mei 2017.

3.5. De gemeenten spelen een actieve rol bij de detectie en controle van de naleving van de verplichting om het inburgeringstraject te volgen. In dat verband moeten ze als verwerkingsverantwoordelijke in het kader van hun eigen doeleinden toegang kunnen hebben via het computergestuurde systeem tot de gedeelde persoonsgegevens en die kunnen verwerken.

4. Persoonsgegevens die worden gedeeld

4.1. De categorieën van verwerkte gegevens in het uniforme computergestuurde systeem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers zijn de volgende:

het rijksregisternummer, de naam en voornamen, de geboortedatum, het geslacht, de hoofdverblijfplaats, de nationaliteit, de verblijfstoestand, de familiale gegevens (met name de burgerlijke staat, de verklaring van wettelijke samenwoning en de afstammelingen in de dalende lijn) en de eventuele datum van overlijden;

gegevens over het verloop van het inburgeringstraject (aanmelding, beëindiging, vrijstellingen,

opschortingen).

4.2. De vermelde gegevens worden gedeeld met de gemeente waar de nieuwkomer is ingeschreven en de inrichter van het inburgeringstraject waar de nieuwkomer is ingeschreven.

Andere gemeentes en inrichters van een inburgeringstraject hebben enkel zicht op het rijksregisternummer, de naam en voornamen, de gemeente en de identiteit van de inrichter van het inburgeringstraject waar de nieuwkomer is ingeschreven, en de status van het dossier, om de aan hen opgelegde verplichtingen in het kader van het verplichte inburgeringstraject te kunnen nakomen.

4.3. De gegevens worden alleen gedeeld voor de in punt 3.3 opgenoemde doeleinden.

5. Kwaliteit van de gegevens

5.1. Elke Partij neemt alle redelijke maatregelen om te waarborgen dat de gedeelde persoonsgegevens juist zijn.

5.2. Als de Partijen kennis hebben van onjuistheden in de gedeelde persoonsgegevens, brengen ze elkaar daarvan binnen een redelijke termijn op de hoogte.

5.3. Elke Partij neemt alle redelijke maatregelen om ervoor te zorgen dat onjuiste persoonsgegevens worden rechtgezet of gewist.

6. Procedure voor het beheer en de intrekking van de toegangen tot het computergestuurde systeem

De gemeente stelt een lijst op met de functieprofielen die toegang krijgen tot het computergestuurde systeem en houdt deze lijst bij. Ze bevat de volgende vermeldingen:

naam en voornaam;

functie;

datum waarop de toegang wordt gegeven;

datum waarop de toegang wordt ingetrokken.

Op verzoek van de GGC verstrekt de gemeente informatie over de mechanismen van fysieke en/of elektronische toegang tot het computergestuurde systeem dat de GGC ter beschikking stelt.

De goedkeuring van de verzoeken om toegang verloopt in verschillende stappen:

1) goedkeuring door de gemeente en mededeling aan de GGC

Vooraleer een verzoek om toegang in te dienen, gaat de persoon van de gemeente die het verzoek indient, na of de personeelsleden van de gemeente voor wie toegang wordt verzocht, gemachtigd zijn om het computergestuurde systeem te raadplegen en aan een geheimhoudingsplicht onderworpen zijn. De gemeente brengt de interne dienst van de GGC die belast is met het verplichte inburgeringstraject via het e-mailadres inburgering@ccc.brussels op de hoogte van elk verzoek om toegang, wijziging en intrekking van toegang tot het computergestuurde systeem van haar personeelsleden. Ze deelt hierbij de

volgende informatie mee:

gemeente van de aanvrager;

naam en voornaam;

rijksregisternummer;

functie en dienst;

e-mailadres;

taal;

wanneer een werknemer zijn werkzaamheden stopzet, deelt de gemeente de datum van de laatste werkdag mee;

duur van het verzoek om toegang voor een nieuwe gebruiker en de startdatum.

Als het communicatiewijze voor verzoeken om toegang wijzigt, brengt de GGC de gemeente daarvan op de hoogte. De wijziging van de communicatiewijze is een integraal onderdeel van het protocol.

2) Goedkeuring door de GGC

De GGC ontvangt het verzoek, gaat na of het aantal toegangen voor het personeel van de gemeente beschikbaar is en geeft het verzoek om toegang door aan het CRM-team van het CIBG.

3) Goedkeuring door het CIBG

Het CIBG controleert en hecht zijn goedkeuring aan de beschikbaarheid van de licenties bij het team inburgering van de GGC. Het CIBG beheert de configuratie van de toekenning van een toegang tot het

computergestuurde systeem via een licentie op naam voor een nieuwe gebruiker en de configuratie ervan.

De GGC en het CIBG evalueren regelmatig het gebruik van de licenties. Als de GGC vaststelt dat een licentie niet wordt gebruikt, neemt ze contact op met de gemeente om te beoordelen of de toegang al dan niet moet worden gedeactiveerd.

7. Beveiliging

7.1. Elke Partij neemt passende technische en organisatorische maatregelen om de veiligheid, integriteit, beschikbaarheid en vertrouwelijkheid van de gedeelde persoonsgegevens te waarborgen en te beschermen.

7.2. Elke Partij neemt technische en organisatorische maatregelen om elk gegevenslek te voorkomen.

7.3. Meer bepaald verbindt de gemeente zich ertoe bij het gebruik van het computergestuurde systeem alle passende technische en organisatorische maatregelen te nemen om de veiligheid, vertrouwelijkheid, integriteit en beschikbaarheid te waarborgen en elk lek van gedeelde persoonsgegevens via het computergestuurde systeem te voorkomen zoals:

a) de versleuteling van persoonsgegevens (laptops, werkposten, andere IT-instrumenten);

b) het vermogen om op permanente basis de vertrouwelijkheid, integriteit, beschikbaarheid en veerkracht van de verwerkingssystemen en -diensten te garanderen;

c) het vermogen om bij een fysiek of technisch incident de beschikbaarheid van en de toegang tot de persoonsgegevens tijdig te herstellen;

d) een procedure voor het op gezette tijdstippen testen, beoordelen en evalueren van de doeltreffendheid van de technische en organisatorische maatregelen ter beveiliging van de verwerking;

e) het niet-gebruik van de toepassingen in de systemen en netwerken die niet door de gemeente of de GGC worden beheerd;

f) maatregelen om fraude en elk ander onrechtmatig gebruik van of toegang tot het computergestuurde systeem te voorkomen en op te sporen.

7.4. De gemeente voert een interne procedure in om alle gegevenslekken aan te pakken. Op verzoek van de GGC deelt de gemeente dit mee aan de GGC.

7.5. Alleen personen binnen de gemeente die op grond van hun functie toegang moeten hebben tot de persoonsgegevens die worden gedeeld in het computergestuurde systeem bij de uitoefening van hun functie, zijn bevoegd om er toegang toe te hebben.

7.6 De gemeente zorgt ervoor dat haar personeel dat onder haar gezag of verantwoordelijkheid werkt, kennis heeft van:

de toepasselijke beginselen en verplichtingen die voortvloeien uit de AVG;

elke regelgeving met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

7.7. Op verzoek van de GGC moet de gemeente kunnen aantonen dat de in dit artikel opgenoemde maatregelen werden genomen. Op eenvoudig verzoek van de GGC stelt de gemeente de GGC alle informatie ter beschikking die nodig is om aan te tonen dat de in dit artikel opgenoemde verplichtingen worden nagekomen.

8. Vertrouwelijkheid

8.1. Elke Partij verbindt zich er uitdrukkelijk toe de vertrouwelijkheid en de veiligheid van de betrokken persoonsgegevens te waarborgen.

8.2. Elke Partij waarborgt dat alle personeelsleden met toegang tot de betrokken persoonsgegevens de vertrouwelijkheid en de veiligheid van de persoonsgegevens naleven.

8.3. Elke Partij ziet erop toe dat de personeelsleden die toegang hebben tot persoonsgegevens, gebonden zijn door een wettelijke of contractuele geheimhoudingsplicht.

9. Bewaring

9.1. De Partijen bewaren noch verwerken de gedeelde persoonsgegevens niet langer dan nodig is om de in punt 3.3 vermelde doeleinden te bereiken en overeenkomstig de in de ordonnantie van 11 mei 2017 bepaalde termijnen.

10. Procedure voor het beheer van gegevenslekken:

10.1. De Partijen informeren elkaar zo spoedig mogelijk en in elk geval binnen vier uur nadat zij kennis hebben genomen van elk reëel of mogelijk lek van gedeelde persoonsgegevens en/of van een inbreuk op de genomen technische en/of organisatorische maatregelen.

10.2. De Partijen verlenen elkaar alle redelijke bijstand die nodig is om het beheer van een gegevenslek gemakkelijker te maken.

10.3. De Partijen verbinden zich ertoe, in voorkomend geval, onmiddellijk met elkaar te overleggen om alle nodige maatregelen te nemen om de gevolgen van een gegevenslek te beperken en te verhelpen.

De Partijen verstrekken elkaar alle informatie die ze nuttig of nodig achten om de beveiligingsmaatregelen te optimaliseren.

10.4. De gemeente stelt de GGC in kennis van alle (pogingen tot) gegevenslekken uit het computergestuurde systeem.

10.5. De gemeente verricht de kennisgeving zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen vier uur nadat ze kennis heeft genomen van de (poging tot) inbreuk bij:

de Dienst Inburgering van de GGC op het volgende e-mailadres: inburgering@ccc.brussels;

de DPO van de GGC op het e-mailadres dataprotection@ccc.brussels.

10.6. Als een gegevenslek dat verband houdt met het computergestuurde systeem zich voordoet, neemt de GGC alle maatregelen die redelijkerwijs nodig zijn om een (nieuwe) inbreuk op de beveiligingsmaatregelen te voorkomen of te beperken. Als verwerkingsverantwoordelijke van de in het computergestuurde systeem gedeelde persoonsgegevens meldt de GGC, na analyse en, in voorkomend geval, overleg met de betrokken gemeente, aan de Gegevensbeschermingsautoriteit binnen 72 uur nadat ze er kennis van heeft genomen, elke inbreuk in verband met persoonsgegevens die een risico kan inhouden voor de rechten en plichten van de betrokkenen overeenkomstig artikel 33 van de AVG. De GGC brengt er zo nodig overeenkomstig artikel 34 van de AVG de betrokkene zo spoedig mogelijk van op de hoogte.

10.7. Als er zich een gegevenslek voordoet dat geen verband houdt met het computergestuurde systeem (gewestelijk CRM) neemt de gemeente alle maatregelen die redelijkerwijs nodig zijn om een (nieuwe) inbreuk op de beveiligingsmaatregelen te voorkomen of te beperken. Als verwerkingsverantwoordelijke van de persoonsgegevens die geen verband houdt met het computergestuurde systeem meldt de gemeente, na analyse en overleg met GGC, aan de Gegevensbeschermingsautoriteit binnen 72 uur nadat ze er kennis van heeft genomen, elke inbreuk in verband met persoonsgegevens die een risico kan inhouden voor de rechten en plichten van de betrokkenen overeenkomstig artikel 33 van de AVG. De gemeente brengt er zo nodig overeenkomstig artikel 34 van de AVG de betrokkene zo spoedig mogelijk van op de hoogte.

11. Transparantie

In het kader van hun transparantieverplichting zoals bepaald door de AVG lichten de Partijen de betrokkenen in over de verwerking van hun persoonsgegevens. Deze verplichting kan worden uitgevoerd via het privacybeleid dat toegankelijk is op de website bewelcome.brussels via de volgende link:

<https://bewelcome.brussels/nl/privacy-policy/>

12. Beslechting van geschillen met betrekking tot persoonsgegevens

Als een van de Partijen kennis heeft van een klacht die neergelegd is bij een toezichthoudende autoriteit of bij de hoven of rechtbanken, of van een verzoekschrift over de verwerking(en) van persoonsgegevens waarop dit protocol betrekking heeft, stelt ze de andere Partij daarvan binnen een redelijke termijn in kennis.

13. Ontheffing

Elke Partij vrijwaart de andere Partij van alle rechtstreekse of onrechtstreekse schade die het gevolg is van een tekortkoming op haar verplichtingen op grond van dit protocol en/of de toepasselijke wet- en/of regelgeving.

14. Toepasselijk recht en bevoegde rechtbanken

14.1. Dit protocol wordt geregeld door het Belgische recht.

14.2. Het Belgische recht is van toepassing op alle geschillen met betrekking tot dit protocol of de uitvoering ervan.

14.3. Elk geschil met betrekking tot dit protocol of de uitvoering ervan wordt voorgelegd aan de bevoegde rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

15. Inwerkingtreding, duur en uitwerking

15.1. Dit protocol gaat in op de datum van de ondertekening ervan en geldt voor de gehele duur van de verwerking van de persoonsgegevens.

Opgemaakt in twee exemplaren in Brussel en ondertekend op :

Voor de GGC:

Voor de gemeente :

Nathalie Noël

Naam:

Leidend ambtenaar van de DVC van de GGC

Functie:

2 annexes / 2 bijlagen

Protocole d'échanges de données COCOM et commune FR_.pdf, Protocole d'échanges de données COCOM et commune NL.pdf

5 **RCAE – Piscine Espadon – Nouveaux tarifs.**

Le Conseil Communal,

Vu l'impact de la crise énergétique sur le budget de la piscine Espadon (augmentation des factures d'énergie, indexation des salaires, augmentation des frais généraux, ...);

Vu l'enquête de l'Association des établissements sportifs (AES) réalisée en octobre 2022 afin de pouvoir poser un diagnostic des problèmes du secteur sportif face à la crise énergétique (Annexe 1);

Considérant que la RCAE souhaite adapter les tarifs de la piscine Espadon à cette augmentation de ses charges;

Considérant que le directeur du Centre des Sports a comparé les services et tarifs proposés dans les piscines voisines (voire celles situées en Brabant Wallon);

Considérant que le résultat de cette analyse (annexes 2 et 3) confirme que les nouveaux tarifs proposés restent acceptables au vu des services proposés par la piscine Espadon;

Considérant que pour « Les Thermes de l'Espadon » l'analyse a été faite de façon plus large, vu la configuration et les services proposés (à ce jour la configuration et les services proposés sont uniques, il est dès lors difficile de faire un comparatif avec les autres piscines qui offrent moins de service et des établissements privés qui en offrent plus);

Considérant qu'au vu de ce qui précède, la RCAE propose les modifications de tarifs suivantes :

- Pour les Clubs, une augmentation de 10% :

la location d'un couloir passe de 13,68 €/heure à 15,05 €/heure

- Pour les stages une augmentation de 10% :

la séance de 45 minutes dans l'eau passe de 2,50 €/séance à 2,75 €/séance

- Pour les Thermes : l'entrée donne droit aux thermes et à la piscine pendant 3 heures avec accès aux jacuzzis individuels, à des douches multi-jets, à un sauna infra-rouge, à un hammam, à un sauna 70°, à un sauna 90° ainsi qu'à la piscine du lundi au vendredi de 17h00 à 22h00, le samedi et le dimanche de 11h00 à 19h00 :

l'entrée passe de 12,00 € à 15,00 €

- Augmentation du prix de l'entrée individuelle et de la carte de 10 entrées pour les usagers non etterbeekois
 - • L'entrée individuelle passe de 4,00 € à 4,50 € pour les adultes HC et de 3,50 € à 4,0 € pour les juniors/sociaux HC
 - • La carte 10 entrée passe de 30,00 € à 40,00 € pour les adultes HC et de 26,00 € à 30,00 € pour les juniors/sociaux HC
- Augmentation du prix de l'abonnement annuel pour tous les usagers (etterbeekois et non etterbeekois) qui passe
 - • de 180,00 € à 200,00 € pour les adultes habitant la Commune et de 200,00 € à 250,00 € pour les adultes HC
 - • de 156,00 € à 180,00 € pour les juniors/sociaux habitant la Commune et de 172,00 € à 200,00 € pour les juniors/sociaux HC

Considérant l'article 6 du contrat de gestion qui prévoit que la Commune décide, sur base de critères objectifs, du moment et de la réévaluation des tarifs de base des droits d'accès aux infrastructures exploitées par la RCAE et de tout service presté par cette dernière;

Considérant que ces décisions doivent être mises à l'ordre du jour pour information du plus proche Conseil d'administration de la RCAE (article 6 du contrat de gestion) ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

1. D'approuver les nouveaux tarifs tels que repris dans le tableau ci-dessous :

TARIFS 2023 – PISCINE ESPADON							
Entrées individuelles							
Adultes C		Juniors/sociaux C		Adultes HC		Juniors/sociaux HC	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
3,50 €	3,50 €	3,00 €	3,00 €	4,00 €	4,50 €	3,50 €	4,00 €
Cartes 10 bains valables 3 mois + achat carte 3 € (1 x)							
Adultes C		Juniors/sociaux C		Adultes HC		Juniors/sociaux HC	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
27,00 €	27,00 €	23,00 €	23,00 €	30,00 €	40,00 €	26,00 €	30,00 €
Cartes 20 bains valables 6 mois + achat carte 3 € (1 x)							
Adultes C		Juniors/sociaux C		Adultes HC		Juniors/sociaux HC	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
50,00 €	50,00 €	40,00 €	40,00 €	70,00 €	70,00 €	56,00 €	56,00 €
Cartes 50 bains valables 1 an + achat carte 3 € (1 x)							

Adultes C		Juniors/sociaux C		Adultes HC		Juniors/sociaux HC	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
120,00 €	120,00 €	90,00 €	90,00 €	140,00 €	140,00 €	120,00 €	120,00 €
Abonnement annuel 1 séance par jour + achat carte 3 € (1 x)							
Adultes C		Juniors/sociaux C		Adultes HC		Juniors/sociaux HC	
Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau	Ancien	Nouveau
180,00 €	200,00 €	156,00 €	180,00 €	200,00 €	250,00 €	172,00 €	200,00 €
CLUBS							
		Ancien	Nouveau				
Location d'un couloir		13,68 €/heure	15,05 €/heure				
STAGES							
		Ancien	Nouveau				
Séance de 45 minutes		2,50 €/séance	2,75 €/séance				
THERMES							
		Ancien	Nouveau				
Entrée (3 heures)		12,00 €	15,00 €				

2. D'appliquer les nouveaux tarifs

- à partir du 01/04/2023 pour les entrées individuelles, les cartes, les abonnements et les thermes
- à partir de l'entrée en vigueur des nouvelles conventions pour les clubs et les stages

3. D'informer le Conseil d'administration de la RCAE lors de sa plus prochaine séance conformément à l'article 6 du contrat de gestion.

AGBE – Zwembad Espadon – Nieuwe tarieven.

De gemeenteraad,

Gelet op de impact van de energiecrisis op het budget van het zwembad Espadon (hogere energiefacturen, loonindexering, stijging van de algemene kosten...);

Gelet op de enquête die de vereniging Association des établissement sportifs (AES) in oktober 2022 heeft uitgevoerd om een diagnose te maken van de problemen in de sportsector in het kader van de energiecrisis (bijlage 1);

Overwegende dat het AGBE de tarieven van het zwembad Espadon wil aanpassen aan die stijging van zijn kosten;

Overwegende dat de directeur van het sportcentrum een vergelijking heeft gemaakt van de diensten en tarieven in naburige zwembaden (bijvoorbeeld in Waals-Brabant);

Overwegende dat het resultaat van die analyse (bijlagen 2 en 3) bevestigt dat de nieuwe voorgestelde tarieven aanvaardbaar blijven in het licht van de diensten die het zwembad Espadon aanbiedt;

Overwegende dat voor de thermes “Les Thermes de l'Espadon” de analyse uitgebreider was gezien de configuratie en de aangeboden diensten (vandaag zijn de configuratie en de aangeboden diensten uniek waardoor het moeilijk is om te vergelijken met andere zwembaden die minder diensten

aanbieden en privé-zaken die er meer aanbieden);

Overwegende dat het AGBE in het licht van het voorgaande de volgende tariefwijzigingen voorstelt:

- Voor clubs een verhoging van 10%:

de huur van een baan stijgt van 13,68 euro/uur naar 15,05 euro/uur

- Voor stages een verhoging van 10%:

een sessie van 45 minuten in het water stijgt van 2,50 euro/sessie naar 2,75 euro/sessie

- Voor de thermen: de toegangsprijs geeft toegang tot de thermen en het zwembad gedurende 3 uur met toegang tot individuele jacuzzi's, multijetdouches, een infraroodsauna, een hammam, een 70° sauna, een 90° sauna en tot het zwembad van maandag tot vrijdag van 17 uur tot 22 uur, zaterdag en zondag van 11 uur tot 19 uur:

de toegangsprijs stijgt van 12,00 euro naar 15,00 euro

- Prijsverhoging van de individuele toegang en de 10-beurtenkaart voor niet-inwoners van Etterbeek
 - • De individuele toegang stijgt van 4,00 euro naar 4,50 euro voor volwassenen (niet-inwoner) en van 3,50 euro naar 4,00 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)
 - • De 10-beurtenkaart stijgt van 30,00 euro naar 40,00 euro voor volwassenen (niet-inwoner) en van 26,00 euro naar 30,00 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)
- Prijsverhoging van het jaarabonnement voor alle bezoekers (inwoners en niet-inwoners van Etterbeek)
 - • van 180,00 euro naar 200,00 euro voor volwassenen (inwoner) en van 200,00 euro naar 250,00 euro voor volwassenen (niet-inwoner)
 - • van 156,00 euro naar 180,00 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden (inwoner) en van 172,00 euro naar 200,00 euro voor junioren/uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)

Gelet op artikel 6 van het beheercontract dat bepaalt dat de gemeente, op basis van objectieve criteria, beslist over het tijdstip en de herbeoordeling van de basistarieven voor de toegangsrechten tot de infrastructuur die worden uitbaat door het AGBE en voor alle diensten die het AGBE levert.

Overwegende dat die beslissingen ter informatie op de agenda moeten worden gezet van de eerstvolgende vergadering van de raad van bestuur van het AGBE (artikel 6 van het beheercontract).

Gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

1. Om de nieuwe tarieven goed te keuren zoals die vermeld zijn in de onderstaande tabel:

TARIEVEN 2023 – ZWEMBAD ESPADON			
Individuele toegang			
Volwassenen (inwoner)	Junioren/ uitkeringsgerechtigden (inwoner)	Volwassenen (niet-inwoner)	Junioren/ uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)

Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw
3,50 €	3,50 €	3,00 €	3,00 €	4,00 €	4,50 €	3,50 €	4,00 €
10-beurtenkaarten (3 maanden geldig) + aankoop kaart 3 € (eenmalig)							
Volwassenen (inwoner)		Junioren/ uitkeringsgerechtigden (inwoner)		Volwassenen (niet-inwoner)		Junioren/ uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)	
Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw
27,00 €	27,00 €	23,00 €	23,00 €	30,00 €	40,00 €	26,00 €	30,00 €
20-beurtenkaarten (6 maanden geldig) + aankoop kaart 3 € (eenmalig)							
Volwassenen (inwoner)		Junioren/ uitkeringsgerechtigden (inwoner)		Volwassenen (niet-inwoner)		Junioren/ uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)	
Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw
50,00 €	50,00 €	40,00 €	40,00 €	70,00 €	70,00 €	56,00 €	56,00 €
50-beurtenkaarten (1 jaar geldig) + aankoop kaart 3 € (eenmalig)							
Volwassenen (inwoner)		Junioren/ uitkeringsgerechtigden (inwoner)		Volwassenen (niet-inwoner)		Junioren/ uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)	
Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw
120,00 €	120,00 €	90,00 €	90,00 €	140,00 €	140,00 €	120,00 €	120,00 €
Jaarabonnement 1 sessie per dag + aankoop kaart 3 € (eenmalig)							
Volwassenen (inwoner)		Junioren/ uitkeringsgerechtigden (inwoner)		Volwassenen (niet-inwoner)		Junioren/ uitkeringsgerechtigden (niet-inwoner)	
Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw	Vroeger	Nieuw
180,00 €	200,00 €	156,00 €	180,00 €	200,00 €	250,00 €	172,00 €	200,00 €
CLUBS							
		Vroeger		Nieuw			
Huur van een baan		13,68 €/uur		15,05 €/uur			
STAGES							
		Vroeger		Nieuw			
Sessie van 45 minuten		2,50 €/sessie		2,75 €/sessie			
THERMEN							
		Vroeger		Nieuw			
Toegang (3 uur)		12,00 €		15,00 €			

2. Om de nieuwe tarieven toe te passen

- vanaf 01/04/2023 voor individuele toegangen, beurtenkaarten, abonnementen en de thermen
- vanaf de inwerkingtreding van de nieuwe overeenkomsten voor de clubs en de stages

3. om de raad van bestuur van het AGBE hiervan op de hoogte te brengen tijdens de volgende zitting in overeenstemming met artikel 6 van het beheercontract.

6 **Règlement relatif à l'octroi d'une prime en vue de favoriser l'émergence de ressources en eau sur le territoire communal**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant qu'en sa séance du 20 octobre 2022, le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé le lancement de deux nouvelles primes communales à destination des commerçants : mise à disposition des sanitaires et de ressources en eau (décision en annexe) ;

Considérant les besoins identifiés sur le territoire communal en termes de mise à disposition de ressources en eau potable accessibles au public, librement et gratuitement ;

Considérant que cette prime serait aussi un soutien pertinent pour les commerçants en cette période difficile vu les coûts croissants de l'énergie ;

Considérant que la commune fournira un autocollant à apposer sur la vitrine du commerce faisant état de l'appartenance de celui-ci au dispositif ;

Considérant que le montant de la prime annuelle est fixée à 300 euros par établissement participant;

Considérant que cette prime serait à imputer sur l'article budgétaire : 520 332 0202 ;

Considérant la convention-cadre qui serait conclue entre le commerce participant et l'administration communale d'Etterbeek ;

Considérant que les conventions individuelles seront uniquement présentées au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE d'approuver le règlement relatif à l'octroi d'une prime en vue de favoriser l'émergence de ressources en eau sur le territoire communal :

Article 1 – Objet

Le présent dispositif vise à favoriser l'émergence de ressources en eau sur le territoire communal accessibles gratuitement et librement à tout public et ce, en s'appuyant sur les établissements ouverts au public relevant du secteur de l'Horeca, de la culture et de l'événementiel.

Article 2 - Définitions

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° établissement participant : les établissements privés ouverts au public relevant du secteur de l'Horeca, de la culture et de l'événementiel ;

2° prime : le montant forfaitaire octroyé à l'établissement participant qui s'engage à mettre à disposition du public, dans les conditions visées ci-après, une ressource en eau ;

3° mise à disposition de ressources en eau : la possibilité octroyée à toute personne – sans devoir être consommatrice de l'établissement participant - de remplir son contenant individuel (gourde, bouteille, gobelet, etc.) en eau auprès d'un établissement participant et ce, uniquement pour sa propre consommation (contenance maximale de 2 litres). Pour ce faire, l'établissement doit - pendant les heures et jours d'ouverture - soit laisser au public un accès libre à un point d'eau dans son établissement, soit faire procéder au remplissage du contenant par son personnel. Les jours et heures d'ouverture au public excluent notamment l'ouverture de l'établissement à l'occasion d'évènements privés.

Article 3 – Montant

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et moyennant le respect des conditions reprises aux articles 5 et 6 du présent règlement, les établissements participant à ce dispositif se voient octroyer une prime annuelle d'un montant de trois cents euros (300 euros).

Article 4 – Affiliation

L'affiliation de l'établissement au présent dispositif a lieu à la signature d'une convention.

La convention est conclue entre le Collège des Bourgmestre et Echevins et l'établissement participant. La convention d'affiliation est mise à disposition par le service du développement économique et commercial (par mail conomie@etterbeek.brussels) ou téléchargeable via le site internet de la commune (etterbeek.brussels).

L'affiliation donne droit à l'établissement participant de faire état de son appartenance au dispositif et d'obtenir de la part de la commune une prime communale annuelle.

La convention est conclue pour une période d'un an, prenant cours à la date d'approbation de celle-ci par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

A l'issue de ce terme, elle sera reconduite tacitement pour des périodes d'un an, sauf résiliation par l'une des deux parties, notifiée par lettre recommandée au moins un mois à l'avance, et prenant cours le premier jour du mois suivant celui au cours duquel la résiliation est signifiée. L'établissement devra maintenir le service de ressource en eau jusqu'à la fin du mois de l'envoi de la notification de la résiliation.

La reconduction tacite n'exclut pas la possibilité pour le service du développement économique et commercial d'opérer, à tout moment, une vérification pour s'assurer du respect des conditions du dispositif par l'établissement participant.

Dans les cas où les installations nécessaires à l'accès à l'eau potable au sein de l'établissement ne répondent pas/plus aux normes requises par la réglementation en vigueur et/ou ne sont pas/plus fonctionnelles et/ou sont inexistantes, ou en cas de fermeture ou d'arrêts d'activités de l'établissement pour une quelconque raison, la commune peut mettre fin de manière anticipative, sans indemnité et sans délai de préavis, à la convention précitée et exiger de l'établissement bénéficiaire le remboursement, en tout ou en partie, de la prime. Dans ce cas, elle notifie sa décision à l'établissement bénéficiaire par lettre recommandée.

Article 5 – Conditions et caractéristiques de la prime

§ 1er. Pour prétendre à ladite prime, l'établissement doit rencontrer les critères suivants :

- Être situé dans un quartier reconnu pour sa haute fréquentation (artères commerçantes, proximité avec un espace vert ou plaine de jeu, etc.) ;
- Être localisé dans un quartier où le nombre de ressources en eau accessibles gratuitement au public est faible eu égard du taux de fréquentation reconnu dans ce quartier (les points d'eau accessibles gratuitement au public en raison du présent dispositif sont pris en compte pour

l'évaluation de ce critère);

- Proposer des jours et heures d'ouverture le week-end et/ou en soirée ;
- Être accessible aux personnes à mobilité réduite.

Compte tenu des limites budgétaires, le Collège des Bourgmestre et Echevins veille à assurer une répartition raisonnable et équitable des ressources en eau accessibles au public dans l'ensemble du territoire communal, en se basant sur les besoins réels identifiés dans chaque quartier par les services communaux compétents.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires communaux disponibles pour l'exercice en cours et moyennant les conditions précitées, l'établissement participant s'engage à mettre à disposition du public, sans distinction aucune, de manière gratuite et libre de toutes conditions, des ressources en eau pendant ses heures et jours d'ouverture. En contrepartie, l'établissement participant reçoit une prime annuelle de trois cent euros (300 EUR) après signature de la convention entre les parties.

Le montant de la prime est forfaitaire et n'a pas pour vocation de couvrir les frais d'entretien, d'utilisation, de maintenance, de charges d'eau et électricité, et de manière générale tout autre frais et charge relatifs aux installations concernées.

La prime a un caractère personnel. Par conséquent, en cas de cession du fonds de commerce, de mise en location ou même de simple mise en occupation de la totalité ou d'une partie de l'établissement au cessionnaire ou d'arrêts d'activités de l'établissement, l'établissement participant en informe immédiatement la commune par écrit. La commune peut immédiatement annuler la convention et le cas échéant, conclure une nouvelle convention avec le nouveau représentant/le cessionnaire de l'établissement. La commune peut exiger de l'établissement bénéficiaire de la convention d'origine le remboursement, en tout ou en partie, de la prime. Dans ce cas, elle lui notifie sa décision par lettre recommandée.

Article 6 – Engagements

Outre le respect des critères repris à l'article 5, l'établissement participant doit souscrire aux engagements suivants pour bénéficier de la prime :

1° Être en règle avec les dispositions légales et les réglementations fiscales, sociales et environnementales qui régissent l'exercice de sa profession, ainsi que vis-à-vis des prescriptions urbanistiques ;

2° Déclarer sur l'honneur qu'il accepte les conditions de mise à disposition de ressources en eau décrites dans le présent règlement et dans la convention d'affiliation, et s'engager à les respecter ;

3° Ne pas demander d'intervention financière aux utilisateurs - qu'ils soient consommateurs ou non des lieux - au motif de l'accès à un point d'eau dans l'établissement ;

4° Apposer en évidence, sur sa vitrine ou la porte d'entrée de son local, l'affichage prévu par la commune à cette fin et ce, durant toute la période d'affiliation ;

5° Autoriser la commune à faire état de son affiliation dans tout document ou fichier relatif aux établissements participants au présent dispositif ;

6° Accepter que la commune, par l'intermédiaire de ses représentants, puisse accéder aux installations de l'établissement participant pendant les heures et jours d'ouverture, afin de vérifier si les conditions sur place sont réunies pour que le dispositif soit pleinement opérationnel ;

7° Avertir le service communal compétent de tout changement apporté aux données relatives à son

établissement, telles que mentionnées dans la convention d'affiliation ;

8° Notifier par recommandé dans les plus brefs délais au Collège des Bourgmestre et Échevins tout changement lié à l'exercice de son activité professionnelle susceptible d'impacter les conditions d'octroi de la prime ;

9° Restituer, en tout ou en partie, la prime si la déclaration afférente à l'octroi de celle-ci s'avère être inexacte ou incomplète ou si les conditions d'obtention ne sont plus rencontrées.

Article 7 - Litiges

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Article 8 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le conseil communal.

Reglement betreffende de toekening van een premie om de totstandkoming van waterbronnen op het gemeentelijke grondgebied te bevorderen - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 20 oktober 2022 goedkeuring heeft gegeven voor de invoering van twee nieuwe gemeentelijke premies voor de handelaars: terbeschikkingstelling van sanitair en waterpunten (beslissing in bijlage);

overwegende dat er in de gemeente nood is aan drinkwaterpunten die vrij en gratis toegankelijk zijn voor het publiek;

overwegende dat deze premie een pertinente steunmaatregel zou zijn voor handelaars in deze moeilijke periode door de stijgende energieprijzen;

overwegende dat de gemeente een sticker op het raam van de handelszaak zal aanbrenge om aan te geven dat ze aan het initiatief deelneemt;

overwegende dat het bedrag van de jaarlijkse premie 300 euro per deelnemend etablissement bedraagt;

overwegende dat deze premie wordt ingeschreven op begrotingsartikel: 520 332 0202;

gelet op de kaderovereenkomst die zou worden gesloten tussen de deelnemende handelszaak en het gemeentebestuur van Etterbeek;

overwegende dat de individuele overeenkomsten alleen aan het college van burgemeester en schepenen zullen worden voorgelegd;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST om het reglement betreffende de toekening van een premie om de komst van waterpunten op het gemeentelijke grondgebied te bevorderen goed te keuren:

Artikel 1 – Voorwerp

Deze regeling heeft tot doel om de komst te bevorderen van waterpunten die gratis en vrij

toegankelijk zijn voor alle publiek op het grondgebied van de gemeente door een beroep te doen op etablissementen uit de horecasector, de cultuursector en de evenementensector die toegankelijk zijn voor het publiek.

Artikel 2 – Definities

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1° deelnemend etablissement: de private publiek toegankelijke etablissementen van de horeca-, cultuur- en evenementensector.

2° premie: het forfaitair bedrag dat wordt toegekend aan het deelnemende etablissement dat zich ertoe verbindt een waterpunt ter beschikking te stellen van het publiek volgens de onderstaande voorwaarden;

3° terbeschikkingstelling van waterpunten: de mogelijkheid voor elke persoon, zonder te moeten consumeren in het deelnemende etablissement, om in een deelnemend etablissement een individuele verpakking (drinkbus, fles, beker, enz.) met water te vullen, uitsluitend voor eigen gebruik (maximale inhoud van 2 liter). Daartoe moet het etablissement, tijdens de openingsuren en -dagen, hetzij het publiek gratis toegang bieden tot een waterpunt, hetzij de verpakking door zijn personeel laten vullen. De openingsdagen en -uren voor het publiek sluiten met name de opening van het etablissement voor particuliere evenementen uit.

Artikel 3 – Bedrag

Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten en op voorwaarde dat de voorwaarden uit artikels 5 en 6 van dit reglement worden nageleefd, krijgen de deelnemende etablissementen een jaarlijkse premie van driehonderd euro (300 euro).

Artikel 4 – Aansluiting

De aansluiting van het etablissement bij de regeling vindt plaats bij de ondertekening van een overeenkomst.

De overeenkomst wordt gesloten tussen het college van burgemeester en schepenen en het deelnemende etablissement. De aansluitingsovereenkomst is beschikbaar bij de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling (via e-mail naar conomie@etterbeek.brussels) of is te downloaden via de website van de gemeente (etterbeek.brussels).

De aansluiting geeft het deelnemende etablissement recht op een jaarlijkse premie van de gemeente en op bekendmaking van zijn deelname aan de regeling.

De overeenkomst wordt gesloten voor een periode van één jaar, beginnend op de datum van goedkeuring van de overeenkomst door het college van burgemeester en schepenen.

Aan het einde van deze termijn wordt de overeenkomst stilzwijgend verlengd met perioden van één jaar, tenzij ze door een van beide partijen wordt opgezegd met een aangetekend schrijven, ten minste één maand van tevoren, die ingaat op de eerste dag van de maand volgend op die waarin de opzegging is meegedeeld. Het etablissement moet het waterpunt blijven aanbieden tot het einde van de maand waarin de kennisgeving van opzegging is verstuurd.

Stilzwijgende verlenging sluit niet uit dat de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling te allen tijde een controle kan uitvoeren om na te gaan of het deelnemende etablissement aan de voorwaarden van de regeling voldoet.

Als de installaties die nodig zijn voor de toegang tot drinkbaar water in het etablissement niet (meer) voldoen aan de door de geldende regelgeving voorgeschreven normen en/of niet (meer) functioneel

zijn en/of niet bestaan, of in geval van sluiting of stopzetting van de activiteiten van het etablissement om welke reden dan ook, kan de gemeente de overeenkomst zonder schadevergoeding en zonder opzeggingstermijn vroegtijdig stopzetten en van het deelnemende etablissement de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de premie eisen. In dat geval deelt de gemeente haar beslissing mee aan het deelnemende etablissement met een aangetekend schrijven.

Artikel 5 – Voorwaarden en kenmerken van de premie

§1. Om aanspraak te maken op de premie, moet het etablissement aan de volgende criteria voldoen:

- Gelegen zijn in een wijk die bekend staat als drukbezocht (winkelstraten, nabijheid van een groenvoorziening of speeltuin, enz.);
- Gelegen zijn in een wijk waar het aantal gratis voor het publiek toegankelijke waterpunten laag is in verhouding tot de drukbezochte wijk (voor de beoordeling van dit criterium wordt rekening gehouden met de waterpunten die als gevolg van deze regeling gratis voor het publiek toegankelijk zijn);
- Openingsdagen en -uren hebben tijdens het weekend en/of 's avonds;
- Toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit.

Rekening houdend met de grenzen van de begroting, zorgt het college van burgemeester en schepenen voor een redelijke en billijke verdeling van de voor het publiek toegankelijke watervoorzieningen over het hele gemeentelijke grondgebied, op basis van de reële behoeften die in elke wijk door de bevoegde gemeentediensten worden vastgesteld.

§2. Binnen de grenzen van de voor het lopende begrotingsjaar beschikbare budgetten van de gemeente en onder de voornoemde voorwaarden, verbindt het deelnemende etablissement zich ertoe waterpunten zonder enig onderscheid, gratis en onvoorwaardelijk ter beschikking van het publiek te stellen gedurende de uren en dagen dat het geopend is. In ruil daarvoor ontvangt het deelnemende etablissement een jaarlijkse premie van driehonderd euro (300 euro) na ondertekening van de overeenkomst tussen de partijen.

Het bedrag van de premie is forfaitair en is niet bedoeld om de kosten van onderhoud en gebruik, water- en elektriciteitskosten en in het algemeen alle andere kosten en lasten van die voorzieningen te dekken.

De premie is persoonlijk. In geval van overdracht van de handelszaak, verhuur of zelfs gewoon gebruik van het volledige etablissement of een deel ervan aan de verkrijger of beëindiging van de activiteiten van het etablissement, stelt het deelnemende etablissement de gemeente daarvan onmiddellijk schriftelijk in kennis. De gemeente kan de overeenkomst onmiddellijk annuleren en in desbetreffend geval een nieuwe overeenkomst sluiten met de nieuwe vertegenwoordiger/cessionaris van het etablissement. De gemeente kan eisen dat het etablissement van de oorspronkelijke overeenkomst de premie geheel of gedeeltelijk terugbetaalt. In dat geval brengt zij de begunstigde per aangetekende brief op de hoogte van haar beslissing.

Artikel 6 – Verbintenissen

Het deelnemende etablissement moet voldoen aan de criteria uit artikel 5 en de volgende verbintenissen aangaan om voor de premie in aanmerking te komen:

1° Zich houden aan de wettelijke bepalingen en aan de fiscale, sociale en milieuvoorschriften inzake de uitoefening van zijn beroep alsook aan de stedenbouwkundige voorschriften;

2° Op eer verklaren dat het de voorwaarden van terbeschikkingstelling van waterpunten, zoals beschreven in dit reglement en in de aansluitingsovereenkomst, aanvaardt en zal naleven;

3° Geen financiële bijdrage vragen van de gebruikers voor de toegang tot een waterpunt in het etablissement, ongeacht of zij al dan niet consumenten van het etablissement zijn;

4° De door de gemeente verstrekte affiche gedurende de hele periode van aansluiting duidelijk zichtbaar op het raam of op de toegangsdeur van de lokalen aanbrengen;

5° De gemeente toestemming geven om zijn aansluiting te vermelden in elk document of dossier met betrekking tot de etablissementen die deelnemen aan de regeling;

6° Er mee instemmen dat de gemeente, via haar vertegenwoordigers, tijdens de openingsuren en -dagen toegang krijgt tot de voorzieningen van het deelnemende etablissement om na te gaan of de voorwaarden ter plaatse vervuld zijn om de regeling optimaal te laten functioneren;

7° De bevoegde gemeentedienst op de hoogte brengen van elke wijziging in de gegevens van het etablissement zoals die in de aansluitingsovereenkomst worden vermeld;

8° Het college van burgemeester en schepenen per aangetekende brief zo snel mogelijk op de hoogte brengen van elke wijziging in de uitoefening van zijn beroepsactiviteit die impact zou kunnen hebben op de toekenningvoorwaarden van de premie;

9° De premie volledig of gedeeltelijk terugbetalen als de aangifte met betrekking tot de toekenning van de premie onjuist of onvolledig blijkt te zijn of als de toekenningsvoorwaarden niet langer zijn vervuld.

Artikel 7 – Geschillen

Alle interpretatiegeschillen met betrekking tot de bepalingen uit dit reglement worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 8 – Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking na goedkeuring ervan door de gemeenteraad.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention eau et toilettes publiques_28022023.docx, 221020 - collège approuvé primes eau + toilette.pdf

7 **Règlement relatif à l'octroi d'une prime dans le cadre de l'accès et la mise à disposition libre et gratuite des installations sanitaires pour le public – Approbation**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant qu'en sa séance du 20 octobre 2022, le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé le lancement de deux nouvelles primes communales à destination des commerçants : mise à disposition des sanitaires et de ressources en eau (décision en annexe) ;

Considérant les besoins identifiés sur le territoire communal en termes d'installations sanitaires accessibles au public librement et gratuitement ;

Considérant l'objectif du Collège des Bourgmestre et Echevins de permettre à tout un chacun, sans distinction aucune, d'assouvir des besoins premiers en alliant gratuité et accessibilité, sans obligation de consommation et/ou d'être client dans les établissements concernés ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins de poursuivre son travail en matière

de relance économique, en favorisant toute initiative durable qui contribue à soutenir les acteurs de l'économie réelle et locale ;

Considérant que la commune fournira un autocollant à apposer sur la vitrine du commerce faisant état de l'appartenance de celui-ci au dispositif ;

Considérant que le montant de la prime annuelle est fixée à 700 euros par établissement participant;

Considérant que cette prime serait à imputer sur l'article budgétaire 520 332 0202 ;

Considérant la convention-cadre, en annexe, qui serait conclue entre le commerce participant et l'administration communale d'Etterbeek ;

Considérant que les conventions individuelles seront uniquement présentées au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE d'approuver le règlement relatif à l'octroi d'une prime dans le cadre de l'accès et la mise à disposition libre et gratuite des installations sanitaires pour le public :

Article 1 – Objet

Le présent dispositif vise à favoriser l'émergence d'un réseau d'installations sanitaires accessibles gratuitement et librement à tout public sur le territoire communal et ce, en s'appuyant sur les établissements ouverts au public relevant du secteur de l'Horeca, de la culture et de l'événementiel.

Article 2 - Définitions

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° établissement participant : les établissements privés ouverts au public relevant du secteur de l'Horeca, de la culture et de l'événementiel ;

2° prime : le montant forfaitaire octroyé à l'établissement participant qui s'engage à mettre à disposition du public, dans les conditions visées ci-après, ses installations sanitaires ;

3° mise à disposition d'installations sanitaires : la possibilité octroyée à toute personne – sans devoir être consommatrice de l'établissement participant - d'accéder aux installations sanitaires d'un établissement, de manière gratuite et libre de toutes conditions et ce, pendant les heures et jours d'ouverture au public. Ce qui exclut notamment l'ouverture de l'établissement à l'occasion d'évènements privés ;

4° installations sanitaires : les WC individuels et séparés pour les hommes et pour les femmes, les WC non genrés, les WC pour les PMR, les urinoirs, les lavabos, tout équipement d'hygiène comme les sèche-mains électriques, les papiers de toilette, les serviettes en papier ou en tissu, les rouleaux de papier, les savons, étant entendu que cette liste n'est pas exhaustive et que ces installations sanitaires répondent aux normes prescrites par la réglementation en la matière.

Article 3 – Montant

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et moyennant le respect des conditions reprises aux articles 5 et 6 du présent règlement, les établissements participant à ce dispositif se voient octroyer une prime annuelle d'un montant de sept cents euros (700 euros).

Article 4 – Affiliation

L'affiliation de l'établissement au présent dispositif a lieu à la signature d'une convention.

La convention est conclue entre le Collège des Bourgmestre et Echevins et l'établissement participant. La convention d'affiliation est mise à disposition par le Service du développement économique et commercial (par mail conomie@etterbeek.brussels) ou téléchargeable via le site internet de la commune (etterbeek.brussels).

L'affiliation donne droit à l'établissement participant de faire état de son appartenance au dispositif et d'obtenir de la part de la commune une prime communale annuelle.

La convention est conclue pour une période d'un an, prenant cours à la date d'approbation de celle-ci par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

A l'issue de ce terme, elle sera reconduite tacitement pour des périodes d'un an, sauf résiliation par l'une des deux parties. La résiliation doit être notifiée par lettre recommandée. L'établissement devra maintenir la mise à disposition jusqu'à la fin du mois de l'envoi de la notification de la résiliation.

La reconduction tacite n'exclut pas la possibilité pour le service du développement économique et commercial d'opérer, à tout moment, une vérification pour s'assurer du respect des contions du dispositif par l'établissement participant.

Dans les cas où les installations sanitaires ne répondent pas/plus aux normes sanitaires requises par la réglementation en vigueur et/ou ne sont pas/plus fonctionnelles et/ou sont inexistantes, ou en cas de fermeture ou d'arrêts d'activités de l'établissement pour une quelconque raison, la commune peut mettre fin de manière anticipative, sans indemnité et sans délai de préavis, à la convention précitée et exiger de l'établissement bénéficiaire le remboursement, en tout ou en partie, de la prime. Dans ce cas, elle notifie sa décision à l'établissement bénéficiaire par lettre recommandée.

Article 5 – Conditions et caractéristiques de la prime

§ 1^{er}. Pour prétendre à ladite prime, l'établissement doit rencontrer les critères suivants :

- Être situé dans un quartier reconnu pour sa haute fréquentation (artères commerçantes, proximité avec un espace vert ou plaine de jeu, etc.) ;
- Être localisé dans un quartier où le nombre d'installations sanitaires accessibles gratuitement au public est faible eu égard du taux de fréquentation reconnu dans ce quartier (les installations sanitaires accessibles gratuitement au public en raison du présent dispositif sont prises en compte pour l'évaluation de ce critère);
- Proposer des jours et heures d'ouverture le week-end et/ou en soirée ;
- Être accessible aux personnes à mobilité réduite (la condition porte sur l'établissement et les installations sanitaires au sein de celui-ci).

Compte tenu des limites budgétaires, le Collège des Bourgmestre et Echevins veille à assurer une répartition raisonnable et équitable des installations sanitaires accessibles au public dans l'ensemble du territoire communal, en se basant sur les besoins réels identifiés dans chaque quartier par les services communaux compétents.

§2. Dans les limites des crédits budgétaires communaux disponibles pour l'exercice en cours et moyennant les conditions précitées, l'établissement participant s'engage à mettre à disposition du public, sans distinction aucune, de manière gratuite et libre de toutes conditions, ses installations sanitaires pendant ses heures et jours d'ouverture au public. En contrepartie, l'établissement participant reçoit une prime annuelle de sept cents euros (700 EUR) après signature de la convention entre les parties.

Le montant de la prime est forfaitaire et n'a pas pour vocation de couvrir les frais d'entretien, d'utilisation, de maintenance, de charges d'eau et électricité, et de manière générale tout autre frais et charge relatifs aux installations concernées.

La prime a un caractère personnel. Par conséquent, en cas de cession du fonds de commerce, de mise en location ou même de simple mise en occupation de la totalité ou d'une partie de l'établissement au cessionnaire ou d'arrêts d'activités de l'établissement, l'établissement participant en informe immédiatement la commune par écrit. La commune peut immédiatement annuler la convention et le cas échéant, conclure une nouvelle convention avec le nouveau représentant/le cessionnaire de l'établissement. La commune peut exiger de l'établissement bénéficiaire de la convention d'origine le remboursement, en tout ou en partie, de la prime. Dans ce cas, elle lui notifie sa décision par lettre recommandée.

Article 6 – Engagements

Outre le respect des critères repris à l'article 5, l'établissement participant doit souscrire aux engagements suivants pour bénéficier de la prime :

1° Être en règle avec les dispositions légales et les réglementations fiscales, sociales et environnementales qui régissent l'exercice de sa profession, ainsi que vis-à-vis des prescriptions urbanistiques et entretenir les installations visées quotidiennement ;

2° Déclarer sur l'honneur qu'il accepte les conditions d'accès et de mise à disposition de ses installations sanitaires telles que décrites dans le présent règlement et dans la convention d'affiliation, et s'engager à les respecter ;

3° Ne pas demander d'intervention financière aux utilisateurs – qu'ils soient consommateurs ou non des lieux - au motif de l'accès aux installations sanitaires de l'établissement ;

4° Apposer en évidence, sur sa vitrine ou la porte d'entrée de son local, l'affichage prévu par la commune à cette fin et ce, durant toute la période d'affiliation ;

5° Autoriser la commune à faire état de son affiliation dans tout document ou fichier relatif aux établissements participants au présent dispositif ;

6° Accepter que la commune, par l'intermédiaire de ses représentants, puisse accéder aux installations de l'établissement participant pendant les heures et jours d'ouverture, afin de vérifier si les conditions sur place sont réunies pour que le dispositif soit pleinement opérationnel ;

7° Avertir le service communal compétent de tout changement apporté aux données relatives à son établissement, telles que mentionnées dans la convention d'affiliation ;

8° Notifier par recommandé dans les plus brefs délais au Collège des Bourgmestre et Échevins tout changement lié à l'exercice de son activité professionnelle susceptible d'impacter les conditions d'octroi de la prime ;

9° Restituer la prime, en tout ou en partie, si la déclaration afférente à l'octroi de celle-ci s'avère être inexacte ou incomplète ou si les conditions d'obtention ne sont plus rencontrées.

Article 7 - Litiges

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Article 8 – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le conseil communal.

Reglement betreffende de toekenning van een premie in het kader van de vrije en gratis toegang tot en terbeschikkingstelling van sanitaire voorzieningen voor het publiek – Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 20 oktober 2022 goedkeuring heeft gegeven voor de invoering van twee nieuwe gemeentelijke premies voor de handelaars: terbeschikkingstelling van sanitair en waterpunten (beslissing in bijlage);

overwegende dat er in de gemeente nood is aan sanitaire voorzieningen die vrij en gratis toegankelijk zijn voor het publiek;

gelet op de doelstelling van het college van burgemeester en schepenen om iedereen, zonder onderscheid, in staat te stellen in zijn basisbehoeften te voorzien door vrije en gratis toegang te verlenen, zonder verplichting om in de betrokken etablissementen te consumeren en/of klant te zijn;

gelet op de wil van het college van burgemeester en schepenen om zijn werkzaamheden op het vlak van economisch herstel voort te zetten, door elk duurzaam initiatief aan te moedigen dat bijdraagt tot de ondersteuning van de actoren van de reële en lokale economie;

overwegende dat de gemeente een sticker op het raam van de handelszaak zal aanbrenge om aan te geven dat ze aan het initiatief deelneemt;

overwegende dat het bedrag van de jaarlijkse premie 700 euro per deelnemend etablissement bedraagt;

overwegende dat deze premie wordt ingeschreven op begrotingsartikel 520 332 0202;

gelet op de bijgevoegde kaderovereenkomst die zou worden gesloten tussen de deelnemende handelszaak en het gemeentebestuur van Etterbeek;

overwegende dat de individuele overeenkomsten alleen aan het college van burgemeester en schepenen zullen worden voorgelegd;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST om het reglement betreffende de toekenning van een premie in het kader van de vrije en gratis toegang tot en terbeschikkingstelling van sanitaire voorzieningen voor het publiek goed te keuren.

Artikel 1 – Voorwerp

Deze regeling heeft tot doel om de komst te bevorderen van een netwerk van sanitaire voorzieningen die gratis en vrij toegankelijk zijn voor alle publiek op het grondgebied van de gemeente door een beroep te doen op voor het publiek toegankelijke etablissementen, voornamelijk in de horeca-, cultuur- en evenementensector.

Artikel 2 – Definities

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1° deelnemend etablissement: de private publiek toegankelijke etablissementen van de horeca-, cultuur- en evenementensector.

2° premie: het forfaitair bedrag dat wordt toegekend aan het deelnemende etablissement dat zich ertoe verbindt zijn sanitaire voorzieningen ter beschikking te stellen van het publiek volgens de onderstaande voorwaarden.

3° terbeschikkingstelling van sanitaire voorzieningen: de mogelijkheid die wordt gegeven aan elke persoon – zonder te moeten consumeren in het deelnemende etablissement – om gratis en onvoorwaardelijk toegang te krijgen tot de sanitaire voorzieningen van een etablissement en dat tijdens de openingsuren voor het publiek. Dit sluit de opening van het etablissement voor privéevenementen uit.

4° sanitaire voorzieningen: individuele en gescheiden toiletten voor mannen en vrouwen, genderneutrale toiletten, toiletten voor personen met beperkte mobiliteit, urinoirs, wastafels, alle hygiënische voorzieningen zoals elektrische handdrogers, toiletpapier, papieren of stoffen handdoeken, toiletpapierrollen, zeep, met dien verstande dat deze lijst niet volledig is en dat deze sanitaire voorzieningen voldoen aan de normen die zijn voorgeschreven door de desbetreffende regelgeving.

Artikel 3 – Bedrag

Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten en op voorwaarde dat de voorwaarden uit artikels 5 en 6 van dit reglement worden nageleefd, krijgen de deelnemende etablissementen een jaarlijkse premie van zevenhonderd euro (700 euro).

Artikel 4 – Aansluiting

De aansluiting van het etablissement bij de regeling vindt plaats bij de ondertekening van een overeenkomst.

De overeenkomst wordt gesloten tussen het college van burgemeester en schepenen en het deelnemende etablissement. De aansluitingsovereenkomst is beschikbaar bij de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling (via e-mail naar conomie@etterbeek.brussels) of is te downloaden via de website van de gemeente (etterbeek.brussels).

De aansluiting geeft het deelnemende etablissement recht op een jaarlijkse premie van de gemeente en op bekendmaking van zijn deelname aan de regeling.

De overeenkomst wordt gesloten voor een periode van één jaar, beginnend op de datum van goedkeuring van de overeenkomst door het college van burgemeester en schepenen.

Aan het einde van deze termijn wordt de overeenkomst stilzwijgend verlengd met perioden van één jaar, tenzij ze door een van beide partijen wordt opgezegd. De opzegging wordt bij aangetekende brief betekend. Het etablissement moet de sanitaire voorzieningen ter beschikking blijven stellen tot het einde van de maand waarin de kennisgeving van opzegging is verstuurd.

Stilzwijgende verlenging sluit niet uit dat de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling te allen tijde een controle kan uitvoeren om na te gaan of het deelnemende etablissement aan de voorwaarden van de regeling voldoet.

Als de sanitaire voorzieningen niet (meer) voldoen aan de door de geldende regelgeving voorgeschreven normen en/of niet (meer) functioneel zijn en/of niet bestaan, of in geval van sluiting of stopzetting van de activiteiten van het etablissement om welke reden dan ook, kan de gemeente de overeenkomst zonder schadevergoeding en zonder opzeggingstermijn vroegtijdig stopzetten en van het deelnemende etablissement de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de premie eisen. In dat geval deelt de gemeente haar beslissing mee aan het deelnemende etablissement met een aangetekend schrijven.

Artikel 5 – Voorwaarden en kenmerken van de premie

§ 1. Om aanspraak te maken op de premie, moet het etablissement aan de volgende criteria voldoen:

- Gelegen zijn in een wijk die bekend staat als drukbezocht (winkelstraten, nabijheid van een groenvoorziening of speeltuin, enz.);
- Gelegen zijn in een wijk waar het aantal gratis voor het publiek toegankelijke sanitaire voorzieningen laag is in verhouding tot de drukbezochte wijk (voor de beoordeling van dit criterium wordt rekening gehouden met de sanitaire voorzieningen die als gevolg van deze regeling gratis voor het publiek toegankelijk zijn);
- Openingsdagen en -uren hebben tijdens het weekend en/of 's avonds;
- Toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit (de voorwaarde geldt voor het etablissement en de sanitaire voorzieningen van het etablissement).

Rekening houdend met de grenzen van de begroting, zorgt het college van burgemeester en schepenen voor een redelijke en billijke verdeling van de voor het publiek toegankelijke sanitaire voorzieningen over het hele gemeentelijke grondgebied, op basis van de reële behoeften die in elke wijk door de bevoegde gemeentediensten worden vastgesteld.

§2. Binnen de grenzen van de voor het lopende begrotingsjaar beschikbare budgetten van de gemeente en onder de voornoemde voorwaarden verbindt het deelnemende etablissement zich ertoe haar sanitaire voorzieningen zonder enig onderscheid, gratis en onvoorwaardelijk ter beschikking van het publiek te stellen gedurende de uren en dagen dat het voor het publiek geopend is. In ruil daarvoor ontvangt het deelnemende etablissement een jaarlijkse premie van zeventienhonderd euro (700 euro) na ondertekening van de overeenkomst tussen de partijen.

Het bedrag van de premie is forfaitair en is niet bedoeld om de kosten van onderhoud en gebruik, water- en elektriciteitskosten en in het algemeen alle andere kosten en lasten van die voorzieningen te dekken.

De premie is persoonlijk. In geval van overdracht van de handelszaak, verhuur of zelfs gewoon gebruik van het volledige etablissement of een deel ervan aan de verkrijger of beëindiging van de activiteiten van het etablissement, stelt het deelnemende etablissement de gemeente daarvan onmiddellijk schriftelijk in kennis. De gemeente kan de overeenkomst onmiddellijk annuleren en in desbetreffend geval een nieuwe overeenkomst sluiten met de nieuwe vertegenwoordiger/cessionaris van het etablissement. De gemeente kan eisen dat het etablissement van de oorspronkelijke overeenkomst de premie geheel of gedeeltelijk terugbetaalt. In dat geval brengt zij de begunstigde per aangetekende brief op de hoogte van haar beslissing.

Artikel 6 – Verbintenissen

Het deelnemende etablissement moet voldoen aan de criteria uit artikel 5 en de volgende verbintenissen aangaan om voor de premie in aanmerking te komen:

1° Zich houden aan de wettelijke bepalingen en aan de fiscale, sociale en milieuvorschriften inzake de uitoefening van zijn beroep alsook aan de stedenbouwkundige voorschriften en de voorzieningen dagelijks onderhouden.

2° Op eer verklaren dat het de voorwaarden van toegang en terbeschikkingstelling van zijn sanitaire voorzieningen, zoals beschreven in dit reglement en in de aansluitingsovereenkomst, aanvaardt en zal naleven;

3° Geen financiële bijdrage vragen van de gebruikers voor de toegang tot de sanitaire voorzieningen van het etablissement, ongeacht of zij al dan niet consumenten van het etablissement zijn;

4° De door de gemeente verstrekte affiche gedurende de hele periode van aansluiting duidelijk zichtbaar op het raam of op de toegangsdeur van de lokalen aanbrengen;

5° De gemeente toestemming geven om zijn aansluiting te vermelden in elk document of dossier met betrekking tot de etablissementen die deelnemen aan de regeling;

6° Er mee instemmen dat de gemeente, via haar vertegenwoordigers, tijdens de openingsuren en -dagen toegang krijgt tot de voorzieningen van het deelnemende etablissement om na te gaan of de voorwaarden ter plaatse vervuld zijn om de regeling optimaal te laten functioneren;

7° De bevoegde gemeentedienst op de hoogte brengen van elke wijziging in de gegevens van het etablissement zoals die in de aansluitingsovereenkomst worden vermeld;

8° Het college van burgemeester en schepenen per aangetekende brief zo snel mogelijk op de hoogte brengen van elke wijziging in de uitoefening van zijn beroepsactiviteit die impact zou kunnen hebben op de toekenningvoorwaarden van de premie;

9° De premie volledig of gedeeltelijk terugbetalen als de aangifte met betrekking tot de toekenning van de premie onjuist of onvolledig blijkt te zijn of als de toekenningsvoorwaarden niet langer zijn vervuld.

Artikel 7 – Geschillen

Alle interpretatiegeschillen met betrekking tot de bepalingen uit onderhavig reglement worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 8 – Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking na goedkeuring ervan door de gemeenteraad.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention eau et toilettes publiques_28022023.docx, 221020 - collège approuvé primes eau + toilette.pdf

8 Règlement redevance relatif à la politique communale de stationnement pour les véhicules à moteur sur la voie publique

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu le règlement complémentaire de police en ses dispositions relatives à la circulation routière;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu le Code de la route ;

Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnées ci-dessus ;

Considérant que les hôpitaux fonctionnent jour et nuit, et que le personnel hospitalier connaît parfois des horaires incompatibles avec les transports publics;

Considérant qu'une mesure de gratuité envers cette catégorie de personnes se justifie pleinement;

Considérant que les garages automobiles ont besoin de l'espace public pour stationner les véhicules avant et après la réparation, que le nombre de véhicules concernés est valable, et que les véhicules réparés ont forcément des immatriculations qui changent tous les jours ;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire;

Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes;

Considérant qu'une adaptation de ce règlement aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire;

Considérant que pour permettre une meilleure lecture de la problématique du stationnement il est opportun d'insérer dans ce règlement celui réactualisé relatif aux cartes communales de stationnement;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu la situation financière de la commune;

ARRETE :

CHAPITRE 1 : CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT

COMMUNAL DE STATIONNEMENT

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er mai 2023 au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le 31 décembre 2024, une redevance payable au comptant sur le stationnement d'un véhicule à moteur sur une voie publique où une réglementation en matière de stationnement court et rotatif est prévue en application de l'article 27.3 de l'arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Ces voies publiques font partie de zones de stationnement dites « zone payantes ». Le temps de stationnement est limité conformément aux modalités d'utilisation figurant sur les appareils dit compteurs de stationnement ou horodateurs.

CHAPITRE 2 : TYPES DE ZONE

Article 2 : Zone Rouge

La durée de stationnement en zone rouge est limitée à 2 heures et le montant de la redevance en zone rouge est de 2,00 € par heure. En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 63 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 40,00 € pour 2 heures de stationnement.

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone rouge est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1^{er}, 1^o de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Une exception est prévue pour la place Jourdan où le stationnement est limité à maximum 30 minutes à 1,00 € pour cette période et à un seul ticket par jour et par véhicule entre 8h00 et 18h00.

Article 3 : Zone Verte

La durée de stationnement en zone verte est limitée à 4h30 et le montant de la redevance en zone verte est de 2,00€ par heure. En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 63 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 40,00 € pour 4h30 de stationnement.

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone verte est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1^{er}, 1^o de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Article 4 : Zone Jaune

Une redevance forfaitaire de 100,00 € par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9.a tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant sauf livraisons » précisant la période horaire de réglementation et le montant de la redevance forfaitaire.

Aucune redevance forfaitaire n'est due lorsque le véhicule est en cours de livraison. Un véhicule est considéré comme étant en cours de livraison lorsqu'il est à l'arrêt et qu'une action de chargement ou de déchargement de biens en lien avec le véhicule est constatée. Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone jaune.

La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone jaune.

Les modalités de la réglementation de la zone jaune sont précisées sur le panneau additionnel « payant excepté livraison ».

Article 5 : Zone Parking Minute

Une redevance forfaitaire de 100,00 € par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9.a tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par les panneaux additionnels « ticket », et « Parking Minute », précisant la période horaire de réglementation et le montant de la redevance forfaitaire.

Aucune redevance forfaitaire n'est due lorsque le véhicule est en cours de livraison. Un véhicule est considéré comme étant en cours de livraison lorsqu'il est à l'arrêt et qu'une action de chargement ou de déchargement de biens en lien avec le véhicule est constatée. Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone parking minute.

La durée d'utilisation d'une place de stationnement est limitée à 15 minutes via le retrait obligatoire d'un ticket gratuit à l'horodateur.

Les modalités de la réglementation de la zone parking minute sont précisées sur les panneaux de cette zone.

Article 6 : Zone Chargement Electrique

Le stationnement en zone « Chargement électrique » est autorisé gratuitement pour autant que l'utilisateur dudit véhicule soit connecté ou en charge et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Une redevance forfaitaire de 50,00 € par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone chargement électrique.

Article 7 : Zone payantes : Généralités

La redevance au comptant pourra être payée :

- Soit d'avance, par l'achat d'une carte de stationnement allant de 1 jour minimum à 1 an maximum au guichet du service stationnement (voir horaire sur le site internet de l'administration communale d'Etterbeek) ;
- Soit en alimentant directement l'horodateur de pièces de monnaie adéquates selon les instructions repris sur les horodateurs ;
- Soit via une application mobile suivant les modalités d'utilisation reprises sur les horodateurs.

La commune se réserve le droit d'ajouter ou de supprimer un mode de paiement dans le courant de l'année de validité de ce règlement.

Le ticket « physique de stationnement délivré par l'horodateur, doit être apposé seul et de manière bien lisible en son intégralité, sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, à l'exclusion des vitres latérales. Si tel n'est pas le cas, aucune réclamation ne sera prise en compte. Un justificatif de paiement ne doit quant à lui jamais être apposé visiblement.

Le paiement de la redevance donne droit à une période de stationnement ininterrompue, dont la durée est déterminée par le montant payé.

En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant par période de stationnement varie en fonction du type de

zone.

L'usager répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie (SMS, app, ...) pour l'obtention d'un droit de stationnement. Ces coûts s'ajoutent au tarif de la réglementation appliquée à la zone de stationnement.

L'usager supporte les conséquences de l'usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Il est possible d'obtenir un ticket gratuit pour une durée d'un quart d'heure moyennant l'enregistrement du début de la période de stationnement soit de façon électronique (application mobile), soit par le biais du ticket délivré par l'horodateur à cet effet.

CHAPITRE 3 : CARTES DE DEROGATIONS

Article 8 : Carte de dérogation « Riverain »

Peuvent bénéficier de la carte « Riverain » :

- Les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune ;
- Les personnes domiciliées dans la commune dont le véhicule de fonction ou de société est immatriculé à l'étranger ;
- Les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune concernée et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnu par Bruxelles-Mobilité. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes différentes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le nombre de cartes par ménage est limité à deux.

Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- Première carte de dérogation du ménage : 15,00 € par an ou 30,00 € pour deux ans ;
- Deuxième carte de dérogation du ménage : 120,00 € par an ou 240,00 € pour deux ans ;
- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune.

La carte de dérogation « Riverain » est valable en zone verte et celle-ci est virtuelle.

Une carte habitant spécifique est néanmoins obligatoire dans les zones limitrophes :

- **WOLUWE SAINT LAMBERT** (rue de Linthout, rue Batonnier Braffort, avenue Henri Dietrich, rue de la Duchesse) ;
- **WOLUWE SAINT PIERRE** (avenue de Tervueren, rue des Atrébates jusqu'à rue des Aduatiques, avenue Nestor Plissart, Rue Père Eudore Devroye, avenue Eugène Godaux, Avenue des Volontaires et Avenue Joseph Vandersmissen) ;
- **AUDERGHEM** (avenue des Volontaires).

En ce qui concerne les habitants des zones limitrophes avec la commune de Schaerbeek (rue de l'Orme) et la commune d'Ixelles (rue de Theux et rue du Brochet) il n'y a pas de carte à apposer sur le véhicule car celle-ci est virtuelle.

Article 9 : Carte de dérogation « Visiteur »

Chaque ménage inscrit sur la commune d'Etterbeek peut faire la demande de cartes à gratter « visiteur ». Ces cartes seront valables pour une demi-journée (le matin de 9h00 – 13h30 et/ou l'après-midi de 13h00 – 18h00) et pour un seul véhicule.

Il peut faire la demande pour 52 cartes par an.

Une exception est octroyée aux personnes de 75ans ou plus, celles-ci ont droit à 104 cartes par an.

Ces cartes sont limitées au secteur dans lequel le ménage est installé. Le prix est de 10,00 € pour 52 cartes ou de 20,00 € pour 104 cartes. Si la carte visiteur n'est pas présente de manière visible sur le pare-brise du véhicule, la commune n'annulera pas les redevances reçues.

Dès le changement de domicile, hors commune ou hors secteur, le ménage doit rendre ces cartes au Service du Stationnement Payant.

Le ménage propriétaire de la carte sera tenu responsable des éventuels abus d'utilisation.

La carte de dérogation « visiteur » est valable en zone verte.

Article 10 : Carte de dérogation « Professionnel »

Sont concernés par ce type de carte :

- Les entreprises et indépendants ;
- Les établissements d'enseignement.

Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants progressent comme suit :

- 200,00 € par an pour chacune des cinq premières cartes ;
- 300,00 € par an de la sixième à la vingtième carte ;
- 600,00 € par an de la vingt-et-unième à la trentième carte ;
- 800,00 € par an pour chaque carte supplémentaire.

La carte de dérogation « professionnel » est valable en zone verte.

Article 11 : Carte de dérogation « Individuelle »

Toute personne peut faire la demande d'une carte de dérogation « individuelle » et le tarif pour la carte de stationnement est le suivant :

Pour une carte journalière : 10,00 €/premier jour + 2,50 € par jour supplémentaire

Pour une carte « ½ jour fixe annuel par semaine » : 50,00 €/an

Pour une carte « individuelle » :

- 65,00 €/mois ;
- 180,00 €/trimestre ;
- 340,00 €/semestre ;
- 650,00 €/an.

La carte de dérogation « individuelle » est valable en verte.

Article 12 : Carte de dérogation « Enseignement »

Pour l'ensemble du personnel des écoles situées sur le territoire d'Etterbeek sur présentation du chef d'établissement ou pour les étudiants sur base d'un contrat de bail prouvant leur logement sur la commune d'Etterbeek ou sur base d'une attestation de fréquentation scolaire pour un établissement scolaire basé sur la commune d'Etterbeek et le tarif pour la carte de stationnement est le suivant :

- 16,00 €/mois ;

- 160,00 €/an.

La carte de dérogation « enseignement » est valable en zone verte.

Article 13 : Carte de dérogation « Clinique/Hôpital »

Pour le personnel médical, paramédical et soignant de l'hôpital Etterbeek – Baron Lambert et des cliniques Saint-Michel & Parc Léopold situés sur le territoire communal sur base d'une attestation ou d'un listing de la direction de l'établissement. Si un abus devait être constaté lors d'une demande faite par un établissement hospitalier, la commune se réserve le droit à annuler cette mesure de gratuité.

De plus, cette dernière n'est octroyée qu'à proximité des hôpitaux concernés à savoir :

Pour le personnel médical, paramédical et soignant de l'hôpital Etterbeek – Baron Lambert dans les rues suivantes :

- Rue Louis Hap (entre l'avenue d'Auderghem et la rue Colonel Van Gele) ;
- Rue Champ du Roi (entre l'avenue d'Auderghem et la rue Colonel Van Gele);
- Rue Baron Lambert (entre la chaussée Saint-Pierre et la rue Champ du Roi).

Pour le personnel médical, paramédical et soignant de la clinique Saint-Michel dans les rues suivantes :

- Rue Léon de Lantsheere ;
- Rue de Linthout (numéros pairs côté Etterbeek et excepté zone rouge) ;
- Rue d'Oultremont (entre la rue Gérard et le rue de Linthout) ;
- Rue Henri de Braeckelee ;
- Rue Charles Degroux ;
- Square Jules de Burlet.

Article 14 : Carte de dérogation « Special Card »

Pour toute personne ou toute ASBL ou association qui justifie avoir besoin d'un ou de plusieurs véhicules afin d'effectuer du bénévolat sur le territoire d'Etterbeek, à condition d'obtenir l'autorisation de délivrance de la carte « Special Card » de la part du Collège des Bourgmestres et Echevins. Le coût de cette carte est de 25,00€/an et par véhicule et elle ne sera valable quand dans la zone dans laquelle l'ASBL ou l'association est installée sur Etterbeek ou dans la zone dans laquelle l'acte de bénévolat est effectué sur Etterbeek. Les zones correspondent à celles qui sont actuellement mises en place pour les cartes visiteur à gratter. Il y a 8 zones et une carte peut être valable pour plusieurs zones si c'est nécessaire.

Pour les personnes exemptées d'inscription au Registre National (diplomates et personnes soumises à la taxe sur les 2^{ème} résidences), une « Special Card » sera délivrée pour le stationnement en zone verte pour une période d'un an.

Le nombre de « Special Card » pour ce type de personne est limité à 2 cartes par ménage et le prix de celles-ci est de 15,00 €/an pour la 1^{ère} carte et de 120,00 €/an pour la 2^{ème} carte.

La carte de dérogation « special card » est valable en zone verte.

Article 15 : Carte de dérogation « Garage »

Les garages automobiles peuvent faire la demande de maximum 8 cartes de stationnement pour les

véhicules en réparation. Ces cartes seront valables dans les alentours du garage et le prix de ces cartes est le suivant :

- 200,00 €/an pour le véhicule 1 à 5 ;
- 300,00 €/an pour le véhicule 6 à 8.

La carte de dérogation « garage » est valable en zone verte.

Article 16 : Carte de dérogation « Régionale »

Les cartes de dérogation ci-après peuvent être accordées sur demande à l'Agence. Le cas échéant, la commune a la possibilité de limiter le nombre de cartes de dérogation valables sur son territoire.

La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral et pour autant que le demandeur remplisse toutes les conditions d'octroi et qu'il en ait apporté la preuve.

La carte de dérogation n'est valable que pour le véhicule dont la marque d'immatriculation est enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation et pour le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement. Pour obtenir un changement de marque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Le cas échéant, le bénéficiaire d'une carte de dérogation doit informer la commune du changement dans les cinq jours ouvrables. Le montant de la première année reste dû intégralement. Le montant de la redevance qui est supérieur à la première année est, le cas échéant, remboursé à concurrence des mois entiers encore restants pendant lesquels la carte de dérogation n'a pas été utilisée.

Le demandeur d'une carte de dérogation répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie lors de la délivrance et de l'utilisation de la carte de dérogation.

L'attention de l'utilisateur est attirée sur le fait que tous les opérateurs étrangers ne permettent pas le paiement par SMS ou par App.

L'Agence n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Il leur appartient de prolonger la validité de leur carte de dérogation s'ils le souhaitent. Ceci relève de leur responsabilité. Ils ne pourront en aucun cas se retourner contre l'autorité compétente en cas d'oubli.

Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de l'Agence plus tôt 60 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente. Les documents à produire pour l'obtention de chaque type de carte de dérogation sont repris sur le formulaire de demande ou de renouvellement de la carte souhaitée.

Dès que le bénéficiaire d'une carte de dérogation ne remplit plus les conditions d'octroi, il en informe l'Agence, en restituant la carte s'il s'agit d'une carte physique, conformément à l'article 5, § 1er de l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 et ses modifications ultérieures concernant la carte communale de stationnement.

L'Agence annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Il ne sera pas délivré de carte de dérogation :

- Pour les véhicules de plus de 3,5T
- Pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégorie DIV) :
 - Dépanneuse ;
 - Remorque ;
 - Autocaravane ;

- Bus et autocars ;
- Matériel agricole (dont quad) ;
- Matériel industriel ;
- Tracteurs ;
- Les marques d'immatriculation destinées aux « essais » commençant par « ZZ ».

Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 17 : Carte de stationnement délivrée par le SPF Sécurité Sociale

Sans préjudice de l'article 8, la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation à condition qu'elle soit apposée visiblement au milieu et contre la face interne du pare-brise.

Elle est valable dans tous les secteurs de stationnement fixés par la Région en zones rouges et vertes.

La carte doit être apposée de manière visible sur le pare-brise du véhicule. Si la carte n'est pas présente lors de la verbalisation du véhicule, la commune se réserve le droit de ne pas annuler la ou les redevances.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS COMMUNES

Article 18 :

En cas de non-paiement de la redevance au comptant, le Receveur communal peut établir une contrainte conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale.

Article 19 :

Les frais pour le « Rappel 1 » sont de 0,00 € et les frais pour le « Rappel 2 » sont de 15,00 € et ces frais sont à charge de l'utilisateur.

Article 20 :

En zone rouge et en zone verte, la redevance n'est pas due les dimanches et jours fériés. En « Zone Jaune », les zones « Parking Minute » et les zones « Chargement Electrique », la période d'application de la redevance est indiquée sur la signalisation.

Article 21 :

Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs se fait au risque de l'utilisation ou de celui-ci au nom de qui le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendu responsable des faits de dégradations ou de perte du véhicule.

Article 22 :

Lorsque l'horodateur est défectueux, le conducteur doit se diriger vers un autre horodateur se trouvant à proximité. Si celui-ci est également en panne, le code de la route prévoit d'apposer le disque bleu de manière visible sur le pare-brise (art. 27 pt 3.1.1 du code de la route).

Article 23 :

Les entreprises agissant dans le cadre de marchés publics de travaux, de services ou de fournitures pour le compte de la Commune ou d'un autre organisme public ne sont pas exonérés du présent règlement redevance.

Toute dérogation accordée sans qu'elle ne soit prévue dans le présent règlement redevance constitue une faute dans le chef de celui qui l'accorde.

Article 24 :

Le présent règlement reste d'application jusqu'à l'adoption d'un nouveau règlement redevance après approbation définitive du PACS par les autorités compétentes.

Article 25 :

En cas de non-paiement des redevances de stationnement, la commune d'Etterbeek se réserve le droit d'apposer un sabot sur le véhicule. Les frais liés à l'installation de ce sabot seront à charge du conducteur, ou à défaut de connaissance de celui-ci, à charge du propriétaire de ce véhicule.

Article 26 :

Les redevances de stationnement reçues précédemment à une demande d'une carte de stationnement ne seront pas annulées. La commune d'Etterbeek et le service du stationnement payant ne se baseront que sur la date de la demande (date de passage au guichet et/ou date de l'envoi du mail). Toutes les redevances reçues avant cette date ne seront pas annulées.

Article 27 :

A partir du 1er mai 2025 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur ».

Retributiereglement betreffende het gemeentebelid voor het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117 en volgende;

gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie op het wegverkeer;

gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en haar latere wijzigingen;

gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de wegcode);

gelet op het bijkomende reglement betreffende de politie in haar bevoegdheden met betrekking tot het wegverkeer;

gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2022;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen;

gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd bij de ordonnantie van 20 juli 2016;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

gelet op de wegcode;

gelet op eventuele wijzigingen van de teksten die hierboven niet worden genoemd;

overwegende dat de ziekenhuizen dag en nacht werken en dat het ziekenhuispersoneel soms werkroosters heeft die onverenigbaar zijn met de dienstregeling van het openbaar vervoer;

overwegende dat het volstrekt gerechtvaardigd is om de parkeerkaart gratis te maken voor die categorie van personen;

overwegende dat autogarages de openbare ruimte nodig hebben om voertuigen te parkeren voor en na de herstelling, dat het aantal betrokken voertuigen variabel is en dat de nummerplaten van de herstelde voertuigen logischerwijs elke dag veranderen;

overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen moet worden nagestreefd en dat het bijgevolg aangewezen is om de retributies vast te leggen in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeertijd;

overwegende dat de vermindering, de creatie en de verbetering van de parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten met zich meebrengen;

overwegende dat een aanpassing van dit reglement aan de verschillende wetswijzigingen en technische wijzigingen die onlangs doorgevoerd werden noodzakelijk blijkt;

overwegende dat het voor een beter begrip van de parkeerproblematiek nuttig is om het geactualiseerde reglement inzake de gemeentelijke parkeerkaarten te integreren in dit reglement;

gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarin het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

gelet op de financiële toestand van de gemeente;

VERORDENT

HOOFDSTUK 1: TOEPASSINGSGEBIED VAN HET GEMEENTELIJK PARKEERREGLEMENT

Artikel 1:

Vanaf 1 mei 2023 en voor een termijn die verstrijkt op 31 december 2024 wordt ten behoeve van de gemeente een contant betaalbare retributie geheven op het parkeren van een motorvoertuig op de

openbare weg waar een reglement inzake kort en wisselend parkeren voorzien is in toepassing van artikel 27.3 van het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Die openbare wegen maken deel uit van parkeerzones die “betalende zones” genoemd worden. De parkeertijd is beperkt in overeenstemming met de gebruiksvoorwaarden die vermeld worden op de toestellen die parkeermeters of parkeerautomaten genoemd worden.

HOOFDSTUK 2: SOORTEN ZONES

Artikel 2: Rode zone

De parkeerduur in een rode zone is beperkt tot 2 uur en het bedrag van de retributie in een rode zone bedraagt 2,00 euro per uur. In geval van niet-betaling van het uurtarief of foutief gebruik van de gratis parkeerperiode of de parkeerperiode waarvoor is betaald of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de in artikel 63 bedoelde persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire parkeerretributie van 40,00 euro voor 2 uur parkeren.

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de rode zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1, 1° van de ordonnantie van 6 juli 2022, elke dag van de week van 9 tot 18 uur met uitzondering van zondagen en wettelijke feestdagen.

Er is een uitzondering voorzien voor het Jourdanplein waar de parkeertijd beperkt is tot maximaal 30 minuten tegen 1,00 euro voor die periode en tot één enkel ticket per dag en per voertuig tussen 8.00 uur en 18.00 uur.

Artikel 3: Groene zone

De parkeerduur in een groene zone is beperkt tot 4.30 uur en het bedrag van de retributie in een groene zone bedraagt 2,00 euro per uur. In geval van niet-betaling van het uurtarief of foutief gebruik van de gratis parkeerperiode of de parkeerperiode waarvoor is betaald of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de in artikel 63 bedoelde persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire parkeerretributie van 40,00 euro voor 4.30 uur parkeren.

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de groene zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1, 1° van de ordonnantie van 6 juli 2022, elke dag van de week van 9 tot 18 uur met uitzondering van zondagen en wettelijke feestdagen.

Artikel 4: Gele zone

Een forfaitaire retributie van 100,00 euro per parkeerperiode is verschuldigd voor het parkeren in een zone afgebakend door een bord E9.a zoals bepaald in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 12 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met een bijkomend bord “betalend behalve leveringen” met vermelding van de reglementaire periode en het bedrag van de forfaitaire retributie.

Er is geen forfaitaire retributie verschuldigd wanneer het voertuig aan het leveren is. Een voertuig wordt beschouwd bezig te zijn met een levering wanneer het stilstaat en een handeling van laden of lossen van goederen in verband met het voertuig wordt vastgesteld. Vrijstellingskaarten zijn niet geldig in een gele zone.

Het gebruik van een parkeerplaats in de gele zone is niet beperkt in de tijd.

De voorwaarden van de regeling voor de gele zone zijn vermeld op het extra bord “betalend behalve leveringen”.

Artikel 5: Minuutparkeerzone

Een forfaitaire retributie van 100,00 euro per parkeerperiode is verschuldigd voor het parkeren in een zone afgebakend door een bord E9.a zoals bepaald in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 12 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met de bijkomende borden “ticket” en “minuutparkeren” met vermelding van de reglementaire periode en het bedrag van de forfaitaire retributie.

Er is geen forfaitaire retributie verschuldigd wanneer het voertuig aan het leveren is. Een voertuig wordt beschouwd bezig te zijn met een levering wanneer het stilstaat en een handeling van laden of lossen van goederen in verband met het voertuig wordt vastgesteld. Vrijstellingskaarten zijn niet geldig in een minuutparkeerzone.

De gebruiksduur van een parkeerplaats is beperkt tot 15 minuten via het verplicht nemen van een gratis ticket bij de parkeerautomaat.

De voorwaarden van de regeling voor de minuutparkeerzone zijn vermeld op het extra bord van deze zone.

Artikel 6: Zone met elektrisch oplaadpunt

Het parkeren in de zone “Elektrisch oplaadpunt” is gratis op voorwaarde dat de gebruiker van het genoemde voertuig is aangesloten of oplaadt en dat hij zijn voertuig fysiek aansluit op de elektrische zuil.

Een forfaitaire retributie van 50,00 euro per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet-elektrisch motorvoertuig of door de gebruiker van een geparkeerd elektrisch zonder verbinding of zonder fysieke aansluiting.

Vrijstellingskaarten zijn niet geldig in een zone met elektrisch oplaadpunt.

Artikel 7: Betalende zones: Algemeen

De contante retributie kan als volgt betaald worden:

- Hetzij van te voren met de aankoop van een parkeerkaart gaande van minimaal één dag tot maximaal één jaar bij het loket van de parkeerdienst (zie openingsuren op de website van het gemeentebestuur van Etterbeek);
- Hetzij onmiddellijk aan de parkeerautomaat met de nodige muntstukken volgens de instructies op de parkeerautomaten;
- Hetzij via een mobiele applicatie volgens de gebruiksvoorwaarden die vermeld worden op de parkeerautomaten.

De gemeente behoudt zich het recht voor om gedurende het jaar waarin dit reglement van kracht is een betaalmethode toe te voegen of te schrappen.

Het fysieke parkeerticket dat door de parkeerautomaat wordt afgegeven, moet in zijn geheel en duidelijk leesbaar aan de binnenkant van de voorruit van het voertuig, met uitzondering van de zijruiten, worden aangebracht. Indien dit niet het geval is, worden bezwaren niet in aanmerking genomen. Een betalingsbewijs mag nooit zichtbaar worden aangebracht.

De betaling van de retributie geeft recht op een ononderbroken parkeerperiode, waarvan de duur wordt bepaald door het betaalde bedrag.

Bij niet-betaling van de verschuldigde retributie, bij overschrijding van de betaalde parkeertijd of bij overschrijding van de maximaal toegestane parkeertijd wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie, waarvan het bedrag per parkeerperiode varieert naar gelang van het soort zone.

De gebruiker is verantwoordelijk voor alle kosten in verband met het gebruik van technologie (sms,

app, enz.) om een parkeerrecht te verkrijgen. Deze kosten komen boven op het tarief van de regeling die op de parkeerzone van toepassing is.

De gebruiker draagt de gevolgen van onregelmatig gebruik van het toestel of beschadigingen die hij heeft aangebracht aan het toestel.

Het is mogelijk een gratis ticket voor een kwartier te verkrijgen door het begin van de parkeerperiode te registreren, hetzij elektronisch (mobiele applicatie), hetzij door middel van een ticket uit de parkeerautomaat.

HOOFDSTUK 3: VRIJSTELLINGSKAARTEN

Artikel 8. Vrijstellingskaart “Bewoner”

Kunnen gebruikmaken van de bewonerskaart:

- Personen die zijn ingeschreven in het bevolkingsregister of in het wachtregister van de gemeente;
- Personen die zijn gedomicilieerd in de gemeente en van wie het dienstvoertuig of bedrijfsvoertuig is ingeschreven in het buitenland;
- Personen die zijn ingeschreven in het bevolkingsregister of in het wachtregister van de gemeente en die een specifieke parkeerbehoefte hebben in het kader van een autodeelsysteem voor particulieren dat door Brussel Mobiliteit wordt erkend. Het voertuig wordt gedeeld door minstens drie particulieren, van wie minstens twee gedomicilieerd zijn in een of meerdere verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het aantal kaarten per gezin is beperkt tot twee.

De prijs en de geldigheidsduur worden als volgt vastgelegd:

- Eerste vrijstellingskaart van het gezin: 15,00 euro per jaar of 30,00 euro voor twee jaar;
- Tweede vrijstellingskaart van het gezin: 120,00 euro per jaar of 240,00 euro voor twee jaar;
- Voor deelvoertuigen voor particulieren is het tarief afhankelijk van het aantal gezinskaarten en de tarieven van de gemeente.

De vrijstellingskaart “Bewoner” is geldig in de groene zone en deze kaart is virtueel.

Een specifieke bewonerskaart is echter verplicht in de grenszones:

- **SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE** (Linthoutstraat, Stafhouder Braffortstraat, Henri Dietrichlaan, Hertoginnestraat).
- **SINT-PIETERS-WOLUWE** (Tervurenlaan, Atrebatenstraat tot de Aduatukersstraat, Nestor Plissartlaan, Pater Eudore Devroyestraat, Eugène Godauxlaan, Vrijwilligerslaan en Joseph Vandersmissenlaan).
- **OUDEGEM** (Vrijwilligerslaan).

Inwoners van de zones die grenzen aan de gemeente Schaarbeek (Olmstraat) en de gemeente Elsene (de Theuxstraat en Snoekstraat) hoeven geen kaart op hun voertuig aan te brengen, aangezien deze virtueel is.

Artikel 9 Vrijstellingskaart “Bezoeker”

Elk gezin dat ingeschreven is in de gemeente Etterbeek mag een bezoekerskraskaart aanvragen. De

kaarten zijn geldig voor een halve dag (voormiddag van 9.00 uur tot 13.30 uur en/of namiddag van 13.00 uur tot 18.00 uur) en voor een voertuig.

Er kunnen 52 kaarten per jaar aangevraagd worden.

Er is een uitzondering voor 75-plussers. Zij hebben recht op 104 kaarten per jaar.

De kaarten zijn beperkt tot de sector waarin het gezin woont. De prijs is 10,00 euro voor 52 kaarten of 20,00 euro voor 104 kaarten. Als de bezoekerskaart niet duidelijk zichtbaar is achter de voorruit, zal de gemeente retributies niet annuleren.

Zodra het gezin verhuist (naar een andere sector of naar een andere gemeente), moet het de bezoekerskaarten teruggeven aan de dienst Betalend Parkeren.

Het gezin dat eigenaar is van de kaart is verantwoordelijk voor eventueel misbruik.

De vrijstellingskaart "Bezoeker" is geldig in de groene zone.

Artikel 10: Vrijstellingskaart "Beroeps"

Deze kaart geldt voor:

- Bedrijven en zelfstandigen
- Onderwijsinstellingen

De prijs van kaarten voor bedrijven en zelfstandigen zijn als volgt:

- 200,00 euro per voor elk van de eerste vijf kaarten;
- 300,00 euro per jaar voor de zesde tot de twintigste kaart;
- 600,00 euro per jaar voor de eenentwintigste tot de dertigste kaart;
- 800,00 euro per voor elke bijkomende kaart.

De vrijstellingskaart "Beroeps" is geldig in de groene zone.

Artikel 11: Vrijstellingskaart "Individueel"

Iedereen kan een individuele vrijstellingskaart aanvragen en het tarief voor de parkeerkaart is als volgt:

Voor een dagkaart: 10,00 euro/eerste dag + 2,50 euro per bijkomende dag

Voor een kaart voor een vaste halve dag per week: 50,00 euro/jaar

Voor een individuele kaart:

- 65,00 euro/maand
- 180,00 euro/trimester
- 340,00 euro/semester
- 650,00 euro/jaar

De vrijstellingskaart "Individueel" is geldig in de groene zone.

Artikel 12: Vrijstellingskaart "Onderwijs"

Voor het personeel van de scholen op het grondgebied van Etterbeek op vertoon van een attest van het

schoolhoofd of voor de leerlingen op basis van een huurcontract dat bewijst dat ze in de gemeente Etterbeek wonen of op basis van een schoolattest voor een schoolinstelling die is gevestigd in de gemeente Etterbeek en het tarief voor de parkeerkaart is als volgt:

- 16,00 euro/maand
- 160,00 euro/jaar

De vrijstellingskaart “Onderwijs” is geldig in de groene zone.

Artikel 13: Vrijstellingskaart “Ziekenhuis”

Voor het medisch, paramedisch en verzorgend personeel van het ziekenhuis Etterbeek – Baron Lambert en de ziekenhuizen St.-Michiels en Leopoldpark die op het grondgebied van Etterbeek gelegen zijn op basis van een attest of een lijst van de directie van de instelling. Als er misbruik vastgesteld wordt bij een aanvraag door een ziekenhuisinstelling, behoudt de gemeente zich het recht voor om de abonnementen niet gratis toe te kennen.

Bovendien worden die abonnementen enkel toegekend in de buurt van de betrokken ziekenhuizen, met name:

Voor het medisch, paramedisch en verzorgend personeel van het ziekenhuis Etterbeek – Baron Lambert in de volgende straten:

- Louis Hapstraat (tussen de Oudergemlaan en de Kolonel Van Gelestraat),
- Koningveldstraat (tussen de Oudergemlaan en de Kolonel Van Gelestraat),
- Baron Lambertstraat (tussen de Sint-Pieterssteenweg en de Koningveldstraat).

Voor het medisch, paramedisch en verzorgend personeel van het Sint-Michielsziekenhuis in de volgende straten:

- Léon de Lantsheerestraat,
- Linthoutstraat (even huisnummers aan de kant van Etterbeek en met uitzondering van de rode zone),
- d'Oultremontstraat (tussen de Gérardstraat en de Linthoutstraat),
- Henri de Braeckeleerstraat,
- Charles Degrouxstraat,
- Jules de Burletplein.

Artikel 14: Vrijstellingskaart “Special Card”

Voor elke persoon of elke vzw of vereniging die kan bewijzen een of meerdere voertuigen nodig te hebben voor vrijwilligerswerk op het grondgebied van Etterbeek op voorwaarde dat zij van het college van burgemeester en schepenen toestemming krijgen voor de uitreiking van de “Special Card”. Die kaart kost € 25,00 per jaar en per voertuig en is enkel geldig in de zone waarin de vzw of de vereniging is gevestigd in Etterbeek of in de zone waarin het vrijwilligerswerk wordt uitgevoerd in Etterbeek. De zones komen overeen met de zones die momenteel worden gebruikt voor de bezoekerskraskaarten. Er zijn 8 zones en een kaart kan geldig zijn voor meerdere zones indien nodig.

Voor personen die vrijgesteld zijn van inschrijving in het bevolkingsregister (diplomaten en personen die belast worden op tweede verblijven) wordt een “Special Card” uitgereikt waarmee zijn in de groene zones kunnen parkeren en dat voor een periode van één jaar.

Het aantal “Special Cards” voor dit soort personen is beperkt tot 2 kaarten per gezin en de prijs van

die kaarten bedraagt 15,00 euro/jaar voor de 1e kaart, 120,00 euro/jaar voor de 2e kaart.

De vrijstellingskaart “Special Card” is geldig in de groene zone.

Artikel 15: Vrijstellingskaart “Garage”

Autogarages kunnen maximaal 8 parkeerkaarten aanvragen voor voertuigen in reparatie. Deze kaarten zijn geldig in de omgeving van de garage en de prijs van deze kaarten is als volgt:

- 200,00 euro/jaar voor voertuig 1 tot 5;
- 300,00 euro/jaar voor voertuig 6 tot 8;

De vrijstellingskaart “Garage” is geldig in de groene zone.

Artikel 16: Vrijstellingskaart “Gewest”

De onderstaande vrijstellingskaarten kunnen op aanvraag aan het Agentschap worden uitgereikt. Zo nodig kan de gemeente het aantal op haar grondgebied geldige vrijstellingskaarten beperken.

De vrijstellingskaart wordt slechts toegekend na betaling van het volledige bedrag ineens en op voorwaarde dat de aanvrager aan alle toekenningsvoorwaarden voldoet en daarvan het bewijs heeft geleverd.

De vrijstellingskaart is alleen geldig voor het voertuig waarvan het kenteken is geregistreerd in de software van de vrijstellingskaart en voor de sector(en) die bij de registratie is (zijn) toegewezen. Een wijziging van het kenteken tijdens de geldigheidsduur van de kaart kan alleen na onderzoek van de bijzondere omstandigheden die dit rechtvaardigen. In dat geval moet de begunstigde van een vrijstellingskaart de gemeente binnen vijf werkdagen op de hoogte brengen van de wijziging. Het bedrag voor het eerste jaar blijft volledig verschuldigd. Het bedrag van de retributie dat het eerste jaar overschrijdt, wordt in voorkomend geval terugbetaald voor de resterende volle maanden waarvoor de vrijstellingskaart niet is gebruikt.

De aanvrager van een vrijstellingskaart is aansprakelijk voor eventuele kosten die voortvloeien uit het gebruik van technologie in verband met de uitreiking en het gebruik van de vrijstellingskaart.

De aandacht van de gebruiker wordt gevestigd op het feit dat niet alle buitenlandse operatoren betaling per sms of app toestaan.

Het Agentschap is niet verplicht kaarthouders te herinneren aan het naderende verstrijken van de geldigheid van hun kaart. Het is aan hen om de geldigheid van hun vrijstellingskaart indien gewenst te verlengen. Dit is hun verantwoordelijkheid. In geen geval kunnen zij zich tot de bevoegde instantie wenden indien zij dit vergeten.

Elke aanvraag tot verlenging kan niet eerder dan 60 werkdagen voor het verstrijken van de vorige bij het Agentschap worden ingediend. De documenten die moeten worden overgelegd om elk type vrijstellingskaart te verkrijgen, staan vermeld op het aanvraag- of verlengingsformulier van de gewenste kaart.

Zodra de begunstigde van een vrijstellingskaart niet langer voldoet aan de voorwaarden voor toekenning ervan, stelt hij het Agentschap daarvan in kennis, waarbij hij de kaart teruggeeft indien het een fysieke kaart betreft, overeenkomstig artikel 5, § 1, van het ministerieel besluit van 9 januari 2007 en zijn latere wijzigingen betreffende de gemeentelijke parkeerkaart.

Het Agentschap annuleert van rechtswege de vrijstellingskaarten waarvan de omstandigheden van de aanvrager zodanig zijn gewijzigd dat hij niet langer aan de toekenningscriteria voldoet.

Er wordt geen vrijstellingskaart uitgereikt:

- Voor voertuigen van meer dan 3,5 ton

- Voor voertuigen van minder dan 3,5 ton van de volgende types (categorie DIV):
 - Takelwagen;
 - Aanhangwagen;
 - Kampeerauto;
 - Bus en autocar;
 - Landbouwmachine (waaronder quad);
 - Industriële machine;
 - Tractor;
 - Kentekenplaten die zijn bestemd voor testen beginnend met “ZZ”.

Deze lijst is niet volledig.

Artikel 17: Parkeerkaart uitgereikt door de FOD Sociale Zekerheid

Onverminderd artikel 8 geldt de Europese parkeerkaart voor personen met een handicap als vrijstellingskaart op voorwaarde dat deze zichtbaar in het midden en tegen de binnenkant van de voorruit is aangebracht.

Deze kaart is geldig in alle door het Gewest vastgestelde parkeersectoren in de rode en groene zones.

De kaart moet zichtbaar op de voorruit van het voertuig zijn aangebracht. Als de kaart niet aanwezig is bij de bekeuring van het voertuig, behoudt de gemeente zich het recht voor de retributie(s) niet te annuleren.

HOOFDSTUK 4: GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

Artikel 18:

Als de contante retributie niet betaald wordt, kan de gemeenteontvanger een bevelschrift uitvaardigen in overeenstemming met artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 19:

De kosten voor “Herinnering 1” bedragen 0,00 euro en de kosten voor “Herinnering 2” bedragen 15,00 euro en die kosten zijn ten laste van de gebruiker.

Artikel 20:

In de rode en groene zones is de retributie niet verschuldigd op zon- en feestdagen. In de gele zones, de minuutparkeerzones en de zones “elektrisch oplaadpunt” wordt de periode waarin de retributie van toepassing is vermeld op de verkeersborden.

Artikel 21:

Het parkeren van een motorvoertuig op een parkeerplaats die uitgerust is met parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of van de persoon onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. De betaling van de retributie geeft recht op parkeren, maar niet op een of andere vorm van bewaking. Het gemeentebestuur kan niet verantwoordelijk gehouden worden voor schade aan of diefstal van het voertuig.

Artikel 22:

Als de parkeerautomaat defect is, moet de bestuurder zich naar een andere parkeerautomaat in de buurt begeven. Als ook die defect is, schrijft de wegcode voor dat de blauwe parkeerschijf duidelijk zichtbaar achter de voorruit gelegd moet worden (artikel 27 punt 3.1.1 van de wegcode).

Artikel 23:

Ondernemingen die handelen in het kader van overheidsopdrachten voor werken, diensten of

leveringen in opdracht van de gemeente of een andere openbare instelling worden niet vrijgesteld van het onderhavige retributiereglement.

Elke uitzondering die toegestaan wordt zonder dat ze voorzien is in het onderhavige retributiereglement betekent een fout in hoofde van de persoon die de uitzondering toestaat.

Artikel 24:

Onderhavig reglement blijft van toepassing tot de goedkeuring van een nieuw retributiereglement na definitieve goedkeuring van het GPAP door de bevoegde overheden.

Artikel 25:

In geval van niet-betaling van de parkeerretributie behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht voor een wielklem aan te brengen op het voertuig. De kosten voor het plaatsen van die wielklem zijn ten laste van de bestuurder, of bij gebrek aan kennis van de bestuurder, van de eigenaar van het voertuig.

Artikel 26:

Parkeerretributies die vóór de aanvraag van een parkeerkaart zijn ontvangen worden niet geannuleerd. De gemeente Etterbeek en de dienst Betalend Parkeren baseren hun beslissing enkel op de datum van de aanvraag (datum van het bezoek aan het loket en/of datum van het versturen van de e-mail). Alle retributies die vóór die datum zijn ontvangen worden niet geannuleerd.

Artikel 27:

Vanaf 1 mei 2025 en vervolgens om de drie jaar wordt de prijs van de vrijstellingskaarten automatisch en van rechtswege geïndexeerd aan de consumptieprijsindex. De nieuwe prijs wordt berekend op basis van de volgende formule: prijs vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de startindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex voor de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De startindex is de consumptieprijsindex voor de maand januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt naar beneden afgerond in euro.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement redevance mai 2023 FR.docx, Règlement redevance mai 2023 NL.docx

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

9 Patrimoine Régie - Immeuble situé 32 rue de Theux - Centre de Guidance d'Etterbeek - Convention d'occupation précaire.

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 26/10/2015 décidant d'entériner les termes de la convention d'occupation précaire conclue avec l'Asbl Centre de Guidance d'Etterbeek pour le bâtiment situé 32 rue de Theux à 1040 Etterbeek, pour une période de 4 ans, soit du 01/11/2015 au 31/10/2019 ;

Considérant que l'immeuble 32 rue de Theux avait été mis à disposition de l'Asbl Centre de Guidance d'Etterbeek pour une période de 4 ans, du 01/11/2015 au 31/10/2019, la Régie Foncière ayant obtenu un permis provisoire d'affectation en équipement d'intérêt collectif ;

Considérant qu'après 4 ans, l'immeuble devait être réaffecté à du logement ;

Considérant qu'il avait été envisagé de déplacer l'Asbl Centre de Guidance d'Etterbeek dans

l'immeuble 35/37 rue Fétis après le départ du Centre PMS au 506 chaussée de Wavre ;

Considérant que le projet de rénovation de l'immeuble 35/37 rue Fétis a été abandonné pour des raisons budgétaires ;

Considérant qu'il est aujourd'hui possible de demander pour l'immeuble 32 rue de Theux une affectation définitive en équipement d'intérêt collectif ; qu'une demande de permis en ce sens va être introduite par le service de la Régie Foncière ;

Considérant que la Régie Foncière propose de laisser l'Asbl Centre de Guidance d'Etterbeek dans l'immeuble 32 rue de Theux et de conclure avec eux un bail dont il faut encore convenir des conditions (durée, loyer, ...) ;

Considérant que dans l'intervalle, il est proposé de prolonger la convention d'occupation précaire, la mise à disposition ayant pris cours le 01/11/2019 pour se terminer de plein droit le 31/12/2023 ;

Vu l'article 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

de prolonger la convention d'occupation précaire conclue avec l'Asbl Centre de Guidance d'Etterbeek pour le bâtiment situé 32 rue de Theux à 1040 Etterbeek, la mise à disposition ayant pris cours le 01/11/2019 pour se terminer de plein droit le 31/12/2023 et d'approuver les termes de la convention d'occupation précaire à conclure.

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune d'Etterbeek (Gérance : service de la Régie Foncière, avenue des Casernes 31 bte 1 à 1040 Etterbeek), représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent **Monsieur Vincent DE WOLF**, Bourgmestre et **Madame Annick PETIT**, Secrétaire Communale.

(ci-dessous dénommé « le propriétaire »)

ET

L'ASBL Centre de Guidance d'Etterbeek dont le siège social est établi inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° représentée par Mme **Anne LEPINOIS**, **coordinatrice générale** né(e) à le en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés suivant la décision du parue au Moniteur belge du .

(ci-dessous dénommé « l'occupant »)

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Exposé préalable

Le Centre de Guidance a dû quitter au 31/10/2015 les locaux qu'il occupait 29 avenue des Casernes afin de permettre la démolition de l'aile B de la Fondation Jourdan.

L'immeuble 32 rue de Theux a été mis à disposition de l'Asbl Centre de Guidance d'Etterbeek pour une période de 4 ans, du 01/11/2015 au 31/10/2019, la Régie Foncière ayant obtenu un permis provisoire d'affectation en équipement d'intérêt collectif.

Après 4 ans, l'immeuble devait être réaffecté à du logement.

Aujourd'hui, il est possible de demander une affectation définitive en équipement d'intérêt collectif. Une demande de permis va être introduite par le service de la Régie Foncière.

La convention d'occupation précaire est prolongée pendant le délai d'introduction et d'obtention du

permis.

Dans le mois suivant l'obtention du permis, la convention d'occupation précaire sera remplacée par le bail type non commercial adopté par le Conseil Communal du 27/02/2023.

Le loyer sera le loyer de base déterminé par le Conseil Communal comme prévu aux articles 117 et 232 de la loi communale.

Article 2 : Objet du contrat

Le propriétaire accorde à l'occupant, qui accepte, un droit d'occupation précaire et essentiellement révocable portant sur l'immeuble situé **32 rue de Theux à 1040 Etterbeek** bien connu de l'occupant qui déclare l'avoir visité

Pour la description des lieux se référer au **plan ci-annexé**.

Article 3 : Destination

Le bien est mis à disposition de l'occupant **dans l'état où il se trouve** exclusivement pour l'exercice des activités sociales définies par ses statuts.

L'occupant s'engage à l'occuper en personne prudente et raisonnable, sans en modifier la nature ou la destination.

Article 4 : Durée

La mise à disposition a pris cours le **01/11/2019** et se terminera de plein droit le **31/12/2023**, sans préjudice de l'application de la clause prévue in fine de l'exposé préalable et sans qu'une tacite reconduction ne puisse être invoquée.

L'occupant pourra mettre fin à la convention à tout moment et sans indemnité, par lettre recommandée, en respectant un préavis de minimum un mois, qui prend cours le premier jour du mois qui suit l'envoi du congé.

Le propriétaire pourra mettre fin à la convention à tout moment et sans indemnité, par lettre recommandée, en respectant un préavis de minimum six mois, qui prend cours le premier jour du mois qui suit l'envoi du congé.

Article 5 : Condition résolutoire

Tout manquement de l'occupant à ses obligations justifiera de plein droit la résolution de la convention. Dans ce cas, le propriétaire pourra mettre fin à la convention immédiatement, sans respect d'aucun préavis.

Article 6 : Indemnité d'occupation

L'indemnité d'occupation mensuelle est fixée à **250,00 €**, payable par anticipation, et au plus tard le dernier jour ouvrable précédant le **28** de chaque mois, au compte **BE61 0910 0597 4017** de la Régie Foncière (Administration Communale d'Etterbeek).

Article 7 : Indexation

Cette indemnité sera adaptée annuellement selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Indemnité d'occupation} \times \text{nouvel indice}}{\text{Index de base}}$$

L'indemnité d'occupation est celle mentionnée à l'article 6.

Le nouvel indice est l'indice santé du mois qui précède celui de l'anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention.

L'index de base est l'indice-santé du mois qui précède celui de l'entrée en vigueur de la convention, soit **10/2019**.

Article 8 : Frais et charges

La consommation d'eau, de gaz, d'électricité, y compris la location et le coût des compteurs, les frais de raccordement et les autres charges, sont à charge de l'occupant.

Les compteurs d'eau, de gaz et d'électricité seront ouverts à son nom.

N° compteur d'eau

N° compteur de passage d'eau

N° compteur gaz

Code EAN gaz

N° compteur d'électricité

Code EAN électricité

Article 9 : Impôts

Tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux par toute autorité publique, y compris le précompte immobilier, devront être supportés par l'occupant proportionnellement à la durée de son occupation.

Article 10 : Cession et sous-location

L'occupant ne pourra sous-louer le bien en tout ou en partie, ni céder ses droits sur ceux-ci.

Le propriétaire s'y opposera sans devoir justifier sa décision.

Article 11 : Etat des lieux

Le bien est mis à disposition dans l'état où il se trouve, bien connu de l'occupant qui déclare l'avoir visité et examiné dans tous ses détails.

Lors de la cessation du contrat, l'occupant doit rendre les lieux et la cave libres de tout mobilier ou objets entreposés. Il doit de plus présenter les lieux dans un bon état de propreté, à défaut de quoi, les frais de déménagement, de nettoyage, ou même de désinfection pourront lui être portés en charge.

Article 12 : Entretien - Réparations

12.1 Principe

L'occupant est tenu d'effectuer les travaux de menu entretien ainsi que les réparations qui ne sont pas occasionnées par la vétusté ou la force majeure.

Le propriétaire ne fera pour sa part effectuer que les grosses réparations qu'il aura constatées lui-même ou qui lui auront été signalées en temps utile par l'occupant et qui ne sont imputables ni à la faute ni à la négligence de l'occupant.

12.2 Entretien périodiques

L'entretien périodique des installations de chauffage est à charge de l'occupant et doit être fait tous les deux ans.

Le propriétaire fera faire le contrôle et l'entretien périodique des installations de chauffage et de production d'eau chaude, par une firme agréée, désignée conformément à la réglementation sur les marchés publics à laquelle la Commune est soumise.

Les frais de cet entretien seront repris dans les charges annuelles de l'occupant.

Le propriétaire se réserve le droit de demander à l'occupant de faire procéder lui-même à l'entretien et au contrôle périodique de sa chaudière par un technicien agréé.

L'occupant devra dans ce cas présenter au propriétaire l'**attestation de contrôle périodique** de la chaudière délivrée par le technicien.

12.3 Obligations d'information par l'occupant

L'occupant informera dès que possible le propriétaire des dysfonctionnements apparaissant dans le

bien, en ce compris des travaux et réparations à charge du propriétaire. L'occupant supportera toutes les conséquences résultant de l'absence d'information ou d'information tardive au propriétaire sauf à démontrer que ce dernier ne pouvait ignorer les travaux ou réparations à sa charge.

12.4 Réparations urgentes

Si, durant la convention, le bien a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être postposées jusqu'à son échéance, l'occupant devra les tolérer, même si elles l'incommodent, et même s'il est privé, pendant leur durée, d'une partie de la chose.

L'occupant devra tolérer les travaux, même si ces derniers durent plus de 40 jours et déclare renoncer à toute indemnité pour nuisance dans son occupation.

En aucun cas, l'occupant ne pourra (faire) exécuter de sa propre initiative des travaux ou réparations incombant au propriétaire et ne présentant un caractère d'urgence absolue.

12.5 Divers

Sont également à charge de l'occupant les réparations incombant normalement au propriétaire, mais nécessitées du fait de l'occupant ou d'un tiers engageant sa responsabilité.

Pour la collecte des déchets ménagers, l'usage de sacs du modèle requis par les services de collecte ainsi que le respect des horaires de sortie sur la voie publique sont obligatoires.

Les sacs seront soigneusement fermés.

Tout autre dépôt doit se conformer aux règlements émis par la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek.

Article 13 : Travaux, transformations, modifications

a) Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien mis à disposition ne pourront être effectués qu'avec l'accord écrit, préalable du propriétaire.

Sauf convention contraire, écrite et préalable, ils seront acquis sans indemnité au propriétaire qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

b) Tous travaux ou aménagements imposés par les autorités compétentes en application de législations ou règlements afin d'adapter les lieux mis à disposition ou de les maintenir adaptés à la destination prévue et/ou à l'activité de l'occupant, en ce compris pour des raisons de sécurité sont à la charge exclusive de celui-ci. Ces aménagements seront acquis sans indemnité au propriétaire.

c) L'occupant est tenu de souscrire les assurances et de demander toutes les autorisations administratives nécessaires (permis d'urbanisme, autorisations et examen par les services d'incendie, etc.) à ses frais exclusifs, et d'en produire la preuve au propriétaire, à première demande. En outre, l'occupant se conformera aux impositions de l'acte de base et/ou du règlement d'ordre intérieur.

Si l'occupant ne satisfait pas à l'une de ces obligations et même si les travaux ont été autorisés, le propriétaire pourra ordonner l'arrêt immédiat des travaux et exiger la remise en état des lieux, aux frais de l'occupant.

d) L'occupant ne pourra utiliser la façade de l'immeuble pour y installer une antenne extérieure ou une parabole et d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que ce soit.

La pose d'enseignes lumineuses ou non, de marquises et tentes solaires, panneaux d'affichage et auvent est soumise à l'autorisation préalable de la Commune (Service de l'Urbanisme).

Article 14 : Recours

L'occupant signalera immédiatement au propriétaire tout accident dont ce dernier pourrait être rendu responsable. Il en fera autant pour les dégâts occasionnés au gros-œuvre de l'immeuble ou toutes autres réparations mises par la loi ou par la convention à charge du propriétaire ; à défaut de le faire, l'occupant engagera sa responsabilité.

L'occupant s'engage à signaler au propriétaire dans les trois jours tout recours de tiers relatif au bien mis à disposition.

Article 15 : Assurances

Le propriétaire a souscrit auprès de sa compagnie d'assurance une clause d'abandon de recours en faveur de l'occupant. Par conséquent l'occupant est exonéré de sa responsabilité en matière de risque incendie et périls connexes tels que définis par le contrat d'assurance.

En contrepartie, l'occupant s'engage à prendre en charge sa quote-part de la prime d'assurance de l'immeuble.

S'il s'avère, sur la base des conclusions de l'expert de l'assurance que la responsabilité exclusive de l'occupant est engagée dans un sinistre, l'occupant s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance. Cette franchise sera portée en compte dans le relevé annuel des charges de l'occupant.

L'occupant s'engage formellement à prendre une assurance responsabilité civile locative et contenu – en ce compris l'incendie, les dégâts des eaux, bris de vitre – étant entendu que la police exclut la règle proportionnelle, auprès d'une compagnie d'assurance ayant son siège social en Belgique,

Les risques suivants doivent être couverts :

- Incendie et périls accessoires
- Tempête et grêle,
- Dégâts des eaux,
- Bris et fêlures de vitrage
- Assurance vol

L'occupant devra produire une copie de la police d'assurance couvrant les différents risques mentionnés ci-dessus, dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la convention.

Il devra également produire la preuve du paiement annuel des primes.

L'occupant ne pourra en aucun cas invoquer une renonciation tacite du propriétaire à cette obligation, même si cette preuve ne lui est pas réclamée.

Article 16 : Animaux

L'occupant ne pourra posséder d'animaux qu'avec le consentement écrit et préalable du propriétaire et pour autant qu'ils ne constituent pas de gêne, nuisance de quelque nature qu'elle soit.

Article 17 : Visites - Affichage

Pendant toute la durée de la convention, le propriétaire ou son délégué pourra visiter les lieux moyennant rendez-vous.

En outre, pendant toute la durée du préavis, ainsi qu'en cas de mise en vente du bien, l'occupant devra tolérer, jusqu'au jour de sa sortie, que des affiches soient apposées aux endroits les plus apparents et que les amateurs puissent le visiter librement et complètement, 2 jours par semaine (dont le samedi) et 2 heures consécutives par jour, à déterminer de commun accord.

Article 18 : Statuts et règlement d'ordre intérieur

L'occupant s'engage à respecter le règlement d'ordre intérieur de l'immeuble et toutes les modifications qui y seraient apportées.

En cas de copropriété, l'occupant s'oblige à respecter les statuts de copropriété ainsi que toutes les modifications qui y seraient apportées et à en assurer l'exécution.

Il s'engage également à respecter le règlement d'ordre intérieur et toutes les décisions prises par l'assemblée générale des copropriétaires.

Il s'engage à occuper les lieux en personne prudente et raisonnable et notamment :

1. A tenir l'emplacement mis à disposition en excellent état de propreté.
2. A ne pas créer de nuisances sonores excessives dérangeant les autres occupants et/ou les voisins et cela plus particulièrement entre 22 heures et 7 heures.
3. A ne rien déposer dans les parties à usage commun et éviter le salissement anormal des communs.

L'occupant ne pourra jamais détenir dans les lieux loués aucune marchandise de nature à répandre de mauvaises odeurs dans l'immeuble ou dans le voisinage ou susceptible de présenter un danger quelconque.

L'utilisation du gaz propane ou du gaz butane en bonbonnes est interdite sous peine de résiliation de la convention.

Article 19 : Cession et sous-location

L'occupant ne pourra sous-louer le bien en tout ou en partie, ni céder ses droits sur celui-ci qu'avec le consentement écrit et préalable du propriétaire.

Article 20 : Retards de paiement

Tout montant dû par l'occupant en vertu de la présente convention produit de plein droit et sans mise en demeure, au profit du propriétaire, un intérêt de 5% l'an à partir de son échéance. L'intérêt de tout mois commencé étant dû pour le mois entier.

Article 21 : Election de domicile

Pour toutes les obligations découlant de la présente convention, l'occupant fait, par les présentes, élection de domicile dans le bien, tant pour la durée de la convention que pour ses suites, même s'il reste effectivement domicilié ailleurs.

L'élection de domicile n'a aucun rapport obligé avec la domiciliation réelle de l'occupant. Elle a exclusivement pour but de permettre au propriétaire d'envoyer toute correspondance et de signifier tous actes de procédure à l'adresse du bien mis à disposition.

L'occupant communiquera en tout état de cause au propriétaire l'adresse de son domicile légal ainsi que tout changement de celui-ci.

Article 22 : Conditions particulières

Aucune.

Fait en deux exemplaires chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par le Collège des Bourgmestre et Echevins et le Conseil Communal.

Etterbeek, le

LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART :

Par Ordonnance
La Secrétaire Communale,

Annick PETIT

Le Bourgmestre,

Vincent DE WOLF

LE(S) SOUSSIGNE (ES) DE SECONDE PART :

**Patrimonium Regie - Gebouw gelegen 32 Theuxstraat - Begeleidingscentrum van Etterbeek -
Precaire bezettingsovereenkomst.**

**10 Patrimoine Communal – Eglise Saint-Antoine Place Saint-Antoine 1 à 1040 Etterbeek – Station
de télécommunication mobile Proximus – Contrat de bail 02CHS : Avenant n°1 – Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu le contrat de bail entre la SA Proximus et la Commune d'Etterbeek (référence 02CHS) signé le 30.10.2020 et ayant pour objet la location d'une surface d'environ 40 m², située dans l'Eglise Saint-Antoine, Place Saint-Antoine 1 à 1040 Etterbeek, parcelle cadastrale n° Etterbeek, 2, Div, sect B/3, 87B ; que cette surface est utilisée pour l'installation, la maintenance et l'exploitation d'équipements de communication mobile ;

Considérant que ce bail d'une durée de 9 ans renouvelable par périodes successives de 6 ans, prévoit un loyer annuel de 8.000,00 € (à indexer) versé à la commune depuis le 01.11.2022 ;

Vu l'ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues du 10.12.21, qui a supprimé le mécanisme de subsides par les communes et a chargé la Région de ce financement en cas d'insuffisance de moyens de la Fabrique d'Eglise;

Considérant toutefois que si la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance susmentionnée était fixée au 01.01.2022, les règles relatives au financement ne pouvaient entrer en vigueur que le 01.01.2023 afin de laisser aux communautés existantes le temps matériel d'adapter leur budget à la nouvelle réglementation ; qu'en d'autres termes, les établissements financés par les communes devaient encore le rester lors de l'exercice 2022 ;

Considérant que l'article 28 1°b) de l'ordonnance organique qui stipule que font partie des recettes de la Fabrique d'église « les recettes découlant des biens dont l'établissement assume la gestion, et notamment (...) les revenus générés par les droits concédés sur tout ou partie du bâtiment affecté à l'exercice du culte » est l'une de ces mesures financières entrant en vigueur le 01.01.2023;

Considérant que les parties ne souhaitent pas mettre fin au contrat en cours mais doivent en modifier la modalité relative au paiement; que ce loyer sera dorénavant versé sur le compte bancaire de la Fabrique d'Eglise Saint-Antoine de Padoue afin de permettre à celle-ci de percevoir les recettes que l'article 28 1°b) de l'ordonnance du 21.12.2021 lui octroie;

Considérant que le loyer annuel relatif à la période du 01.11.2022 au 30.09.2023, soit 7.333,33 € (8.000,00 € /12 mois X 11 mois) a été versé par la SA Proximus le 10.11.2022 sur le compte de la Régie Foncière ;

Considérant que l'avenant au contrat de bail prévoit que la Commune s'engage à transférer, dans le mois suivant la signature de cet avenant, la somme de 6.000,00 € (soit 9/12èmes du loyer versé par la SA Proximus à la Commune – Loyer du 01.01.2023 au 30.09.2023) à la Fabrique d'Eglise Saint Antoine de Padoue ;

DECIDE d'approuver l'avenant au contrat de bail ci-dessous et qui contient la modification relative au paiement du loyer :

AVENANT 1 AU CONTRAT DE BAIL : 02CHS

Entre d'une part :

La Commune d'Etterbeek

**Ayant son siège social avenue des Casernes 31,
1040 Etterbeek**

T.V.A. BE 0207.365.610

Ici représentée par le Collège des Bourgmestres et Echevins au nom duquel agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire Communale.

dénommée ci-après le BAILLEUR,

La Fabrique d'Eglise Saint Antoine de Padoue

Rue de Haerne 194

1040 Etterbeek

BCE : 0211.179.391

ici représentée par Monsieur Fernand Schmetz, Président

dénommée ci-après le BENEFICIAIRE

et d'autre part :

Proximus SA de droit public

située à:

Boulevard du Roi Albert II, 27,

1030 Bruxelles

T.V.A. BE 0202.239.951 R.P.M. Bruxelles

ici représentée par :

Monsieur Wim Wiercx, Domain Manager INVESTMENT

dénommée ci-après le PRENEUR,

le PRENEUR le BAILLEUR et le BENEFICIAIRE seront dénommés ensemble les PARTIES.

Considérant que:

- le PRENEUR et le BAILLEUR ont conclu un contrat de bail, portant la référence 02CHS, signé le 30/10/2020, ayant pour objet la location d'une surface d'environ 40m² (la « Surface »), située dans **Eglise Saint-Antoine, Place-Antoine 1 à 1040 Etterbeek parcelle cadastrale n° Etterbeek, 2, Div, sect B/3, 87B** (le « Contrat de bail ») . Le contrat de bail est enregistré dans My Rent le 24/12/2020 sous la référence 2020G2462000000001855219

- cette Surface est utilisée pour l'installation, la maintenance et l'exploitation d'équipements de communication mobile ;

- Jusqu'à présent les loyers du Contrat de BAIL 02CHS perçus par la commune étaient restitués à la fabrique d'Eglise par un mécanisme de subsides des lieux de cultes à charge de la commune mais que suite à l'**ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues**, publiées au Moniteur Belge le 23.12.2021, le mécanisme de subsides à charge des communes disparaît à partir du 01.01.2023.

- En vertu de l'article 281°b de l'**ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues**, les recettes de la Fabrique d'Eglise se composent notamment des revenus liés à la pose d'une borne/antenne de télécommunication.

Il a été convenu et accepté ce qui suit :

Article 1 – Loyer

1.1 A dater du 01/01/2023 le loyer annuel de 8.000,00€ + index selon la formule ci-dessous sera versé au BENEFICIAIRE par le PRENEUR, le dixième jour du mois anniversaire de l'entrée en vigueur du Bail initial (octobre)(ou si le dixième jour est un jour férié, le premier jour ouvrable qui suit) au compte BE13 0910 0107 7739 ouvert au nom de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue Etterbeek.

Formule d'indexation :

loyer initial x indice sante (tableau 2013) du mois de septembre
Indice santé (tableau 2013) de octobre 2020 (index de référence)

1.2 Le BAILLEUR s'engage à transférer 9 mois de loyer (6.000€), payé par le PRENEUR au BAILLEUR, vers le BENEFICIAIRE dans le mois suivant la signature du présent avenant au Contrat de Bail.

Article 2 - Enregistrement

Le Preneur s'engage à faire enregistrer cet Avenant 1 au Contrat de Bail. Tous les frais, droits et éventuelles amendes en rapport avec l'enregistrement de cet Avenant 1 sont à charge du Preneur.

Article 3 – Dispositions finales

3.1 Proximus ne peut ni traiter ni communiquer les données personnelles du propriétaire à des tiers sauf en cas de nécessité dans le cadre d'obligations contractuelles et légales. Pour plus d'information concernant la gestion des données privées par Proximus, nous nous référons à la politique de confidentialité de Proximus qui est disponible sur www.proximus.be/privacy.

3.2 Les PARTIES s'engage à ne divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, le contrat de bail, ses annexes et avenants et à garantir la confidentialité du contrat de bail, ses annexes et addenda, à moins que cela ne soit nécessaire dans le cadre de l'exécution devant les tribunaux ou des autorités administratives.

3.3 Sauf disposition contraire dans le présent avenant du contrat de bail, toutes les dispositions du Contrat de bail s'appliquent.

Fait à **Bruxelles** , le, en trois exemplaires dont l'un est destiné au Receveur de l'Enregistrement.

BAILLEUR :

BENEFICIAIRE :

Par ordonnance :

Annick PETIT
Secrétaire Communale Bourgmestre

Vincent DE WOLF

Fernand SCHMETZ
Président de la Fabrique d'Eglise

PRENEUR :

Wim Wiercx
Domain Manager INVESTMENT

**Gemeentelijke Patrimonium – Sint-Antoniuserk Sint-Antoonplein 1 in 1040 Etterbeek –
Mobile telecommunicatiestation Proximus – Huurovereenkomst 02CHS : Aanhangsel nr. 1 –**

Goedkeuring.

De gemeenteraad,

Gelet op de huurovereenkomst tussen de nv Proximus en de gemeente Etterbeek (referentie 02CHS) die op 30.10.2020 is ondertekend en betrekking heeft op de huur van een oppervlakte van ongeveer 40 m², gelegen in de Sint-Antoniuskerk, Sint-Antoonplein 1 in 1040 Etterbeek, kadastraal perceel nr. Etterbeek, 2, Div, sectie B/3, 87B; dat deze oppervlakte wordt gebruikt voor de installatie, het onderhoud en de exploitatie van apparatuur voor mobiele communicatie;

Overwegende dat deze huurovereenkomst met een duur van 9 jaar, verlengbaar met opeenvolgende periodes van 6 jaar, voorziet in een jaarlijkse huur van 8.000,00 euro (te indexeren) die sinds 01.11.2022 aan de gemeente wordt betaald;

Gelet op de ordonnantie betreffende het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen van 10.12.2021 waarbij het mechanisme van subsidies door de gemeenten werd afgeschaft en het Gewest met deze financiering werd belast in geval van ontoereikende middelen van de kerkfabriek;

Overwegende dat, hoewel de datum van inwerkingtreding van bovengenoemde ordonnantie was vastgesteld op 01.01.2022, de regels betreffende de financiering echter pas op 01.01.2023 in werking konden treden om de bestaande gemeenschappen de materiële tijd te geven om hun begrotingen aan de nieuwe regelgeving aan te passen; met andere woorden, de door de gemeenten gefinancierde inrichtingen moesten dat ook in het begrotingsjaar 2022 blijven;

Overwegende dat artikel 28 1° b) van de ordonnantie die bepaalt dat de ontvangsten van de kerkfabriek bestaan uit “de ontvangsten die voortvloeien uit de goederen die door de instelling beheerd worden, en met name (...) de inkomsten die gegenereerd worden door de verleende rechten op het geheel of een deel van het gebouw dat voor de uitoefening van de eredienst bestemd is” een van die financiële maatregelen is die in werking treedt op 01.01.2023;

Overwegende dat de partijen de huidige overeenkomst niet wensen te beëindigen maar de betalingsmodaliteit moeten wijzigen; dat deze huur voortaan op de bankrekening van de kerkfabriek Sint-Anonius-van-Padua zal worden gestort zodat deze laatste de inkomsten kan innen die artikel 28 1°b van de ordonnantie van 21.12.2021 haar toekent;

Overwegende dat de jaarlijkse huur voor de periode van 01.11.2022 tot en met 30.09.2023, ofwel 7.333,33 euro (8.000,00 euro / 12 maanden X 11 maanden) werd gestort door de nv Proximus op 10.11.2022 op de rekening van de Regie van Grondbeleid;

Overwegende dat het aanhangsel bij de huurovereenkomst voorziet dat de gemeente zich ertoe verbindt om, binnen de maand volgend op de ondertekening van dit aanhangsel, de som van 6.000,00 euro (ofwel 9/12e van de huur die werd gestort door de nv Proximus aan de gemeente - Huur van 01.01.2023 tot en met 30.09.2023) aan de kerkfabriek van Sint-Antonius-van-Padua over te maken;

BESLIST om het onderstaande aanhangsel bij de huurovereenkomst goed te keuren, die de wijziging met betrekking tot de betaling van de huur bevat:

AANHANGSEL 1 BIJ DE HUUROVERENEKOMST: 02CHS

Tussen, enerzijds,

**De gemeente Etterbeek,
Met maatschappelijke zetel Kazernenlaan 31,
1040 Etterbeek**

Btw BE 0207.365.610

Hier vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris,

hierna “de VERHUURDER” genoemd,

De kerkfabriek van Sint-Antonijs-van-Padua

De Haerestraat 194

1040 Etterbeek

KBO: 0211.179.391.

hier vertegenwoordigd door de heer Fernand Schmetz, voorzitter,

hierna “de BEGUNSTIGDE” genoemd,

en anderzijds:

Proximus nv van publiek recht

gevestigd te

Koning Albert II-laan 27

1030 Brussel

Btw BE 0202.239.951 Rechtspersonenregister Brussel

hier vertegenwoordigd door

De heer Wim Wiercx, Domain Manager INVESTMENT

hierna “de HUURDER” genoemd,

de HUURDER, de VERHUURDER en de BEGUNSTIGDE worden samen de PARTIJEN genoemd.

Overwegende dat:

- De HUURDER en de VERHUURDER een huurovereenkomst, met referentie 02CHS, hebben gesloten op 30/10/2020, die betrekking heeft op de huur van een oppervlakte van ongeveer 40 m² (“de oppervlakte”), gelegen in de **Sint-Antonijskerk, Sint-Antoonplein 1 in 1040 Etterbeek, kadastraal perceel nr. Etterbeek, 2, Div, sectie B/3, 87B** (“de huurovereenkomst”). De huurovereenkomst werd geregistreerd in My Rent op 24/12/2020 met de referentie 2020G2462000000001855219.

- Deze oppervlakte wordt gebruikt voor de installatie, het onderhoud en de exploitatie van apparatuur voor mobiele communicatie.

- Tot nu toe werden de door de gemeente geïnde huurprijzen van de huurovereenkomst 02CHS aan de kerkfabriek teruggegeven via een mechanisme van subsidies van de eredienstplaatsen ten laste van de gemeente, maar naar aanleiding van de **ordonnantie betreffende het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen**, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 23.12.2021, verdwijnt het mechanisme van subsidies ten laste van de gemeenten vanaf 01.01.2023.

- Op grond van artikel 28 1° b van de **ordonnantie betreffende het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen** bestaan de ontvangsten van de kerkfabriek met name uit de ontvangsten in verband met de installatie van een telecommunicatieterminal/antenne.

Werd overeengekomen en aanvaard wat volgt:

Artikel 1 : Huurprijs

1.1 Vanaf 01/01/2023 wordt de jaarlijkse huurprijs van 8.000,00 euro + index volgens onderstaande formule gestort aan de BEGUNSTIGDE door de HUURDER, op de tiende dag van de verjaardagsmaand van de inwerkingtreding van de initiële huurovereenkomst (oktober) (of indien de tiende dag een feestdag is, op de eerstvolgende werkdag) op de rekening BE13 0910 0107 7739 geopend op naam van de kerkfabriek van Sint-Antonius-van-Padua Etterbeek.

Indexatieformule:

initiële huurprijs x gezondheidsindex (tabel 2013) van de maand september
Gezondheidsindex (tabel 2013) van oktober 2020 (referentie-index)

1.2 De VERHUURDER verbindt zich ertoe 9 maanden huur (6.000 euro), betaald door de HUURDER aan de VERHUURDER, over te maken aan de BEGUNSTIGDE binnen de maand volgend op de ondertekening van dit aanhangsel bij de huurovereenkomst.

Artikel 2 : Registratie

De huurder verbindt zich ertoe dit aanhangsel 1 bij de huurovereenkomst te laten registreren. Alle kosten, rechten en eventuele boetes in verband met de registratie van dit aanhangsel 1 zijn voor rekening van de huurder.

Artikel 3 : Financiële bepalingen

3.1 Proximus mag de persoonsgegevens van de eigenaar niet verwerken of meedelen aan derden, behalve wanneer dit noodzakelijk is in het kader van contractuele en wettelijke verplichtingen. Voor meer informatie over het beheer van persoonsgegevens door Proximus verwijzen wij naar het privacybeleid van Proximus dat beschikbaar is op www.proximus.be/privacy.

3.2 De PARTIJEN verbinden zich ertoe de huurovereenkomst, haar bijlagen en aanhangsels op geen enkele wijze aan derden bekend te maken en de vertrouwelijkheid van de huurovereenkomst, haar bijlagen en aanhangsels te waarborgen, tenzij dit noodzakelijk is in het kader van de tenuitvoerlegging voor de rechtbanken of de administratieve autoriteiten.

3.3 Tenzij in dit aanhangsel bij de huurovereenkomst anders is bepaald, zijn alle bepalingen van de huurovereenkomst van toepassing.

Opgemaakt in Brussel op in drie exemplaren waarvan een is bestemd voor de ontvanger van de registratie.

VERHUURDER:

BEGUNSTIGDE:

In opdracht:

Annick PETIT

De gemeentesecretaris

Vincent DE WOLF

De burgemeester

Fernand SCHMETZ

Voorzitter van de kerkfabriek

HUURDER:

Wim Wiercx

Domain Manager INVESTMENT

11 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 16/01/2023.

Objet : Entretien, maintenance et débouchage de réseaux d'égout et de conduites d'évacuation d'eau usée d'immeubles gérés par le service de la Régie Foncière - Exercice 2023 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 € (HTVA) – 26.500,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

Date : 16/01/2023.

Objet : Etats des lieux d'entrée et de sortie des logements gérés par la Régie Foncière - Exercice 2023 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 20.000,00 € (HTVA) – 24.200,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

Date : 16/01/2023.

Objet : Certificats PEB pour les logements gérés par le service de la Régie Foncière - Exercice 2023 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 6.611,57 € (HTVA) – 8.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

Date : 16/01/2023.

Objet : Fourniture et livraison de sacs de sel AXAL en conditionnement de 15 kg - Exercice 2023 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 4.132,23 € (HTVA) – 5.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

Date : 16/01/2023.

Objet : Fourniture de lattes de sol étanches à l'eau à cliquer, de lames de sol vinyles à clipser et de contre-plinthes en bois - Exercice 2023 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 10.330,57 € (HTVA) – 12.499,99 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16/01/2023 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 16/01/2023.

Onderwerp : Onderhoud en ontstopping van de rioolstelsels en de afvoerleidingen van het afvalwater van de gebouwen beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid - Dienstjaar 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 25.000,00 € (EXCL. BTW) – 26.500,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/01/2023.

Onderwerp: In- en uitredende plaatsbeschrijvingen van de woningen beheerd door de Regie van Grondbeleid - Dienstjaar 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 20.000,00 € (EXCL. BTW) – 24.200,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 612.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/01/2023.

Onderwerp: EPB Certificaten voor de woningen beheerd door de Regie van Grondbeleid - Dienstjaar 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 6.611,57 € (EXCL. BTW) – 8.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 612.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

Date : 16/01/2023.

Onderwerp: Levering van AXAL zoutzakken in 15 kg verpakking - Dienstjaar 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 4.132,23 € (EXCL. BTW) – 5.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/01/2023.

Onderwerp: Levering van ineen te schuiven waterdichte vloerplanken, ineen te schuiven vinyl parketstroken en overzetplinten in hout - Dienstjaar 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 10.330,57 € (EXCL. BTW) – 12.499,99 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 16/01/2023 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

Coordination du plan propreté - Coördinatie van het netheidsplan

12 Convention de collaboration avec l'ULB relative au projet « BruClean » (Appel Experimental platform – Innoviris – 2022)

Le Conseil communal,

Considérant l'information portée à la connaissance du Collège lors de sa séance du 30.01.2023, concernant un partenariat entre la commune d'Etterbeek et l'ULB/Solvay Business School, visant à introduire un dossier de candidature pour bénéficier d'un subside régional Innoviris dans le cadre du programme « Experimental Platform » (EPF) ayant pour objet principal de produire un outil d'analyse d'impact de dispositifs et de campagnes d'amélioration de la propreté publique ;

Considérant la nécessité de clarifier les termes de cette collaboration au travers d'une convention entre la commune d'Etterbeek et l'Université libre de Bruxelles, notamment pour clarifier les responsabilités en termes de coordination, de notifications, de confidentialité mais aussi de publication des données partagées dans le cadre de cette collaboration ;

DECIDE d'approuver la Convention de collaboration avec l'ULB relative au projet « BruClean » (Appel Experimental platform – Innoviris – 2022) :

CONVENTION DE COLLABORATION

Projet « BruClean »

Appel Experimental Platform - Innoviris – 2022

ENTRE

La commune d'Etterbeek, administration communale, enregistrée sous le numéro d'entreprise BE0207.365.610 et ayant son siège social situé avenue des Casernes 31/1 à 1040 Etterbeek, dûment représentée par Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Madame Annick Petit, Secrétaire communale,

Ci-après dénommé « la commune d'Etterbeek »,

ET

L'Université libre de Bruxelles, établissement d'enseignement et de recherche à qui la personnalité juridique a été conférée par la loi du 12 août 1911 modifiée par la loi du 28 mai 1970, enregistrée

sous le numéro d'entreprise 0 407 626 464 et dont le siège est établi à Avenue Franklin Roosevelt, 50, 1050 Bruxelles, ici représentée par M. Daniele Carati, Directeur du Département Recherche en vertu de la délégation de pouvoir et de signature accordée par le Conseil Académique, en présence de Micael Castanheira, Directeur de recherche F.N.R.S., et de Vincent Mabillard, Professeur Ci-après dénommée « l'ULB »,

Ci-après dénommées conjointement les « Parties » et individuellement, la « Partie ».

PREAMBULE

Le programme Experimental Platforms a vocation de permettre à des innovateurs (entreprises, services publics, secteur associatif, centres de recherches) de tester dans un environnement réel un dispositif innovant. Celui-ci peut être un nouveau produit ou service, un système technique, une nouvelle forme d'organisation, un nouveau processus de fabrication... du moment qu'il permette de contribuer à faire évoluer durablement son écosystème, et par extension d'en faire profiter les utilisateurs bruxellois.

Dans le cadre de cet appel à projets Experimental Platform de la Région de Bruxelles-Capitale, les Parties ont proposé un projet de recherche intitulé « Brussels, Cleanpital of Europe : Developing a Smart Tool to Reduce Littering », « BruClean » tel que décrit dans le formulaire de soumission présenté à la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après, le "Projet").

Un contrat visant à arrêter et à préciser les conditions auxquelles un subside est octroyé et restera acquis aux bénéficiaires sera conclu entre les Parties et la Région de Bruxelles-Capitale après acceptation du Projet par la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après « Contrat RBC »).

Par la présente convention de collaboration (ci-après « Convention »), les Parties souhaitent préciser, dans le respect des dispositions du Contrat RBC, le régime de propriété des Résultats générés dans le cadre du Projet, les dispositions relatives à leur valorisation, le régime de confidentialité applicable aux échanges d'informations à intervenir entre elles dans ce cadre, ainsi que leurs responsabilités respectives.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Définitions

Les termes ci-dessous, chaque fois qu'ils seront utilisés dans la présente Convention, auront la signification suivante :

Affilié désigne toute entité qui, directement ou indirectement, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec une Partie à la présente Convention ; le terme « contrôle » tel qu'il est utilisé dans les présentes désigne la possession du pouvoir de diriger ou de diriger la direction et les politiques d'une entité, que ce soit par la propriété de la majorité des titres avec droit de vote en circulation ou par contrat ou autrement.

Connaissances antérieurement acquises signifie l'ensemble des connaissances englobant toutes données, méthodes et/ou informations sous quelques formes que ce soit, incluant tous les droits de propriété intellectuelle et du savoir-faire qui sont (i) détenues par une Partie avant la signature de la présente Convention ou développées par une Partie après la signature de la présente Convention mais indépendamment de l'exécution du Projet, et (ii) nécessaires pour mener l'exécution du Projet.

Coordinateur signifie la Partie qui assurera la coordination scientifique et administrative du Projet en ce compris, les relations avec la Région de Bruxelles-Capitale. Les Coordinateurs de ce Projet sont Micael Castanheira (ULB) et Vincent Mabillard (ULB).

Résultats signifie l'ensemble des résultats, brevetables ou non, tangibles ou intangibles, sous quelques

formes que ce soit, tels que les données et informations, y compris les droits de propriété intellectuelle, qui seront obtenus et générés au fur et à mesure du Projet par les Parties.

Résultats communs signifie les Résultats générés par au moins deux Parties conjointement dans le cadre du Projet et pour lesquels la contribution respective de ces Parties ne peut pas être déterminée avec certitude et/ou que ces Résultats sont indissociables en termes de protection intellectuelle et/ou de valorisation.

Résultats propres signifie les Résultats développés par une Partie indépendamment des autres Parties.

Article 2 - Objet

La présente Convention vise à organiser le Projet entre les Parties, à préciser la répartition des droits sur les Résultats qui naîtront de leur collaboration dans le cadre du Projet, le régime de confidentialité applicable aux échanges d'informations à intervenir dans ce cadre ainsi que leurs responsabilités respectives.

Article 3 - Organisation du Projet

3.1. Les Parties feront leurs meilleurs efforts pour exécuter le Projet conformément aux termes de la présente Convention et du Contrat RBC.

3.2. Le Coordinateur agira comme point de contact principal avec la Région de Bruxelles-Capitale et sera responsable de la coordination interne du Projet.

3.3. Le Coordinateur sera tenu de remettre un rapport d'activités à la Région de Bruxelles-Capitale suivant un calendrier défini dans le Contrat RBC. Ce rapport présentera entre autres les actions entreprises, les difficultés éventuelles, les Résultats acquis et l'état d'avancement de la valorisation des Résultats. Les Parties s'engagent à communiquer au Coordinateur les informations nécessaires à l'établissement de ce rapport au plus tard quinze (15) jours avant la date de remise de ce rapport à la Région de Bruxelles-Capitale.

3.4. Les Parties se réuniront périodiquement aux échéances prévues par le Contrat RBC (ou à défaut d'échéances, autant de fois que nécessaire pour l'exécution du Projet) afin de s'informer sur l'état d'avancement du Projet, de se communiquer tous les Résultats obtenus au cours de l'exécution du Projet et de déterminer les modalités de publications communes. Le cas échéant, un observateur de la Région de Bruxelles-Capitale assistera aux réunions.

Article 4 - Propriété, utilisation et exploitation commerciale des Connaissances antérieurement acquises et des Résultats

Connaissances antérieurement acquises

4.1. Propriété des Connaissances antérieurement acquises. Chaque Partie conservera la propriété exclusive de ses Connaissances antérieurement acquises.

4.2. Utilisation des Connaissances antérieurement acquises. Chaque Partie accepte de mettre gratuitement ses Connaissances antérieurement acquises à la disposition des autres Parties dans la mesure strictement nécessaire à l'accomplissement du Projet. Chaque Partie s'engage à garder les Connaissances antérieurement acquises des autres Parties comme strictement confidentielles, conformément à l'article 5 de la présente Convention. Chaque Partie s'engage à n'utiliser les Connaissances antérieurement acquises dont elle n'est pas propriétaire qu'aux fins de l'exécution du Projet.

4.3. Exploitation commerciale des Connaissances antérieurement acquises. Aucune des Parties ne peut faire d'exploitation commerciale directe ou indirecte des Connaissances antérieurement acquises d'une autre Partie sans son accord formel, écrit et préalable.

Résultats

4.4. Propriété des Résultats propres. Chaque Partie demeure seule propriétaire de ses Résultats propres. Par conséquent, chaque Partie peut librement décider de protéger ses Résultats propres par brevet ou tout autre titre de propriété intellectuelle

4.5. Propriété des Résultats communs. Les Résultats communs sont déclarés la propriété commune des Parties ayant contribué auxdits Résultats communs.

Dans ce cas les Parties conviendront entre elles d'un règlement de copropriété dans un délai de maximum six (6) mois à compter de la fin du Projet, à moins qu'une demande de brevet conjointe ne soit déposée sur les Résultats communs auquel cas, le règlement de copropriété devra être conclu préférentiellement avant le dépôt de la demande de brevet conjointe ou au plus tard, dans un délai de maximum trois (3) mois à compter de la date du dépôt conjoint de la demande de brevet prioritaire correspondante.

Ce règlement de copropriété déterminera, notamment, les modalités de protection et d'exploitation commerciale de ces Résultats communs et la désignation des inventeurs. Ces modalités, notamment financières, de dépôt et d'entretien d'éventuels brevets déposés sur les Résultats communs, la répartition des revenus issus de l'exploitation Commerciale de ces Résultats communs seront en tout état de cause déterminées d'une façon qui reflète de manière appropriée les contributions inventives respectives des Parties dans ces Résultats communs.

4.6. Utilisation des Résultats. Chaque Partie peut librement utiliser ses Résultats propres sans devoir obtenir l'accord préalable des autres Parties. Chaque Partie communiquera à l'ensemble des autres Parties tous les Résultats obtenus au cours de l'exécution du Projet. Les Parties qui ne sont pas propriétaires ou copropriétaires de tels Résultats s'engagent à garder ceux-ci strictement confidentiels, conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente Convention et s'engagent à n'utiliser les Résultats dont elles ne sont pas propriétaires ou copropriétaires qu'aux fins d'exécution du Projet et de recherche interne (non collaborative) et d'enseignement.

4.7. Exploitation commerciale des Résultats propres. Chaque Partie peut librement exploiter commercialement ses Résultats propres sans devoir obtenir l'accord préalable des autres Parties. Chaque Partie s'engage à ne faire aucune exploitation commerciale directe ou indirecte des Résultats propres d'une autre Partie sans son accord formel, écrit et préalable.

4.8. Exploitation commerciale des Résultats communs. A défaut de conclusion du règlement de copropriété mentionné à l'article 4.5 ci-dessus, toute exploitation commerciale des Résultats communs par une ou plusieurs des Parties copropriétaires ne pourra intervenir que moyennant l'accord écrit et préalable de l'autre copropriétaire et, le cas échéant, la conclusion d'une licence sur la part de copropriété de l'autre copropriétaire. Chaque Partie s'engage à ne faire aucune exploitation commerciale des Résultats communs sans avoir obtenu l'accord formel, écrit et préalable de toutes les Parties copropriétaires.

4.9. Règlementation de l'Union Européenne en matière d'aides d'Etat. Dans le cadre de l'exécution du Projet et de l'exploitation commerciale des Résultats, les Parties s'engagent à respecter la législation de l'Union Européenne en matière d'Aides d'Etat et, plus précisément, l'article 2.2.2 de la Communication de la Commission européenne relative à l'encadrement des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation du 27 Juin 2014 (2014/C 198/01).

Article 5 - Confidentialité et publication

5.1. Confidentialité. Chaque Partie s'engage, pendant toute la durée de la présente Convention et pendant une période de cinq (5) ans après son expiration, à n'utiliser que pour l'exécution du Projet, à

garder confidentielles et à ne pas divulguer à des tiers, sans l'autorisation formelle et préalable de la Partie qui divulgue ces informations, toutes les informations, de quelque nature que ce soit, qui auront été communiquées par cette Partie divulgatrice dans le cadre du Projet et qui ont été expressément marquées comme « confidentielles » par la Partie divulgatrice au moment de la divulgation (ci-après les « Informations confidentielles »).

Les Informations Confidentielles comprennent également les informations qui sont divulguées oralement par la Partie divulgatrice et qui ont été résumées par écrit dans les dix (10) jours ouvrables (à condition que pendant cette période, les informations divulguées soient considérées comme des Informations Confidentielles).

Pour éviter tout doute, les Connaissances antérieurement acquises et les Résultats de chaque Partie seront considérés comme des Informations Confidentielles.

Ne sont pas confidentielles, les informations qui :

- sont ou deviennent généralement disponibles pour le public lors de leur publication ou ultérieurement, autrement que par une faute ou une négligence de la Partie qui les reçoit ;
- sont obtenues de manière licite d'un tiers non soumis à une obligation de confidentialité;
- sont connues préalablement à leur transmission par la Partie qui les reçoit du fait de ses propres études, à charge pour cette dernière d'en apporter la preuve;
- sont propres aux Parties et rendues publiques par les Parties elles-mêmes ;
- doivent être divulguées par la loi, la réglementation ou une juridiction compétente, mais uniquement dans la mesure de cette exigence et à condition que la Partie qui les reçoit, dans la mesure permise par la loi applicable, donne à la Partie divulgatrice un préavis avant de procéder à une telle divulgation afin de donner à la Partie divulgatrice une possibilité raisonnable de s'opposer à et d'obtenir une ordonnance de protection ou une autre mesure appropriée concernant une telle divulgation à ses propres frais.

La Partie qui invoque une de ces exceptions devra en apporter la preuve. Cependant, ces exceptions ne s'appliqueront pas aux Informations Confidentielles résultant d'une combinaison d'informations spécifiques contenant des informations tombées dans le domaine public ou en possession de la Partie qui les reçoit, à condition que cette combinaison soit confidentielle.

La Partie qui les reçoit se réserve le droit de divulguer ces Informations Confidentielles à son personnel, ses employés, Affiliés et ses consultants comme cela est raisonnablement requis pour l'exécution du Projet et uniquement et exclusivement sur la base du principe du « besoin d'en connaître ». Toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour garantir que les dirigeants, employés, Affiliés ou consultants auxquels des Informations Confidentielles sont divulguées soient liés par des obligations de confidentialité et de non-utilisation au moins aussi restrictives que celles contenues dans la présente Convention.

Les obligations de confidentialité du présent Article s'appliqueront également de manière rétroactive aux Parties pour toutes les informations confidentielles échangées par les Parties lors de la période du montage du Projet.

5.2. Communication et/ou publication des Résultats propres. Chaque Partie peut librement communiquer et/ou publier sur les Résultats propres dont elle est l'unique propriétaire sans devoir obtenir l'accord préalable des autres Parties. Les Résultats propres d'une Partie ne pourront faire l'objet de communications et/ou publications par une autre Partie sans l'accord formel, écrit et préalable de la Partie propriétaire.

5.3. Communication et/ou publication des Résultats communs. Les Résultats communs issus du Projet pourront faire l'objet de communications et/ou publications après acceptation écrite des Parties copropriétaires sur le fond et la forme de ces communications et/ou publications. Celles-ci s'engagent

à notifier leur accord ou leurs observations quant à la communication et/ou publication projetée dans les trente (30) jour de la réception de la demande. En l'absence de réaction de la Partie dont l'accord est requis dans ce délai, son consentement sera réputé acquis.

La Partie recevant la demande de communication et/ou publication pourra demander l'introduction de certaines modifications et/ou suppressions dans le texte dont la communication et/ou publication est envisagée si celle-ci (i) contient tout ou partie de ses informations confidentielles ou (ii) si elle souhaite protéger tout ou partie des informations contenues dans la communication et/ou publication par brevet.

Toute suppression ou modification de la communication et/ou publication projetée devra toutefois être dûment motivée et ne pourra porter atteinte à sa valeur scientifique.

La Partie recevant la demande de communication et/ou publication pourra également retarder la communication et/ou publication envisagée pour une durée maximale de nonante (90) jours calendrier à compter de la réception de la demande, dans l'hypothèse où elle désire protéger par brevet tout ou partie des informations contenues dans la communication et/ou publication.

5.4. Toutes publications et communications portant sur les Résultats du Projet feront état de la participation des Parties à la réalisation du Projet.

5.5. Les dispositions qui précèdent ne pourront, en aucun cas, porter préjudice au droit de publication et de défense de toute éventuelle thèse de doctorat, de mémoire ou d'agrégation portant sur tout ou partie des Résultats étant entendu que les Parties se mettront d'accord sur les mesures de protection des informations à adopter et ce, dans le respect des législations et réglementations universitaires en vigueur.

Article 6 - Responsabilités et assurances

6.1. Chaque Partie est responsable de la réalisation des tâches qui lui sont attribuées dans le cadre du Projet. Chaque Partie s'engage à mettre en œuvre tous efforts raisonnables pour faire aboutir le Projet sans toutefois garantir ce résultat.

6.2. Chaque Partie s'engage à mettre en œuvre tous efforts raisonnables, eu égard à la déontologie scientifique, pour vérifier l'exactitude des Résultats et/ou informations qu'elle transmet à l'autre Partie dans le cadre du Projet.

La Partie ayant remis ces Résultats et/ou informations ne pourra cependant en aucun cas être tenue responsable d'un éventuel dommage subi par une autre Partie ou un tiers du fait de l'utilisation qui sera faite de ces Résultats et/ou informations.

6.3. Le Coordinateur ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'inexécution par les autres Parties des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention et/ou du Contrat RBC.

6.4. Dans le cadre d'un détachement de personnel d'une des Parties au sein d'une autre Partie, cette Partie s'engage à couvrir par des contrats « responsabilité civile » et « accidents corporels » les risques encourus par son personnel pendant l'exécution de la présente Convention et sur le trajet du détachement. Le personnel de la Partie concernée sera directement rémunéré par celle-ci et demeurera sous son autorité exclusive.

Article 7 - Durée

7.1. Entrée en vigueur – Expiration. La présente Convention entre en vigueur à la date du 20/03/2023 et est conclue pour une durée identique à celle du Contrat RBC et, à défaut de mention de cette durée dans le Contrat RBC, pour la durée d'exécution du Projet par les Parties.

7.2. Condition résolutoire. En cas de refus du Projet par la Région de Bruxelles-Capitale, la présente Convention sera automatiquement résolue à la date de communication de ce refus aux Parties.

7.3. En cas de résiliation ou expiration de la présente Convention pour quelque raison que ce soit, les articles 4, 5, 6 et 8 resteront d'application.

Article 8 - Litiges

8.1. La présente Convention est soumise au droit belge, sans faire application de ses règles de conflit de lois.

8.2. Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tous différends qui surgiraient entre elles à l'occasion de la présente Convention. Un comité de conciliation constitué d'un représentant légal de chacune des Parties sera saisi.

8.3. En cas de désaccord persistant, le litige sera soumis exclusivement aux juridictions de Bruxelles

Article 9 - Données à caractère personnel

Les Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données – Règlement général sur la protection des données – et les dispositions de la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Dans le cadre de la présente Convention, les Parties pourront être amenées à partager des données personnelles relatives aux individus impliqués dans la collaboration, telles que: nom, prénom, fonction, téléphone professionnel, adresse courrier et email («Informations de contact professionnelles»). Ces traitements seront réalisés par chaque partie en qualité de Responsable du traitement indépendant et pour des finalités strictement administratives et légales nécessaires pour la mise en œuvre de la présente Convention.

Si le traitement de données à caractère personnel autres que ces Informations de contact professionnelles est nécessaire à la mise en œuvre de la présente Convention, les parties s'engagent à conclure un Accord de traitement des données à caractère personnel déterminant les droits et obligations de chaque partie en matière de protection des données. Cet Accord sera annexé à la présente Convention et en fera partie intégrante. En cas de conflit entre les clauses de la présente Convention et de l'Accord de traitement des données, l'Accord primera pour toutes les questions de protection des données à caractère personnel.

Article 10 - Clauses diverses

10.1. Contradictions. En cas de contradiction entre les dispositions de la présente Convention et le Contrat RBC, les dispositions de ce dernier prévaudront.

10.2. Séparabilité des clauses. Si une ou plusieurs stipulations de la présente Convention étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderaient toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature de la présente Convention.

10.3. Modifications. Les Parties devront constater toute modification de la Convention et/ou de ses annexes par un avenant formel, écrit et signé par les représentants des Parties.

10.4. Notifications. Toute notification en exécution de la présente Convention sera faite par écrit et envoyée par pli recommandé ou par e-mail avec accusé de réception à l'adresse de la Partie

destinataire, tels qu'indiquée ci-dessous :

Pour l'ULB, la notification sera adressée à Micael Castanheira, Université libre de Bruxelles, Faculté Solvay Brussels School - E.M., CP 114/04, Avenue F.D. Roosevelt, 50 à 1050 Bruxelles.
E-mail : micael.castanheira@ulb.be

Pour l'ULB, la notification sera adressée au Directeur du Département Recherche, Université libre de Bruxelles, CP 161, Av. F.D. Roosevelt 50 à 1050 Bruxelles.
Email : Daniele.Carati@ulb.be

Pour la Commune d'Etterbeek, la notification sera adressée à Cédric De Myttenaere, Service Coordination du Plan Propreté, 31/1 avenue des Casernes, à 1040 Etterbeek.
E-mail : cedric.demyttenaere@etterbeek.brussels

10.5. La présente Convention peut également être signée sous forme électronique par chaque Partie en utilisant une signature électronique authentifiée. Un accord signé électroniquement sera considéré comme juridiquement aussi efficace qu'un accord avec les signatures originales. Les Parties garantissent que les personnes signataires de la présente Convention sont autorisées à signer pour l'organisme qu'elles représentent.

Fait à Bruxelles, le 20/03/2023, en autant d'originaux que de Parties, chacune reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la Commune d'Etterbeek,

Par Ordonnance :

Annick Petit
Secrétaire communale

Vincent De Wolf
Bourgmestre

Pour l'Université libre de Bruxelles
Daniele Carati,
Directeur du Département Recherche

En présence de :
Micael Castanheira,
Directeur de recherche F.N.R.S.

Vincent Mabillard
Professeur

Samenwerkingsovereenkomst met de ULB in het kader van het project “BruClean” (Appel Experimental platform – Innoviris – 2022)

De gemeenteraad,

gelet op de informatie waarvan het college in kennis werd gesteld in zijn zitting van 30.01.2023 over een partnerschap tussen de gemeente Etterbeek en de ULB/Solvay Business School, met als doel een kandidatuur dossier in te dienen om in aanmerking te komen voor een gewestelijke subsidie van Innoviris in het kader van het programma “Experimental Platform” (EPF), met als hoofddoel het produceren van een instrument voor het analyseren van de impact van maatregelen en campagnes ter verbetering van de openbare netheid;

overwegende dat de voorwaarden van deze samenwerking moeten worden verduidelijkt door middel van een overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de Université libre de Bruxelles, met name om de verantwoordelijkheden op het gebied van coördinatie, kennisgevingen, vertrouwelijkheid en ook de publicatie van de in het kader van deze samenwerking gedeelde gegevens te verduidelijken;

BESLIST om de samenwerkingsovereenkomst met de ULB voor het project “BruClean” (Oproep Experimental Platform - Innoviris - 2022) goed te keuren:

SAMENWERKINGSOVEREENKOMST

Project “BruClean”

Oproep Experimental Platform - Innoviris - 2022

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, gemeentebestuur, geregistreerd onder het ondernemingsnummer BE0207.365.610 en met maatschappelijke zetel op de Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,
Hierna “de gemeente Etterbeek” genoemd,

EN

Université libre de Bruxelles, onderwijs- en onderzoeksinstituut waaraan rechtspersoonlijkheid werd toegekend door de wet van 12 augustus 1911, gewijzigd bij de wet van 28 mei 1970, geregistreerd onder het ondernemingsnummer 0 407 626 464 en met maatschappelijke zetel in Franklin Rooseveltlaan 50 in 1050 Brussel, hier vertegenwoordigd door de heer Daniele Carati, directeur van het onderzoeksdepartement op grond van de delegatie van bevoegdheid en ondertekening toegekend door de academische raad, in aanwezigheid van Micael Castanheira, onderzoeksdirecteur F.N.R.S, en Vincent Mabillard, professor
Hierna “ULB” genoemd;

Hierna samen “de partijen” en individueel “de partij” genoemd.

PREAMBULE

Het programma Experimental Platforms wil innovators (bedrijven, openbare diensten, verenigingen, onderzoekscentra) de mogelijkheid bieden om een innovatief instrument in een reële omgeving te testen. Dit kan een nieuw product of dienst zijn, een technisch systeem, een nieuwe organisatievorm, een nieuw productieproces, enz. zolang het bijdraagt tot de duurzame ontwikkeling van zijn ecosysteem, en bij uitbreiding tot het voordeel van de Brusselse gebruikers.

In het kader van deze projectoproep “Experimental Platform” van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben de partijen een onderzoeksproject voorgesteld met de naam “Brussels, Cleanpital of Europe: Developing a Smart Tool to Reduce Littering”, “BruClean”, zoals beschreven in het inschrijvingsformulier dat aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd voorgelegd (hierna het “project” genoemd).

Een contract met het oog op de stopzetting en de precisering van de voorwaarden waaronder een subsidie wordt toegekend aan de begunstigden en behouden blijft, zal worden gesloten tussen de partijen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest na de aanvaarding van het project door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna het “BHG-contract” genoemd).

Met deze samenwerkingsovereenkomst (hierna de "overeenkomst" genoemd) willen de partijen, in overeenstemming met de bepalingen van de BHG-overeenkomst, de eigendom van de in het kader van het project gegenereerde resultaten, de bepalingen met betrekking tot hun waardering, de vertrouwelijkheidsregeling die van toepassing is op de uitwisseling van informatie die binnen dit kader tussen de partijen moet worden uitgevoerd, alsmede hun respectieve verantwoordelijkheden, nader specificeren.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 - Definities

De onderstaande termen hebben, wanneer zij in dit verdrag worden gebruikt, de volgende betekenis:

Lid betekent elke entiteit die rechtstreeks controle heeft over, wordt gecontroleerd door of onder gemeenschappelijke controle staat met een partij bij deze Overeenkomst; de term “controle”, zoals hier gebruikt, betekent het bezit van de macht om de leiding en het beleid van een entiteit te sturen of te leiden, hetzij door eigendom van een meerderheid van de titels met stemrecht die in omloop zijn, hetzij bij overeenkomst of anders.

Onder eerder verworven kennis wordt verstaan alle kennis die alle gegevens, methoden en/of informatie in welke vorm dan ook omvat, met inbegrip van alle intellectuele-eigendomsrechten en knowhow die (i) eigendom zijn van een partij vóór de ondertekening van dit verdrag of die door een partij na de ondertekening van dit verdrag zijn ontwikkeld, maar onafhankelijk van de uitvoering van het project, en (ii) die noodzakelijk zijn om de uitvoering van het project uit te voeren.

Onder coördinator wordt verstaan de partij die zorgt voor de wetenschappelijke en administratieve coördinatie van het project, met inbegrip van de betrekkingen met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De coördinatoren van dit project zijn Micael Castanheira (ULB) en Vincent Mabillard (ULB).

Onder resultaten wordt verstaan alle al dan niet octrooieerbare, materiële of immateriële resultaten, in welke vorm dan ook, zoals gegevens en informatie, met inbegrip van intellectuele-eigendomsrechten, die worden verkregen en gegenereerd naarmate het project vordert.

Gezamenlijke resultaten: resultaten die door ten minste twee partijen gezamenlijk in het kader van het project zijn gegenereerd en waarvoor de respectieve bijdrage van deze partijen niet met zekerheid kan worden vastgesteld en/of dat deze resultaten onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn in termen van intellectuele bescherming en/of exploitatie.

Onder eigen resultaten wordt verstaan de resultaten die door een partij onafhankelijk van de andere partijen zijn ontwikkeld.

Artikel 2 - Doel

Deze overeenkomst heeft tot doel het project tussen de partijen te organiseren, de verdeling van de rechten op de resultaten die uit hun samenwerking in het kader van het project zullen voortvloeien, de vertrouwelijkheidsregeling die van toepassing is op de in dit verband uit te wisselen informatie en hun respectieve verantwoordelijkheden te specificeren.

Artikel 3 - Organisatie van het project

3.1. De partijen stellen alles in het werk om het project uit te voeren in overeenstemming met de voorwaarden van deze overeenkomst en het BHG-contract.

3.2. De coördinator fungeert als het belangrijkste contactpunt met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en is verantwoordelijk voor de interne coördinatie van het project.

3.3. De coördinator zal een activiteitenverslag moeten voorleggen aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest volgens een in het BHG-contract vastgelegd schema. In dit verslag worden onder andere de ondernomen acties, de ondervonden moeilijkheden, de behaalde resultaten en de vooruitgang bij de valorisatie van de resultaten gepresenteerd. De partijen verbinden zich ertoe de coördinator de

informatie te verstrekken die nodig is om dit verslag op te stellen, uiterlijk vijftien (15) dagen vóór de datum van indiening van dit verslag bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

3.4. De partijen komen periodiek bijeen op de in het BHG-contract vastgestelde tijdstippen (of, bij ontstentenis daarvan, zo vaak als nodig is voor de uitvoering van het project) om elkaar te informeren over de voortgang van het project, om elkaar alle tijdens de uitvoering van het project verkregen resultaten mee te delen en om de modaliteiten van de gezamenlijke publicaties vast te stellen. Indien nodig zal een waarnemer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de vergaderingen bijwonen.

Artikel 4 - Eigendom, gebruik en commerciële exploitatie van eerder verworven kennis en resultaten

Eerder verworven kennis

4.1. Eigendom van eerder verworven kennis. Elke partij behoudt de exclusieve eigendom van haar Voorkennis.

4.2. Gebruik van eerder verworven kennis. Elke partij verbindt zich ertoe haar Vooraf verworven kennis kosteloos ter beschikking te stellen van de andere partijen, voor zover dit strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van het project. Elke partij verbindt zich ertoe de eerder verworven kennis van de andere partijen als strikt vertrouwelijk te behandelen, in overeenstemming met artikel 5 van deze overeenkomst. Elke partij verbindt zich ertoe om eerder verworven kennis die niet het eigendom is van de partij, alleen te gebruiken voor de uitvoering van het project.

4.3. Commerciële exploitatie van eerder verworven kennis Geen van de partijen mag direct of indirect commercieel gebruik maken van kennis die eerder van een andere partij is verkregen zonder haar formele, schriftelijke en voorafgaande toestemming.

Resultaten

4.4. Eigendom van de eigen resultaten. Elke partij blijft de enige eigenaar van haar eigen resultaten. Daarom kan elke partij vrijelijk beslissen om haar eigen resultaten te beschermen door middel van octrooien of andere intellectuele eigendomsrechten.

4.5. Eigendom van de gezamenlijke resultaten. De gezamenlijke resultaten worden verklaard als gemeenschappelijk eigendom van de partijen die hebben bijgedragen aan de gezamenlijke resultaten.

In dit geval komen de partijen onderling een regeling van mede-eigendom overeen binnen een maximumtermijn van zes (6) maanden na afloop van het project, tenzij een gezamenlijke octrooiaanvraag wordt ingediend op de gezamenlijke resultaten, in welk geval de regeling van mede-eigendom bij voorkeur wordt afgesloten vóór de indiening van de gezamenlijke octrooiaanvraag of uiterlijk binnen een maximumtermijn van drie (3) maanden na de datum van gezamenlijke indiening van de overeenkomstige prioriteitsoctrooiaanvraag.

Dit reglement van mede-eigendom bepaalt met name de voorwaarden voor de bescherming en commerciële exploitatie van deze gemeenschappelijke resultaten en de aanwijzing van de uitvinders. Deze modaliteiten, met name de financiële modaliteiten, voor de indiening en handhaving van octrooien die op de gezamenlijke resultaten zijn ingediend, en de verdeling van de inkomsten uit de commerciële exploitatie van die gezamenlijke resultaten worden in elk geval vastgesteld op een wijze die de respectieve inventieve bijdragen van de partijen in die gezamenlijke resultaten op passende wijze weerspiegelt.

4.6. Gebruik van de resultaten. Elke partij mag haar eigen resultaten vrijelijk gebruiken zonder voorafgaande toestemming van de andere partijen. Elke partij deelt alle tijdens de uitvoering van het project verkregen resultaten mee aan alle andere partijen. Partijen die geen eigenaar of mede-eigenaar

van dergelijke resultaten zijn, verbinden zich ertoe deze strikt vertrouwelijk te behandelen, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 5 van deze overeenkomst en verbinden zich ertoe de resultaten waarvan zij niet de eigenaar of mede-eigenaar zijn, uitsluitend te gebruiken voor de uitvoering van het project en voor intern (niet-samenwerkend) onderzoek en onderwijs.

4.7. Commerciële exploitatie van eigen resultaten. Elke partij mag haar eigen resultaten vrijelijk commercieel exploiteren zonder voorafgaande toestemming van de andere partijen. Elke partij verbindt zich ertoe geen directe of indirecte commerciële exploitatie van de resultaten van een andere partij te maken zonder haar formele, schriftelijke en voorafgaande toestemming.

4.8. Commerciële exploitatie van de gezamenlijke resultaten. Indien de in artikel 4.5 bedoelde mede-eigendomsvereenkomst niet wordt gesloten, mag de commerciële exploitatie van de gezamenlijke resultaten door een of meer van de mede-eigenaren alleen plaatsvinden met de voorafgaande schriftelijke toestemming van de andere mede-eigenaar en, in voorkomend geval, met de sluiting van een licentie op het mede-eigendomsaandeel van de andere mede-eigenaar. Elke partij verbindt zich ertoe geen commercieel gebruik te maken van de gezamenlijke resultaten zonder de formele, schriftelijke en voorafgaande toestemming van alle mede-eigenaarspartijen.

4.9. Verordeningen van de Europese Unie inzake staatssteun. In het kader van de uitvoering van het project en de commerciële exploitatie van de resultaten verbinden de partijen zich ertoe de wetgeving van de Europese Unie inzake staatssteun na te leven, meer bepaald artikel 2.2.2 van de mededeling van de Europese Commissie betreffende de kaderregeling inzake staatssteun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie van 27 juni 2014 (2014/C 198/01).

Artikel 5 - Vertrouwelijkheid en publicatie

5.1. Vertrouwelijkheid. Elke partij verbindt zich ertoe om, tijdens de volledige duur van deze overeenkomst en gedurende een periode van vijf (5) jaar na het einde van de overeenkomst, alle informatie, van welke aard ook, die door deze bekendmakende partij in het kader van het project is medegedeeld en die uitdrukkelijk als “vertrouwelijk” werd gekenmerkt door de bekendmakende partij op het moment van de bekendmaking (hierna “vertrouwelijke informatie”), uitsluitend te gebruiken voor de uitvoering van het project, vertrouwelijk te houden en niet aan derden bekend te maken zonder de formele en voorafgaande toestemming van de bekendmakende partij.

Vertrouwelijke informatie omvat eveneens informatie die mondeling door de bekendmakende partij is meegedeeld en die binnen tien (10) werkdagen schriftelijk is samengevat (op voorwaarde dat tijdens die periode de bekendgemaakte informatie als vertrouwelijke informatie wordt beschouwd).

Om twijfel te voorkomen, worden de eerder verworven kennis en resultaten van elke partij als vertrouwelijke informatie beschouwd.

Wordt niet beschouwd als vertrouwelijk informatie die:

is of wordt algemeen beschikbaar voor het publiek bij de publicatie of later, anders dan door nalatigheid of schuld van de partij die het ontvangt;
rechtmatig is verkregen van een derde partij die niet gebonden is aan een geheimhoudingsplicht;
bekend is vóór de verzending ervan door de ontvangende partij als gevolg van haar eigen studies, waarbij deze laatste verantwoordelijk is voor het bewijs ervan;
specifiek is voor de partijen en door de partijen zelf openbaar wordt gemaakt.

informatie die krachtens de wet, regelgeving of bevoegde jurisdictie openbaar moet worden gemaakt, maar alleen in de mate van die eis en op voorwaarde dat de ontvangende partij, voor zover toegestaan door de toepasselijke wetgeving, de bekendmakende partij vooraf in kennis stelt van deze openbaarmaking met als doel de bekendmakende partij een redelijke mogelijkheid te geven om op eigen kosten bezwaar te maken tegen en een beschermingsbevel of een andere passende maatregel te

verkrijgen met betrekking tot deze openbaarmaking.

De partij die zich op een van deze uitzonderingen beroept, dient daarvan het bewijs te leveren. Deze uitzonderingen zijn echter niet van toepassing op vertrouwelijke informatie die het resultaat is van een combinatie van specifieke informatie met informatie die openbaar is of in het bezit is van de ontvangende Partij op voorwaarde dat deze combinatie vertrouwelijk is.

De ontvangende partij behoudt zich het recht voor deze vertrouwelijke informatie bekend te maken aan haar personeel, werknemers, leden en consultants, voor zover dit redelijkerwijs vereist is voor de uitvoering van het project en uitsluitend en alleen op basis van het “need to know”-principe. Alle redelijke maatregelen zullen worden genomen om ervoor te zorgen dat bestuurders, werknemers, leden of consultants aan wie vertrouwelijke informatie wordt bekendgemaakt, gebonden zijn door verplichtingen inzake vertrouwelijkheid en niet-gebruik die ten minste even beperkend zijn als die uit deze overeenkomst.

De vertrouwelijkheidsverplichtingen van dit artikel gelden ook met terugwerkende kracht voor de partijen ten aanzien van alle vertrouwelijke informatie die door de partijen tijdens de ontwikkelingsperiode van het project wordt uitgewisseld.

5.2. Communicatie en/of publicatie van eigen resultaten. Elke partij mag vrijelijk communiceren en/of publiceren over haar eigen resultaten waarvan zij de enige eigenaar is zonder de voorafgaande toestemming van de andere partijen. De eigen resultaten van een partij mogen niet worden gecommuniceerd en/of gepubliceerd door een andere partij zonder de formele, schriftelijke en voorafgaande toestemming van de partij die eigenaar is van de eigen resultaten.

5.3. Mededeling en/of publicatie van gezamenlijke resultaten. De gezamenlijke resultaten van het project kunnen het voorwerp uitmaken van mededelingen en/of publicaties na schriftelijke aanvaarding door de mede-eigenaarspartijen van de inhoud en de vorm van dergelijke mededelingen en/of publicaties. De partijen verbinden zich ertoe om binnen dertig (30) dagen na ontvangst van het verzoek hun instemming of opmerkingen over de voorgestelde mededeling en/of publicatie kenbaar te maken. Indien de partij waarvan de instemming binnen deze termijn vereist is, niet reageert, wordt haar instemming geacht te zijn gegeven.

De Partij die het verzoek om mededeling en/of publicatie ontvangt, kan verzoeken om bepaalde wijzigingen en/of doorhalingen in de tekst waarvan de mededeling en/of publicatie wordt overwogen, indien de mededeling en/of publicatie (i) geheel of gedeeltelijk vertrouwelijke informatie bevat of (ii) indien zij de informatie in de mededeling en/of publicatie geheel of gedeeltelijk door middel van een octrooi wenst te beschermen.

Elke schrapping of wijziging van de geplande mededeling en/of publicatie moet echter met redenen worden omkleed en mag geen afbreuk doen aan de wetenschappelijke waarde ervan.

De partij die het verzoek om mededeling en/of publicatie ontvangt, kan de geplande mededeling en/of publicatie ook tot maximaal negentig (90) kalenderdagen na ontvangst van het verzoek uitstellen, indien zij alle of een deel van de informatie in de mededeling en/of publicatie door middel van een octrooi wenst te beschermen.

5.4. In alle publicaties en mededelingen met betrekking tot de resultaten van het project wordt melding gemaakt van de deelname van de partijen aan de uitvoering van het project.

5.5. De voorgaande bepalingen doen op geen enkele wijze afbreuk aan het recht om een doctoraatsproefschrift, proefschrift of bundeling met betrekking tot het geheel of een deel van de resultaten te publiceren en te verdedigen, met dien verstande dat de partijen overeenkomen welke maatregelen ter bescherming van de informatie moeten worden genomen, met inachtneming van de

geldende universitaire wet- en regelgeving.

Artikel 6 - Verantwoordelijkheden en verzekering

6.1. Elke partij is verantwoordelijk voor de uitvoering van de taken die haar in het kader van het project zijn toegewezen. Elke partij verbindt zich ertoe alle redelijke inspanningen te leveren om het project tot een goed einde te brengen, zonder evenwel dit resultaat te garanderen.

6.2. Elke partij verbindt zich ertoe alle redelijke inspanningen te leveren, met inachtneming van de wetenschappelijke ethiek, om de juistheid van de resultaten en/of de informatie die zij in het kader van het project aan de andere partij verstrekt, te verifiëren.

De partij die deze resultaten en/of informatie heeft verstrekt, kan echter in geen geval aansprakelijk worden gesteld voor eventuele schade die een andere partij of derde partij lijdt als gevolg van het gebruik dat van deze resultaten en/of informatie zal worden gemaakt.

6.3. De Coördinator kan in geen geval aansprakelijk worden gesteld voor de niet-nakoming door de andere partijen van hun verplichtingen uit hoofde van de Overeenkomst en/of de BHG-overeenkomst.

6.4. In het kader van een detachering van personeel van een van de partijen naar een andere partij verbindt deze partij zich ertoe de risico's die haar personeel tijdens de uitvoering van deze overeenkomst en op weg naar de detachering loopt, te dekken door middel van contracten inzake "wettelijke aansprakelijkheid" en "letselschade". Het personeel van de betrokken partij wordt rechtstreeks door deze partij betaald en blijft onder haar exclusieve bevoegdheid.

Artikel 7 - Duur

7.1. Inwerkingtreding - Vervaldatum. Deze overeenkomst treedt in werking op 20/03/2023 en wordt aangegaan voor een termijn die identiek is aan die van de BHG-overeenkomst en, indien een dergelijke termijn niet in de BHG-overeenkomst wordt vermeld, voor de duur van de uitvoering van het project door de partijen.

7.2. Ontbindende voorwaarde. In geval van verwerping van het project door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt deze overeenkomst automatisch beëindigd op de datum van de mededeling van deze verwerping aan de partijen.

7.3. In geval van beëindiging of afloop van deze overeenkomst om welke reden dan ook, blijven de artikelen 4, 5, 6 en 8 van toepassing.

Artikel 8 - Geschillen

8.1. Deze overeenkomst is onderworpen aan het Belgische recht, zonder dat de verwijzingsregels ervan worden toegepast.

8.2. De partijen trachten eventuele geschillen die in verband met deze overeenkomst tussen hen ontstaan in der minne op te lossen. Er wordt een bemiddelingscomité opgericht dat bestaat uit een wettelijke vertegenwoordiger van elk van de partijen.

8.3. Bij aanhoudende onenigheid wordt het geschil uitsluitend voorgelegd aan de rechtbanken van Brussel.

Artikel 9 - Persoonsgegevens

De partijen verbinden zich ertoe de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees

Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens - algemene verordening inzake gegevensbescherming - en de bepalingen van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens na te leven.

In het kader van deze overeenkomst kunnen de partijen persoonsgegevens delen met betrekking tot de bij de samenwerking betrokken individuen, zoals: naam, voornaam, functie, zakelijke telefoon, postadres en e-mailadres (“zakelijke contactgegevens”). Deze verwerking zal worden uitgevoerd door elke partij als onafhankelijke gegevensverwerker en voor strikt administratieve en juridische doeleinden die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van deze overeenkomst.

Indien de verwerking van andere persoonsgegevens dan deze zakelijke contactgegevens noodzakelijk is voor de uitvoering van deze overeenkomst, verbinden de partijen zich ertoe een overeenkomst inzake de verwerking van persoonsgegevens aan te gaan waarin de rechten en verplichtingen van elke partij met betrekking tot gegevensbescherming worden vastgelegd. Deze overeenkomst wordt aan deze overeenkomst gehecht en maakt er integraal deel van uit. In geval van conflict tussen de bepalingen van deze overeenkomst en de overeenkomst inzake de verwerking van persoonsgegevens, prevaleert de overeenkomst inzake de verwerking van persoonsgegevens in alle aangelegenheden betreffende de bescherming van persoonsgegevens.

Artikel 10 - Diverse bepalingen

10.1. Tegenstrijdigheden. In geval van tegenstrijdigheid tussen de bepalingen van deze overeenkomst en het BHG-contract zijn de bepalingen van dat laatste contract doorslaggevend.

10.2. Scheidbaarheid van de bepalingen. Als een of meer bepalingen van deze overeenkomst als ongeldig worden beschouwd of ongeldig worden verklaard op grond van een verdrag, wet of reglement, of op grond van een definitieve beslissing van een bevoegde rechtbank, blijven de overige bepalingen volledig van kracht. De partijen gaan dan onmiddellijk over tot het aanbrengen van de nodige wijzigingen, met inachtneming, voor zover mogelijk, van de op het ogenblik van de ondertekening van deze overeenkomst bestaande wilsovereenstemming.

10.3. Wijzigingen. De partijen erkennen elke wijziging van de overeenkomst en/of de bijlagen ervan door middel van een formele, schriftelijke en door de vertegenwoordigers van de partijen ondertekende wijziging.

10.4. Meldingen. Elke kennisgeving ter uitvoering van deze overeenkomst wordt schriftelijk gedaan en per aangetekende brief of per e-mail met ontvangstbevestiging verzonden naar het adres van de ontvangende partij, zoals hieronder aangegeven:

Voor ULB wordt de kennisgeving verstuurd naar Micael Castanheira, Université libre de Bruxelles, Faculté Solvay Brussels School - E.M., CP 114/04, F.D. Rooseveltlaan 50 in 1050 Brussel.

E-mail: micael.castanheira@ulb.be

Voor ULB wordt de kennisgeving verstuurd naar de directeur van het onderzoeksdepartement, Université libre de Bruxelles, CP 161, F.D. Rooseveltlaan 50 in 1050 Brussel.

E-mail: Daniele.Carati@ulb.be

Voor de gemeente Etterbeek, wordt de kennisgeving verstuurd naar Cédric De Myttenaere, Dienst Coördinatie van het Netheidsplan, Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek.

E-mail: cedric.demyttenaere@etterbeek.brussels

10.5. Deze verdrag kan ook in elektronische vorm door elke partij worden ondertekend met gebruikmaking van een geauthentificeerde elektronische handtekening. Een elektronisch

ondertekende overeenkomst wordt beschouwd als even rechtsgeldig als een overeenkomst met originele handtekeningen. De partijen garanderen dat de personen die deze overeenkomst ondertekenen, bevoegd zijn te tekenen voor de organisatie die zij vertegenwoordigen.

Opgemaakt in Brussel op 20/03/2023 in evenveel originele exemplaren als er partijen zijn waarbij elke partij erkent haar exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de gemeente Etterbeek,

In opdracht:

Annick Petit	Vincent De Wolf
Gemeentesecretaris	Burgemeester

Voor Université Libre de Bruxelles,
Daniele Carati,
Directeur van het onderzoeksdepartement

In aanwezigheid van:	
Micael Castanheira	Vincent Mabillard
Onderzoeksdirecteur F.N.R.S.	Professor

Animation et festivités - Animatie en Feestelijkheden

13 Convention de partenariat – RTBF – Marché Médiéval

Le Conseil communal,

Considérant qu'en séance du 27/02/2023, le Collège des bourgmestre et échevins a approuvé la désignation de Vivacité pour faire la promotion du Marché Médiéval 2023 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

DECIDE d'approuver les termes de la convention d'échange promotionnel et de sponsoring 04/2023/01651 liant la Commune d'Etterbeek et LA RADIO TELEVISION BELGE DE LA FEDERATION WALLONIE BRUXELLES, tels que repris ci-dessous :

Entre :

L'Administration communale d'Etterbeek, ci-après dénommée « l'Organisateur »
Représenté par M. Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Mme. Annick PETIT, Secrétaire Communale
Avenue des Casernes 31/1 – 1040 Etterbeek

Et La RTBF-Vivacité Boulevard Auguste Reyers 52 à 1044 Bruxelles, représentée par M. Yves VERSTREKN, Chef éditorial, ci-après dénommée « la RTBF ».

La RTBF octroie à L'ADMINISTRATION COMMUNALE D'ETTERBEEK, pour la promotion du Marché médiéval d'Etterbeek un crédit d'espace publicitaire en Radio en floating time d'un montant global de 14.000 € (quatorze mille euros) HTVA

Ce montant sera planifié en floating time au tarif tel qu'il est appliqué par RTBF/RMB de la manière suivante :

En radio 14.000 euros HTVA sur Vivacité

La RTBF bénéficiera d'un droit premier de priorité et d'un droit de premier refus pour la reconduction de la convention en 2024.

Les frais de production des spots radio (durée 20 secondes) sont à charge de l'Organisateur.

Les contreparties consenties par l'Organisateur à la RTBF sont décrites en annexe 1. L'Organisateur reconnaît avoir pris connaissance et accepté les conditions générales des conventions RTBF reprises en annexe 2. Les annexes 1 et 2 font partie intégrante de la présente convention hors les clauses qui se trouvent modifiées au titre des clauses particulières qui l'emportent.

Sur le montant brut HTVA, octroyé par la RTBF est appliqué un abattement tarifaire à hauteur de 50%. En conséquence, la présente convention fera l'objet :

- D'une déclaration de créance, émise par l'Organisateur adressée à la RTBF, reprenant son apport, soit 14.000 euros – abattement de 50% = 7.000 euros.
- Et d'une facture émise par la RTBF, adressée à l'organisateur, soit 14.000 euros – abattement de 50 % = 7.000 euros + tva 21% (1470 euros) = 8470 €

A charge de l'organisateur de s'acquitter du montant de la TVA (21%) 1.470 euros dès réception de la facture, auprès de la RTBF, pour solder l'échange et ce sur le compte : Compte RTBF : BELFIUS n° 091-0104614-77

IBAN : BE80 091010461477 Swift : GKCCBEBB N° TVA de la RTBF / BE 0223.459.690

La déclaration de créance envoyée par le partenaire à la RTBF devra impérativement comporter la référence de la convention sous peine de voir ladite facture rejetée. Cette référence se compose des 9 derniers chiffres de la référence en-en-tête de la convention (ex :2020/00001). Cette lettre de créance devra être envoyée par e-mail à l'attention de Mme Françoise Louis – Tel : 02/737.26.42 – facturation.client@rtbf.be (N° Tva RTBF : BE223.459.690).

Fait à Bruxelles en deux exemplaires,

SPONSORING TV / RADIO LE DIRECTEUR GENERAL L'ORGANISATEUR
DE LA R.T.B.F. DE LA RADIO ET DU SPONSORING B. FIEVETZ Y.VERSTREKEN

Administration communale d'Etterbeek
Vincent DE WOLF, Bourgmestre – Annick PETIT, Secrétaire communale
(Date et signatures)

Partnerschapsovereenkomst – RTBF – Middeleeuwse markt

De gemeenteraad,

Gelet dat in zitting van 27/02/2023, het college van burgemeester en schepenen Vivacité heeft aangeduid om de promotie van de Middeleeuwse Markt 2023 uit te voeren ;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om de voorwaarden van de overeenkomst voor promotie en sponsoring 04/2023/01654 tussen de gemeente Etterbeek en LA RADIO TÉLÉVISION BELGE DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES goed te keuren zoals hieronder opgenomen:

Tussen:

het gemeentebestuur van Etterbeek, hierna “de organisator” genoemd,

Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris,
Kazernenlaan 31/1 – 1040 Etterbeek

En RTBF-Vivacité, Auguste Reyerslaan 52 in 1044 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Yves VERSTREKEN, hoofdredacteur, hierna “de RTBF” genoemd.

De RTBF verleent aan HET GEMEENTEBESTUUR VAN ETTERBEEK advertentieruimte in floating time op de radio op de radio voor de Middeleeuwse Markt van Etterbeek voor een totaalbedrag van 14.000 euro (veertienduizend euro) exclusief btw.

Dat bedrag wordt als volgt gepland in floating time tegen het tarief dat toegepast wordt door RTBF/RMB:

Op de radio: 14.000 euro exclusief btw op Vivacité

De RTBF heeft een eerste recht van voorrang en een recht van eerste weigering voor de verlenging van de overeenkomst in 2024.

De productiekosten van de radiospots (duur 20 seconden) zijn voor rekening van de organisator.

De tegenwaarden die de organisator verleent aan RTBF worden beschreven in bijlage 1. De organisator erkent kennis te hebben genomen van de algemene voorwaarden van de overeenkomsten van RTBF uit bijlage 2 en ermee akkoord te gaan. Bijlagen 1 en 2 maken integraal deel uit van onderhavige overeenkomst, behalve de bepalingen die gewijzigd worden krachtens de bijzondere bepalingen die meer invloed hebben.

Op het brutobedrag exclusief btw toegekend door RTBF is een tariefvermindering van 50% van toepassing. Bijgevolg maakt onderhavige overeenkomst het voorwerp uit:

- van een schuldvordering van de organisator aan RTBF waarop de bijdrage van de organisator vermeld wordt, met name 14.000 euro - vermindering van 50% = 7.000 euro.
- En van een factuur van RTBF aan de organisator, met name 14.000 euro - vermindering van 50% = 7.000 euro + btw 21% (1470 euro) = 8470 euro

De organisator moet het btw-bedrag (21%) van 1.470 euro bij ontvangst van de factuur betalen aan RTBF om de ruil te vereffenen en dat op de volgende rekening van RTBF: Rekeningnummer RTBF: BELFIUS nr. 091-0104614-77

IBAN: BE80 091010461477 Swift: GKCCBEBB BTW-NUMMER VAN DE RTBF / BE 0223.459.690

De schuldvordering die de partner aan RTBF bezorgt moet een verwijzing bevatten naar de overeenkomst. Zo niet, dan bestaat het risico dat de factuur wordt verworpen. Die referentie bestaat uit de 9 laatste cijfers van de referentie bovenaan de overeenkomst (bijvoorbeeld 2020/00001). Deze schuldvordering moet per e-mail worden verstuurd naar mevrouw Françoise Louis - Tel: 02/737.26.42 – facturation.client@rtbf.be (btw-nummer RTBF: BE223.459.690).

Opgemaakt in Brussel in twee exemplaren

SPONSORING TV / RADIO DE ALGEMEEN DIRECTEUR DE ORGANISATOR
VAN DE R.T.B.F. VAN DE RADIO EN DE SPONSORING B. FIEVETZ Y. VERSTREKEN

Gemeentebestuur van Etterbeek

Vincent De Wolf, burgemeester – Annick Petit, gemeentesecretaris

(datum en handtekeningen)

Finances - Financiën

14 **Retrait du point Conseil sous référence 005/19.12.22/A/0039 et sous libellé « Règlement-taxe Co-Living », approuvé par le Conseil communal en sa séance du 19 décembre 2022. (Complémentaire)**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté ministériel du gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 14 février 2023 suspendant l'exécution de la délibération évoquée sous objet, ci-annexé ;

Considérant qu'il sera soumis aux votes de cette assemblée, en cette même séance, une version du règlement adapté aux remarques de la tutelle ;

Considérant les dispositions de la nouvelle loi communale qui prévoient qu'il est nécessaire de retirer l'acte suspendu, préalablement à l'adoption du nouveau texte, dans un délai de 40 jours après la notification de l'arrêté suspensif ;

Le Conseil communal approuve le retrait de l'acte suspendu par arrêté ministériel du 14 février 2023, approuvé par le Conseil communal du 19 décembre 2022, sous référence 005/19.12.22/A/0039 et sous libellé « Règlement-taxe Co-Living ».

Intrekking van het gemeenteraadspunt met referentie 005/19.12.22/A/0039 met als titel “Belastingreglement co-living”, goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 19 december 2022. (Aanvullend)

De Gemeenteraad,

gelet op het ministerieel besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 14 februari 2023 tot schorsing van de uitvoering van de beraadslaging bedoeld in het onderwerp, in bijlage;

overwegende dat aan de stemmen van deze vergadering, in deze zelfde zitting, een versie van het reglement zal worden voorgelegd, aangepast aan de opmerkingen van de toezichhoudende overheid;

gelet op de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet die voorschrijven dat het noodzakelijk is de geschorste akte voorafgaand aan de goedkeuring van de nieuwe tekst in te trekken binnen 40 dagen na de kennisgeving van het schorsingsbesluit;

De gemeenteraad geeft goedkeuring voor de intrekking van de akte die wordt geschorst door het ministerieel besluit van 14 februari 2023, goedgekeurd door de gemeenteraad van 19 december 2022, met referentie 005/19.12.22/A/0039 met als titel “Belastingreglement co-living”.

1 annexe / 1 bijlage

Notification tutelle Suspension décision du 19.12.22.pdf

Brocantes, foires et marchés - Rommelmarkten, Kermissen en Markten

15 **Organisation de la foire annuelle du 19 avril au 7 mai 2023 – sur l'esplanade du Cinquantenaire, devant les grilles**

Le conseil Communal,

Considérant que la foire annuelle se tiendra du 19 avril au 7 mai 2023 sur l'esplanade du Cinquantenaire, devant les grilles ;

Considérant l'installation de dix forains :

Nom du forain	Type de métier	M linéaire
Billy Gossing	Trampoline	8
Kevin Bille	Luna Park	9
Leopold Severs	Moulin (carrousel)	8
Kilian Debock-Severs	Pêche aux canards	7
Steve Messiaen	Auto-scooter	26
Kelly Hallaert	tir	8
Jonathan Doop	Friture (croustillons)	7
André Ledoux	Pêche aux canards	7
Jean Delcomminette	Luna park	9
Serge Fenocchi	Moulin (carrousel)	9

Considérant que les forains pourraient s'installer sur l'esplanade à partir du dimanche 16 avril 2023 à 22h00.

Considérant que le montage commencera dès le lundi 17 avril à partir de 10h et devra se terminer à 20h00 pour ne pas troubler la tranquillité des riverains ;

Considérant que l'inauguration officielle de la foire se tiendra le vendredi 21 avril à 18h00, un drink sera organisé par le service des Foires, Marchés et Brocantes à cette occasion ;

Considérant que les forains devront avoir quitté leur emplacement pour le 7 mai 2023 à 22h00 mais que pour des raisons d'agenda, certains souhaitent partir avant cette date ;

Considérant le plan d'emplacements des attractions foraines (en annexe) ;

Considérant l'interdiction de stationnement et la circulation des taxis sur l'esplanade ;

Considérant que six forains se fourniront en électricité directement sur leur groupe électrogène (avec réduction de bruit) et que les quatre autres se brancheront sur les groupes électrogènes de leurs collègues ;

Considérant qu'un col de cygne sera installé par Vivaqua dans l'avenue de L'Yser pour permettre l'approvisionnement en eau des forains ;

Considérant que les heures d'ouverture des attractions seraient fixées comme suit ;

Lundi, mardi, jeudi et vendredi	de 15h00 à 21h30
Les mercredis	de 12h00 à 21h30
Samedi	de 12h00 à 22h00
Dimanche	de 11h00 à 21h30

Considérant qu'une surveillance régulière du site sera demandée aux gardiens de la paix ;

DECIDE d'autoriser:

1. l'organisation de la foire annuelle sur l'esplanade du cinquantenaire du 19 avril au 7 mai 2023 avec une installation débutant le dimanche 16 avril 2023 à 22h00, le montage commencera dès le lundi 17 avril à partir de 10h et devra se terminer à 20h00 pour ne pas troubler la tranquillité des riverains, et un départ le 7 mai à 22h, au plus tard, sauf que pour

- des raisons d'agenda certain partirons plutôt ;
2. l'organisation d'un drink par le service des Foires, Marchés et Brocantes pour l'inauguration officielle le vendredi 21 avril à 18h00, (demande de boissons, 1 tente, 1 table et 2 personnes pour le service);
 3. différentes interdictions de stationnement et interdiction de circuler;
 4. l'intervention des gardien de la paix pour une surveillance régulière du site.
 5. la signature de la convention entre chaque forains et de l'administration communale d'Etterbeek situé avenue des Casernes, 31/1, sur base du modèle reprise ci-dessous ;

FOIRE PORTE DE TERVUEREN : du 19 avril au 7 mai 2023.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,
Nommé ci-après,
Monsieur Billy Gossing, né(e) le --/--/----,
Domicilié à 1000 Brussels Huishiudenstraat 2
Exploitant une attraction foraine « le trampoline »

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 8 mètres de façade durant la foire, sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 684,00 € (8m x 4,50€ x 19 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 734,00 €. pour le 10 avril 2023 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2023 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les

immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journalier de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.

7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 7 mai 2023 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers n'auront accès à la place Jourdan qu'à partir de 8 heures le mardi 18 avril 2023. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 17 avril à 18h00 au mardi 18 avril 2023 à 20h. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions policières reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières éditées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2023. Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,
marchés et brocantes

Jeff VANDERZEYPEN
ES

La Secrétaire communale,

Annick PETIT

L'Echevin des foires,

Aziz

FOIRE PORTE DE TERVUEREN DU 19 AVRIL AU 3 MAI 2023.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,
Nommé ci-après,
Monsieur Kevin Bille, né(e) le 12/02/1991
Domicilié à 8430 - Middelkerke, Westendelaan 13 bus 0001

,

Exploitant une attraction foraine « Luna - Park »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 9 mètres de façade durant la foire, sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode, Comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 607,50 € (9m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 657,50 €. pour le 10 avril 2023 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2023 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journalièrement par nos soins. Les forains feront l'entretien journalièrement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 3 mai 2023 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à l'esplanade à partir du dimanche 16 avril 2023 à 22h00. Le montage pourra commencer à partir du lundi 17 avril à 10h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le mercredi 19 avril 2023. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du dimanche 16 avril à 18h00 au mardi 18 avril à 20h. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières éditées par le SIAMU.

- Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
- Respect des heures d'ouverture.
- Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2023.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,
marchés et brocantes

La Secrétaire communale,

L'Echevin des foires,

Kevin BILLE
ES

Annick PETIT

Aziz

FOIRE PORTE DE TERVUEREN DU 19 AVRIL AU 7 MAI 2023

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,
Nommé ci-après,
Monsieur Léopold Severs
Domicilié à 1500 Halle, August Demaeghtlaan 157
Exploitant une attraction foraine « Carrousel »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 8 mètres de façade durant la foire, sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire de la sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 684,00 € (8m x 4,50€ x 19 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 734,00€. pour le 10 avril 2023 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2023 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes

déjà versées restant acquises à la Commune.

4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journalièrement par nos soins. Les forains feront l'entretien journalièrement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 7 mai 2023 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à l'esplanade à partir du dimanche 16 avril 2023 à 22h00. Le montage pourra commencer à partir du lundi 17 avril à 10h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le mercredi 19 avril 2023. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du dimanche 16 avril à 18h00 au mardi 18 avril à 20h. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières éditées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2023.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,
marchés et brocantes

La Secrétaire communale,

L'Echevin des foires,

Léopold SEVERS
ES

Annick PETIT

Aziz

FOIRE PORTE DE TERVUEREN : du 19 avril au 7 mai 2023.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,
Nommé ci-après,
Monsieur Kylian Debock,
Domicilié à 9240 - Zele, T'Eindeken, 19,
Exploitant une attraction foraine « Pêche aux canards »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 7 mètres de façade durant la foire, sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 598,50 € (7m x 4,50€ x 19 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 648,50 €. pour le 10 avril 2023 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2023 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 7 mai 2023 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions

foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.

10. Les véhicules et les métiers auront accès à l'esplanade à partir du dimanche 16 avril 2023 à 22h00. Le montage pourra commencer à partir du lundi 17 avril à 10h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le mercredi 19 avril 2023. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du dimanche 16 avril à 18h00 au mardi 18 avril à 20h. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières éditées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2023.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,
marchés et brocantes

La Secrétaire communale,

L'Echevin des foires,

Kylian DEBOCK
ES

Annick PETIT

Aziz

FOIRE PORTE DE TERVUEREN : du 19 avril au 7 mai 2023.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur Steve MESSIAEN, né le 24/12/1991

Domicilié à 3012 Wilsele, Langenhofstraat, 26

Exploitant une attraction foraine « Auto-Scooter »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 26 mètres de façade durant la foire, sur l'esplanade du cinquanteaire côté Mérode, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur l'esplanade du cinquanteaire côté Mérode et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les

foires des années suivantes.

2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 2223,00 € (26 m x 4,50€ x 19 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 2273,00 €. pour le 10 avril 2023 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2023 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journalier de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 7 mai 2023 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers n'auront accès à la place Jourdan qu'à partir de 8 heures le mardi 18 avril 2023. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 17 avril à 18h00 au mardi 18 avril 2023 à 20h. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières éditées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2023.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,
marchés et brocantes

La Secrétaire communale,

L'Echevin des foires,

Steve MESSIAEN
ES

Annick PETIT

Aziz

FOIRE PORTE DE TERVUEREN: du 19 avril au 7 mai 2023.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,
Nommé ci-après,
Monsieur Jonathan DOOP, né(e) le 26/07/1994,
Domicilié à 1020 - Laeken, rue Drootbeek, 85
Exploitant une attraction foraine « Friterie »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 7 mètres de façade durant la foire, sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 598,50 € (7m x 4,50€ x 19 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 648,50 €. pour le 10 avril 2023 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2023 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les

immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journalier de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.

7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 7 mai 2023 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers n'auront accès à la place Jourdan qu'à partir de 8 heures le mardi 18 avril 2023. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 17 avril à 18h00 au mardi 18 avril à 20h. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions policières reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières édictées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2023

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,
marchés et brocantes

La Secrétaire communale,

L'Echevin des foires,

Jonathan DOOP

Annick PETIT

Aziz ES

FOIRE : Esplanade du Cinquantième : du 19 avril au 6 mai 2023.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,
Nommé ci-après,
Monsieur André LEDOUX, né(e) le 04/02/1976
Domicilié à 1831 – Diegem, Veldweg, 14,
Exploitant une attraction foraine « Pêche aux canards »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 7 mètres de façade durant la foire, sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 567,00 € (7m x 4,50€ x 18 jours), A ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 617,00 €. pour le 10 avril 2023 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2023 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journalièrement par nos soins. Les forains feront l'entretien journalièrement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 mai 2023 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à l'esplanade à partir du dimanche 16 avril 2023 à 22h00. Le montage pourra commencer à partir du lundi 17 avril à 10h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le mercredi 19 avril 2023. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du dimanche 16 avril à 18h00 au mardi 18 avril à 20h. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échait aux conditions particulières éditées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des

habitants.

- Respect des heures d'ouverture.
- Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le / /2023
Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,
marchés et brocantes

La Secrétaire communale,

L'Echevin des foires,

André LEDOUX
ES

Annick PETIT

Aziz

FOIRE PORTE DE TERVUEREN DU 19 AVRIL AU 7 MAI 2023.
CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,
Nommé ci-après,
Nommée ci-après Madame Kelly Hallaert,
Domiciliée à, 2070 Zwijndrecht, Antwerpsesteenweg 23 glv
Exploitant une attraction foraine « Tir à pipes »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 8 mètres de façade durant la foire, sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode, Comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 684,00 € (8m x 4,50€ x 19 jours), à ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 734 €. pour le 10 avril 2023 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2023 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes

déjà versées restant acquises à la Commune.

4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journalièrement par nos soins. Les forains feront l'entretien journalièrement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 7 mai 2023 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à l'esplanade à partir du dimanche 16 avril 2023 à 22h00. Le montage pourra commencer à partir du lundi 17 avril à 10h00 et ce jusque 22h00. L'ouverture aura lieu le mercredi 19 avril 2023. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du dimanche 16 avril à 18h00 au mardi 18 avril à 20h. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échet aux conditions particulières éditées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2023.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,
marchés et brocantes

Kelly HALLAERT

La Secrétaire communale,

Annick PETIT

L'Echevin des foires,

Aziz ES

FOIRE PORTE DE TERVUEREN DU 19 AVRIL AU 7 MAI 2023.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

Monsieur Jean Delcomminette, né(e) le 20/05/1985

Domicilié à 5190 – MORIMONT (Zoning), Rue de la Vieille Sambre, 123,

Exploitant une attraction foraine « Luna - Park»,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 9 mètres de façade durant la foire, sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 769,50 € (9m x 4,50€ x 19 jours), a ce montant, est ajouté une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne par la commune pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est donc de 819,50€. pour le 10 avril 2023 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2023». En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera journallement par nos soins. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès-verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 7 mai 2023 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers auront accès à l'esplanade à partir du dimanche 16 avril 2023 à 22h00. Le montage pourra commencer à partir du lundi 17 avril à 10h00 et ce jusque 22h00.

L'ouverture aura lieu le mercredi 19 avril 2023. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du dimanche 16 avril à 18h00 au mardi 18 avril à 20h. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.

11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade ;
12. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :

- L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échoit aux conditions particulières éditées par le SIAMU.
- Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
- Respect des heures d'ouverture.
- Toutes les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ----/----/2023.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,
marchés et brocantes

La Secrétaire communale,

L'Echevin des foires,

Jean Delcomminette

Annick PETIT

Aziz ES

FOIRE PORTE DE TERVUEREN : du 19 avril au 3 mai 2023.

CONVENTION ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communal, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,
Nommé ci-après,
Monsieur Serge Fenocchi, né(e) le 28/05/1957
Domicilié à 1130 – Bruxelles, Chaussée de Haecht 1185,
Exploitant une attraction foraine « Carrousel»,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant 9 mètres de façade durant la foire, sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode, comme indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire sur l'esplanade du cinquantenaire côté Mérode et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à 607,50 € (9m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant, est ajoutée une participation financière de 50,00 € correspondant à la location du col de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. Le montant total à payer est

donc de 657,50 €. pour le 10 avril 2023 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2023 », En cas de non-respect de ces modalités de paiement, la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités. La commune se réserve le droit de réclamer le montant facturé par Vivaqua pour la consommation d'eau des forains à l'issue de l'événement.

3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.
4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les immondices seront déposées par les forains à côté du carrousel, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. Les forains devront se conformer à l'obligation du tri des déchets en Région de Bruxelles-Capitale. Le tout-venant sera donc séparé des cartons et papiers propres et des PMC. Le verre devra être jeté dans les bulles à verre par les forains eux-mêmes. Le non-respect du tri sera sanctionné par un procès verbal rédigé par l'Agence Bruxelles-Propreté. Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 3 mai 2023 après 19h00.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006.
10. Les véhicules et les métiers n'auront accès à la place Jourdan qu'à partir de 8 heures le mardi 18 avril 2023. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2ème Régiment de Lancier, du lundi 17 avril à 18h00 au mardi 18 avril 2023 à 20h. Un emplacement de 150 mètres sera réservé.
11. En dehors des métiers des forains, aucun véhicule ne pourra stationner sur l'esplanade
12. Les forains veilleront à respecter les conditions policières reprises ci-dessous :

- L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échet aux conditions particulières éditées par le SIAMU.
- Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
- Respect des heures d'ouverture.
- Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
- Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le ---/---/2023.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,

La Secrétaire communale,

L'Echevin des foires,

Organisatie van de jaarlijkse kermis van 19 april tot 7 mei 2023 - op de esplanade van het Jubelpark, voor de poorten

De gemeenteraad,

overwegende dat de jaarlijkse kermis zal plaatsvinden van 19 april tot 7 mei 2023 op de esplanade van het Jubelpark, voor de poorten;

overwegende dat er tien kermisuitbaters aanwezig zullen zijn:

Naam van de kermisuitbater	Type	Lopende meters
Billy Gossing	Trampoline	8
Kevin Bille	Lunapark	9
Leopold Severs	Draaimolen	8
Kilian Debock-Severs	Eendjes vissen	7
Steve Messiaen	Botsauto's	26
Kelly Hallaert	schietkraam	8
Jonathan Doop	Frietkraam (smoutebollen)	7
André Ledoux	Eendjes vissen	7
Jean Delcomminette	Lunapark	9
Serge Fenocchi	Draaimolen	9

overwegende dat de kermisuitbaters zich mogen installeren op de esplanade vanaf zondag 16 april 2023 om 22 uur;

overwegende dat de opbouw begint op maandag 17 april van 10 uur tot 20 uur om de rust van de buurtbewoners niet te verstoren;

overwegende dat de officiële opening van de kermis plaatsvindt op 21 april om 18 uur en dat de dienst Kermissen, Markten en Rommelmarkten een drink organiseert;

overwegende dat de kermisuitbaters hun standplaats moeten verlaten tegen 7 mei 2023 om 22 uur maar dat sommigen wegens hun agenda vroeger willen vertrekken;

gelet op het plan met de kermisattracties (in bijlage);

gelet op het parkeerverbod en het verbod voor taxi's op de esplanade;

overwegende dat zes kermisuitbaters zich rechtstreeks van elektriciteit voorzien met hun eigen generator (met geluidsreductie) en de andere vier worden aangesloten op de generatoren van hun collega's;

overwegende dat Vivaqua een zwanenhals zal plaatsen op de IJzerlaan om de kermisuitbaters van water te voorzien;

overwegende dat de openingsuren van de attracties als volgt zijn vastgelegd:
Maandag, dinsdag, donderdag en vrijdag: 15 uur tot 21.30 uur

Woensdag: van 12.00 uur tot 21.30 uur
Zaterdag: van 12.00 uur tot 22.00 uur
Zondag: van 11.00 uur tot 21.30 uur

overwegende dat aan de gemeenschapswachten zal worden gevraagd om regelmatig hun ronde te doen ter plaatse;

BESLIST om toestemming te geven voor:

1. De organisatie van de jaarlijkse kermis op de esplanade van het Jubelpark van 19 april tot 7 mei 2023 met een aankomst die begint op zondag 16 april 2023 om 22 uur, de opbouw begint op maandag 17 april vanaf 10 uur en moet eindigen om 20 uur om de rust van de bewoners niet te verstoren, en een vertrek op 7 mei om 22 uur uiterlijk, behalve dat om agendaredenen sommige kermisuitbaters eerder zullen vertrekken;
2. De organisatie van een drink door de dienst Kermissen, Markten en Rommelmarkten voor de officiële opening op vrijdag 21 april om 18 uur (aanvraag van drank, 1 tent, 1 tafels en 2 personen om te serveren);
3. Diverse parkeerverboden en verkeersverboden;
4. Tussenkoms van de gemeenschapswachten om regelmatig hun ronde te doen ter plaatse.
5. De ondertekening van de overeenkomst tussen elke kermisuitbater en het gemeentebestuur van Etterbeek gelegen Kazernenlaan 31/1, die hieronder is opgenomen:

KERMIS TERVUURSEPOORT: van 19 april tot 7 mei 2023

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz Es, schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Billy Gossing, geboren op --/--/---,

Gedomicilieerd in 1000 Brussel, Huishoudenstraat 2

Uitbater van een kermisattractie “trampoline”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 8 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 684,00 euro (8 m x € 4,50 x 19 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag moet uiterlijk tegen 10 april 2023 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2023”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenaars heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 7 mei 2023 na 19 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben pas toegang tot het Jourdanplein vanaf dinsdag 18 april 2023 om 8 uur. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 17 april om 18.00 uur tot dinsdag 18 april om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.
 - Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
 - Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2023. Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,
Rommelmarchen,
Billy Gossing
ES

De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De schepenaars van Kermis, Markten en
Aziz

KERMIS TERVUURSEPOORT: van 19 april tot 3 mei 2023

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz Es, schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Kevin Bille, geboren op 12/02/1991

Gedomicilieerd in 8430 Middelkerke, Westendelaan 13 bus 0001,

Uitbater van een kermisattractie “lunapark”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 9 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 607,50 euro (9 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 657,50 euro moet uiterlijk tegen 10 april 2023 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2023”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.

7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 3 mei 2023 na 19 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot de esplanade vanaf zondag 16 april 2023 om 22 uur. De opbouw kan starten vanaf maandag 17 april om 10 uur en dat tot 22 uur. De opening vindt plaats op woensdag 19 april 2023. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van zondag 16 april om 18.00 uur tot dinsdag 18 april om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.

- De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2023.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,
Rommelmakten,

Kevin BILLE
ES

De gemeentesecretaris,

Annick PETIT

De schepen van Kermissen, Markten en

Aziz

KERMIS TERVUURSEPOORT: van 19 april tot 7 mei 2023

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz Es, schepen van Kermissen, Markten en Rommelmakten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Léopold Severs

Gedomicilieerd in 1500 Halle, August Demaeghtlaan 157,

Uitbater van een kermisattractie “draaimolen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 8 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater

- verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 684,00 euro (8 m x € 4,50 x 19 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 734,00 euro moet uiterlijk tegen 10 april 2023 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2023”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
 3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
 4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
 5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
 6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
 7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
 8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 7 mei 2023 na 19 uur.
 9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
 10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot de esplanade vanaf zondag 16 april 2023 om 22 uur. De opbouw kan starten vanaf maandag 17 april om 10 uur en dat tot 22 uur. De opening vindt plaats op woensdag 19 april 2023. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van zondag 16 april om 18.00 uur tot dinsdag 18 april om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
 11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.
 12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.

- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2023.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris, De schepenen van Kermissen, Markten en

Rommelmakten,

Léopold SEVERS

Annick PETIT

Aziz

ES

KERMIS TERVUURSEPOORT: van 19 april tot 7 mei 2023

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz Es, schepenen van Kermissen, Markten en Rommelmakten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Kylian Debock,

Gedomicilieerd in 9240 - Zele, T'Eindeken 19

Uitbater van een kermisattractie “eendjes vissen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 7 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 598,50 euro (7 m x € 4,50 x 19 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 648,50 euro moet uiterlijk tegen 10 april 2023 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2023”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater

- een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
 6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
 7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
 8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 7 mei 2023 na 19 uur.
 9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
 10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot de esplanade vanaf zondag 16 april 2023 om 22 uur. De opbouw kan starten vanaf maandag 17 april om 10 uur en dat tot 22 uur. De opening vindt plaats op woensdag 19 april 2023. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van zondag 16 april om 18.00 uur tot dinsdag 18 april om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
 11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.
 12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.
 - Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
 - Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2023.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

Rommelmarkten,

Kylian DEBOCK

ES

De gemeentesecretaris,

Annick PETIT

De schepenen van Kermissen, Markten en

Aziz

KERMIS TERVUURSEPOORT: van 19 april tot 7 mei 2023

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz Es, schepenen van Kermissen,

Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,
hierna genoemd

De heer Steve MESSIAEN, geboren op 24/12/1991
Gedomicilieerd in 3012 Wilsele, Langenhofstraat 26
Uitbater van een kermisattractie “botsauto's”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 26 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 2.223,00 euro (26 m x € 4,50 x 19 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 2273,00 euro moet uiterlijk tegen 10 april 2023 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2023”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 7 mei 2023 na 19 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en

in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.

10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben pas toegang tot het Jourdanplein vanaf dinsdag 18 april 2023 om 8 uur. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 17 april om 18.00 uur tot dinsdag 18 april om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.
 - Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
 - Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2023.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

Rommelmakten,

Steve MESSIAEN

PETIT

De gemeentesecretaris,

De schepenen van Kermissen, Markten en

Annick

Aziz ES

KERMIS TERVUURSEPOORT: van 19 april tot 7 mei 2023

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz Es, schepenen van Kermissen, Markten en Rommelmakten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

Mevrouw Kelly Hallaert,

Gedomicilieerd in 2070 Zwijndrecht, Antwerpsesteenweg 23 glv

Uitbater van een kermisattractie “schietkraam”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 8 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 684,00 euro (8 m x € 4,50 x 19 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 734 euro moet uiterlijk tegen 10 april 2023 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2023”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moet door de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gegooid worden. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 7 mei 2023 na 19 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot de esplanade vanaf zondag 16 april 2023 om 22 uur. De opbouw kan starten vanaf maandag 17 april om 10 uur en dat tot 22 uur. De opening vindt plaats op woensdag 19 april 2023. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van zondag 16 april om 18.00 uur tot dinsdag 18 april om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.
 - Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
 - Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2023.
Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

Rommelmakten,

Kelly HALLAERT

ES

De gemeentesecretaris,

Annick PETIT

De schepen van Kermissen, Markten en

Aziz

KERMIS TERVUURSEPOORT: van 19 april tot 7 mei 2023

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz Es, schepen van Kermissen, Markten en Rommelmakten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer Jonathan Doop, geboren op 26/07/1994,

Gedomicilieerd in 1020 Laken, Drootbeekstraat 85

Uitbater van een kermisattractie “frietkraam”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 7 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 598,50 euro (7 m x € 4,50 x 19 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag moet uiterlijk tegen 10 april 2023 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2023”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en

door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.

6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 7 mei 2023 na 19 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben pas toegang tot het Jourdanplein vanaf dinsdag 18 april 2023 om 8 uur. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 17 april om 18.00 uur tot dinsdag 18 april om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.
12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:
 - Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
 - Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
 - Naleving van de openingsuren.
 - Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
 - Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2023.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,
Rommelmärkten,
Jonathan DOOP

De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De schepenen van Kermissen, Märkten en
Aziz ES

KERMIS: Esplanade van het Jubelpark: van 19 april tot 6 mei 2023

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz Es, schepenen van Kermissen, Märkten en Rommelmärkten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,

hierna genoemd

De heer André Ledoux, geboren op 04/02/1976

Gedomicilieerd in 1831– Diegem, Veldweg 14,

Uitbater van een kermisattractie “eendjes vissen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 7 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 567,00 euro (7 m x € 4,50 x 18 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 617,00 euro moet uiterlijk tegen 10 april 2023 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2023”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.

De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.

Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.

Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.

De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.

Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 mei 2023 na 19 uur.

De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.

De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot de esplanade vanaf zondag 16 april 2023 om 22 uur. De opbouw kan starten vanaf maandag 17 april om 10 uur en dat tot 22 uur. De opening vindt plaats op woensdag 19 april 2023. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van zondag 16 april om 18.00 uur tot dinsdag 18 april om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.

Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.

De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.

Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.

Naleving van de openingsuren.

Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.

Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2023.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,
Rommelmarchen,
André LEDOUX
ES

De gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De schepenen van Kermissen, Markten en
Aziz

KERMIS TERVUURSEPOORT: van 19 april tot 7 mei 2023

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz Es, schepenen van Kermissen, Markten en Rommelmarchen, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,
hierna genoemd

De heer Jean Delcomminette, geboren op 20/05/1985

Gedomicilieerd in 5190 Morimont (Zoning), Rue de la Veille Sambre 123

Uitbater van een kermisattractie “lunapark”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 9 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.

Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 769,50 euro (9 m x € 4,50 x 19 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen door de gemeente voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 819,50 euro moet uiterlijk tegen 10 april 2023 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2023”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.

De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.

De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.

Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.

Het vuilnis wordt elke dag door ons opgehaald. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.

De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.

Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 7 mei 2023 na 19 uur.

De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.

De voertuigen en de kermisuitbaters hebben toegang tot de esplanade vanaf zondag 16 april 2023 om 22 uur. De opbouw kan starten vanaf maandag 17 april om 10 uur en dat tot 22 uur. De opening vindt plaats op woensdag 19 april 2023. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van zondag 16 april om 18.00 uur tot dinsdag 18 april om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.

Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden geparkeerd.

De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.

Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.

Naleving van de openingsuren.

Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.

Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2023.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris,

De schepen van Kermissen, Markten en

Rommelmakten,

Jean Delcomminette Annick PETIT

Aziz ES

KERMIS TERVUURSEPOORT: van 19 april tot 3 mei 2023

OVEREENKOMST TUSSEN:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Aziz Es, schepen van Kermissen, Markten en Rommelmakten, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,
hierna genoemd

De heer Serge Fenocchi, geboren op 28/05/1957
Gedomicilieerd in 1130 Brussel, Haachtsesteenweg 1185
uitbater van een kermisattractie “draaimolen”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van 9 meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op de esplanade van het Jubelpark, kant Merode en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt 607,50 euro (9 m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 50,00 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. Het totaalbedrag van 657,50 euro moet uiterlijk tegen 10 april 2023 worden betaald op het volgende rekeningnummer: BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2023”. In geval van niet-naleving van de betalingsvoorwaarden, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden. De gemeente behoudt zich het recht voor het door Vivaqua gefactureerde bedrag voor het waterverbruik van de kermisuitbaters na afloop van het evenement terug te vorderen.
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Deze overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentediensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de draaimolen, langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters moeten de sorteerverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest respecteren. Het restafval wordt dus gescheiden van papier en karton en van PMD. Glas moeten de kermisuitbaters zelf in de glascontainers gooien. De niet-naleving van de sorteerverplichting wordt bestraft met een proces-verbaal dat opgesteld wordt door het agentschap Net Brussel. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 3 mei 2023 na 19 uur.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006.
10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben pas toegang tot het Jourdanplein vanaf dinsdag 18 april 2023 om 8 uur. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 17 april om 18.00 uur tot dinsdag 18 april om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 150 meter voorbehouden.
11. Afgezien van de kermiskramen mogen er geen voertuigen op de esplanade worden

geparkeerd.

12. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van die aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XX/XX/2023.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De uitbater,

De gemeentesecretaris, De schepenen van Kermissen, Markten en

Rommelmakten,

Serge FENOCCHI

Annick PETIT

Aziz

ES

20 annexes / 20 bijlagen

2023 NL Conv Jonathan Doop friterie churros)_dut-BE.doc, 2023 Conv Steve Messiaen Auto-scooter.doc, 2023 NI Conv Kelly Halaert TIR_dut-BE.doc, 2023 NL Conv Serge fenocchi caroussel_dut-BE.doc, 2023 NL Conv André Ledoux Peche aux canards_dut-BE.doc, 2023 NLConv Billy Gossing trampoline _dut-BE.doc, 2023 NLConv Kylian Debock pêche aux canards_dut-BE.doc, 2023 NLConv Steve Messiaen Auto-scooter_dut-BE.doc, 2023 Conv Billy Gossing trampoline .doc, 2023 Conv Delcomminette Luna Park.doc, 2023 Conv Kylian Debock pêche aux canards.doc, 2023 Conv André Ledoux Peche aux canards.doc, 2023 NL Conv Léopold Severs Carrousel_dut-BE.doc, 2023 Conv Serge fenocchi caroussel.doc, 2023 ConvKevin Bille Luna Park.doc, 2023 NLConv Delcomminette Luna Park_dut-BE.doc, 2023 NIConv Kevin Bille Luna Park_dut-BE.doc, 2023 Conv Kelly Halaert TIR.doc, 2023 Conv Léopold Severs Carrousel.doc, 2023 Conv Jonathan Doop friterie churros).doc

Participation - Participatie

16 Conseils de quartier Chasse et Jourdan Saint-Pierre - PV de la première séance 2023

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant le procès-verbal de la première séance 2023 en annexe ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la première séance 2023 des Conseils de quartier de La Chasse et Jourdan Saint-Pierre.

Wijkraad Jacht en Jourdan Sint-Pieter - Verslag van de eerste zitting 2023

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op het verslag van de eerste zitting 2023 in bijlage;

NEEMT KENNIS van het verslag van de eerste zitting 2023 van de wijkraden Jacht en Jourdan Sint-Pieter.

2 annexes / 2 bijlagen

WR Jacht_2023_Zitting 1_Verslag.pdf, CQ Chasse_2023_Séance 1_PV.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

17 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'Asbl ALTEO le 10 mai 2023 en vue de se rendre à Morlanwelz. (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une troisième demande cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL ALTEO le 10 mai 2023 en vue de se rendre à Morlanwelz.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL ALTEO.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL ALTEO

Responsable Madame Geneviève BARY
Avenue d'Auderghem 346
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiner à transporter (aller/retour) un groupe de maximum 22 personnes, faisant partie du public du l'ASBL ALTEO entre Etterbeek et Morlanwelz le 10 mai 2023.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL ALTEO

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL ALTEO intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL ALTEO

L'ASBL ALTEO s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, L'ASBL ALTEO devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, L'ASBL ALTEO est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL ALTEO est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, L'ASBL ALTEO est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de L'ASBL ALTEO ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL ALTEO est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW ALTEO op 10 mei

2023 naar Morlanwelz te gaan. (Aanvullend)

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de derde aanvraag is voor het jaar 2023;

Overwegende dat de vzw ALTEO vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) ALTEO op 10 mei 2023 naar Morlanwelz te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw ALTEO goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en de vzw ALTEO

Verantwoordelijke mevrouw Geneviève BARY

Oudergemlaan 346

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentelijke bus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 22 personen die deel uitmaken van het publiek van de vzw ALTEO tussen Etterbeek en Morlanwelz op 10 mei 2023..

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw ALTEO.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw ALTEO komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw ALTEO

De vzw ALTEO verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw ALTEO de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw ALTEO-aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw ALTEO moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw ALTEO de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw ALTEO of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw ALTEO is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

*1 annexe / 1 bijlage
alteo 10 mai.pdf*

18 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL "L'adoption" le mardi 30 mai 2023 en vue de se rendre à la salle Cadol à Koekelberg. (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL L'Adoption le mardi 30 mai 2023 en vue de se rendre à la salle CADOL à 1081 Koekelberg.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL L'Adoption.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et ASBL L'ADOPTION

Chaussée Saint-Pierre 193
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) le mardi 30 mai 2023 un groupe de maximum 31 personnes, faisant partie du public de l'ASBL L'Adoption, entre Etterbeek et la Commune de Koekelberg.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL L'Adoption.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL L'Adoption intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Centre Bruxellois du Génocide Syriaque.

L'ASBL L'Adoption s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, L'ASBL L'Adoption devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL L'Adoption est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL L'Adoption est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL L'Adoption est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL L'Adoption ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL L'Adoption est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen-en terugrit) voor vzw "L'Adoption" op dinsdag 30 mei 2023 om naar de zaal "Cadol" te Koekelberg te gaan. (Aanvullend)

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de vzw L'Adoption gevraagd heeft om op dinsdag 30 mei 2023 over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken om naar de zaal CADOL te 1081 Koekelberg te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw L'Adoption goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw L'Adoption

Sint Pietersesteenweg 193
1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 31 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw L'Adoption tussen Etterbeek en de gemeente Koekelberg.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw L'Adoption.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw L'Adoption komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw L'Adoption

De vzw L'Adoption verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de vzw L'Adoption de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw L'Adoption aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw L'Adoption moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw L'Adoption de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw L'Adoption of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw L'Adoption is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij

neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Adoption Transport.msg

19 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL "LES TROIS POMMIERS" le mercredi 26 avril 2023 en vue de se rendre à l'Hippodrome de Hoeilaart et le mercredi 3 mai 2023 en vue de se rendre à Nivelles. (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » en vue de se rendre à l'Hippodrome de Hoeilaart le mercredi 26 avril 2023 et le mercredi 3 mai 2023 en vue de se rendre à Nivelles.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'Accueil « Les Trois Pommiers.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

Avenue des Casernes 41

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers », entre Etterbeek et Hoeilaart le mercredi 26 avril 2023 et le mercredi 3 mai 2023 et Nivelles.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil « Les Trois pommiers ».

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het VZW "LES TROIS POMMIERS" op woensdag 26 april 2023 om naar Hippodrome de Groenendael te gaan en op woensdag 3 mei 2023 naar Nivelles te gaan. (Aanvullend)

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de eerste aanvraag is voor het jaar;

Overwegende dat de vzw "Les 3 Pommiers" gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken om op woensdag 26 april 2023 om naar Hippodrome de Groenendael te gaan en op woensdag 3 mei 2023 naar Nivelles te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Beslist om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw "Les 3 Pommiers" goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw "Les 3 Pommiers"

Kasernelaan 41
1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw "Les 3 Pommiers", tussen Etterbeek en Groenendael op woensdag 26 april 2023 en tussen Etterbeek en Nivelles op woensdag 3 mei 2023.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw "Les 3 Pommiers";

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw "Les 3 Pommiers" komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Buurtwerk Chambéry

De vzw "Les 3 Pommiers" verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels

betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerder uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitting van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw “Les 3 Pommiers” de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw “Les 3 Pommiers” aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Les 3 Pommiers” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw “Les 3 Pommiers” de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Les 3 Pommiers” of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw “Les 3 Pommiers” is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

*1 annexe / 1 bijlage
demande de bus.msg*

jeudi 13 juillet 2023 en vue de se rendre à Durbuy. (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL WELCOME BABELKOT en vue de se rendre le jeudi 13 juillet 2023 à Durbuy ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL WELCOME BABELKOT :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL WELCOME BABELKOT

Représentée par Madame Bénédicte FOERSTER
Rue Peter Benoît 23
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 35 personnes, faisant partie du public de l'ASBL WELCOME BABELKOT, entre Etterbeek et Durbuy en date du 13 juillet 2023

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL WELCOME BABELKOT.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL WELCOME BABELKOT intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL WELCOME BABELKOT

L'ASBL WELCOME BABELKOT s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL WELCOME BABELKOT devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL WELCOME BABELKOT est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL WELCOME BABELKOT ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL WELCOME BABELKOT est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan VZW WELCOME BABELKOT op donderdag 13 juli 2023 naar Durbuy te gaan. (Aanvullend)

Overwegende dat het de eerste aanvraag van dit jaar ;

Overwegende dat de VZW WELCOME BABELKOT gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op donderdag 13 juli 2023 naar Durbuy te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en VZW Welcome Babbelkot goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en VZW WELCOME BABELKOT

Vertegenwoordigd door Mevrouw Bénédicte FOERSTER
Peter Benoitstraat 23
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 35 personen, die deel uitmaken van het publiek van het VZW WELCOME BABELKOT, tussen Etterbeek en Durbuy op donderdag 13 juli 2023;

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het VZW WELCOME BABELKOT.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het VZW WELCOME BABELKOT komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het VZW WELCOME BABELKOT.

Het VZW WELCOME BABELKOT verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal Het VZW WELCOME BABELKOT de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het VZW WELCOME BABELKOT aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het VZW WELCOME BABELKOT moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het VZW WELCOME BABELKOT de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het VZW BABELKOT of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het VZW WELCOME BABELKOT is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

demande de bus communal.msg

21 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL BASENVOL le lundi 24 juillet 2023 (aller) et le samedi 29 juillet 2023 (retour) en vue de se rendre au CIRAC (Centre International de Rencontres et d'Actions culturelles) à 6987 MARCOURT. (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'asbl BASENVOL le lundi 24 juillet 2023 (aller) et le samedi 29 juillet 2023 (retour) en vue de se rendre au CIRAC à 6987 MARCOURT ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl BACO.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL BASENVOL
Rue de Chambéry 16/2c
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 20 personnes, faisant partie du public de l'ASBL BASENVOL entre Etterbeek et (CIRAC) situé rue des Martyrs 13 à 6987 MARCOURT le lundi 24 juillet 2023 (aller) et le samedi 29 juillet 2023(retour).

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL BASENVOL.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL BASENVOL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l' asbl BASENVOL

L'ASBL BASENVOL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL BASENVOL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clés nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL BASENVOL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL BASENVOL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL BASENVOL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL BASENVOL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL BASENVOL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan VZW BASENVOL op maandag 24 Juli 2023 (heenrit) een op zaterdag 29 Juli 2023 (terugrit) om naar het CIRAC (Centre International de Rencontres et d'Actions culturelles) te 6987 MARCOURT te gaan. (Aanvullend)

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat de vzw Basenvol vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op maandag 24 Juli 2023 (heenrit) een op zaterdag 29 Juli 2023 (terugrit) om naar CIRAC (Centre International de Rencontres et d'Actions culturelles) in 6987 MARCOURT te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Basenvol goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de vzw Basenvol
Chambérystraat 16/2c
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 20 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw Basenvol, tussen Etterbeek en CIRAC, gelagen rue des Martyrs 13 in 6987 Marcourt op maandag 24 Juli 2023 (heenrit) een op zaterdag 29 Juli 2023 (terugrit)
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Basenvol.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Basenvol komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Basenvol

De vzw Basenvol verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Basenvol de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Basenvol aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Basenvol moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Basenvol de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Basenvol of een van haar leden dan neemt de vereniging het

verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Basenvol is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

demande de car communal.msg

Secrétariat - Secretariaat

22 Interpellation de Monsieur Vincent Biauçe concernant la transition digitale, la protection des données et le système de contrôle interne de l'administration communale- report du 27/02/2023

La culture du "clic" et l'explosion des applications technologiques créent des attentes des citoyen.ne.s en terme de réactivité de l'administration: les autorités locales doivent accuser réception, répondre rapidement et informer en temps réel de l'état des demandes et attentes des citoyens.

Dès lors, nous, autorités locales, devons nous assurer de disposer des moyens humains mais aussi des outils technologiques pour répondre à ces attentes.

Il existe une multitude d'outils informatiques pour soutenir le travail quotidien de l'administration : site internet, bases de données, applications self services, outils de suivi interne, réseaux sociaux (publics ou privés), outils comptables...

Le choix, l'architecture (quel-outil-fait-quoi) et l'interconnexion de ces outils technologiques, pour être les plus efficaces possible, doivent être pensés en amont avec une vision à long terme.

Comme mentionné dans la note d'orientation politique d'Etterbeek, "la transformation numérique signifie également que les administrations s'adaptent, elles aussi, à un environnement en mutation et redéfinissent à cet égard les méthodes de travail et les processus de manière à dégager des gains d'efficacité et ainsi augmenter la transparence pour les citoyen.ne.s, les indépendant.e.s et les administrations."

La dématérialisation, engagée par l'ensemble des acteurs et accélérée par la crise sanitaire, participe à la profonde transformation numérique de la société. Elle s'accompagne de l'essor de menaces multiples, permanentes et de plus en plus agressives pouvant désorganiser de nombreuses structures privées comme publiques, petites comme grandes.

Offrant de formidables opportunités aux pouvoirs locaux, la numérisation n'est bénéfique que si elle s'établit dans un environnement de confiance. Les cyberattaques profitent des vulnérabilités techniques, juridiques, organisationnelles ou humaines et peuvent immobiliser l'action de l'administration, entacher son image et la confiance des usagers.

En parallèle, la nouvelle loi communale institue un système de contrôle interne, en le définissant comme l'ensemble de mesures et de procédures conçues pour assurer une sécurité raisonnable en ce qui concerne, entre autres, le respect des lois et des procédures, la disponibilité d'informations fiables sur les finances et la gestion, l'utilisation efficace et économique des moyens, la protection des actifs et la prévention de la fraude.

Enfin, le règlement général de protection des données (RGPD) est en vigueur depuis mai 2018.

Interpellation

Pouvez-vous, dans ce cadre, nous préciser :

- Le traitement des demandes des citoyens introduites par la voie digitale. Comment se fait le suivi en terme de qualité et de délais de traitement? Disposons nous d'indicateurs synthétiques? Comment sont intégrés ces résultats dans la revue des processus internes de l'administration? De manière plus spécifique, pouvez-vous nous donner le nombre de demandes introduites via le formulaire "Contactez-nous" et la ventilation par service?
- La protection des données à caractère personnel. Quelles sont les mesures prises dans ce cadre? Combien de demandes d'information (exercice de droits) ou de plaintes, la délégué à la protection des données a-t-elle reçues?
- Les cyber-menaces et la sécurité informatique, pouvez-vous nous indiquer les dispositifs mis en place? Quels sont les partenaires contractuels et leur rôle dans la sécurité informatique? Une évaluation récente des risques et menaces spécifiques a-t-elle eu lieu récemment? Si oui, quand?
- Le contrôle interne. Disposons-nous d'un cadre général de système de contrôle interne? Si oui, a-t'il fait récemment l'objet d'une évaluation et quelles en sont les conclusions? Quels sont les principaux risques identifiés par le contrôle interne?

Interpellatie van Mijnheer Vincent Biauce over de digitale overgang, gegevensbescherming en het interne controlesysteem van de gemeentelijke overheid- uitstel van 27/02/2023

De “klik”-cultuur en de explosie aan technologische toepassingen scheppen verwachtingen bij de burger wat betreft de reactiviteit van het bestuur: de lokale overheden moet de ontvangst van vragen bevestigen, snel antwoorden en in real time informatie geven over hoever het staat met de vragen en de verwachtingen van de burgers.

Daarom moeten wij, als lokale overheden, ervoor zorgen dat we over de nodige mensen beschikken, maar ook over de technologische middelen om aan deze verwachtingen te voldoen.

Er bestaan een heleboel informaticatools om het dagelijkse werk van het bestuur te ondersteunen: website, databanken, selfservice-toepassingen, controle voor interne opvolging, sociale media (openbaar of privé), boekhoudinstrumenten...

Om zo efficiënt mogelijk te zijn, moet er over die keuze, de architectuur (welke tool doet wat) en de onderlinge verbinding van deze technologische instrumenten vooraf nagedacht worden met een langetermijnvisie.

Zoals vermeld in de politieke oriëntatienota van Etterbeek betekent de digitale transformatie ook dat de besturen zich aanpassen aan een omgeving in verandering en dat ze vanuit dat standpunt hun werkmethodes en processen opnieuw bepalen zodat er efficiëntiewinsten ontstaan en de transparantie voor de burgers, de zelfstandigen en de besturen vergroot.

De dematerialisatie, die door alle belanghebbenden in gang is gezet en door de gezondheidscrisis is versneld, maakt deel uit van de diepgaande digitale transformatie van de samenleving. Ze gaat gepaard met de komst van talrijke, permanente en steeds agressievere bedreigingen die tal van grote en kleine private en openbare structuren kunnen ontwrichten.

Digitalisering biedt enorme kansen voor lokale overheden, maar is alleen nuttig als zij tot stand komt in een vertrouwelijke omgeving. Cyberaanvallen maken gebruik van technische, juridische, organisatorische of menselijke kwetsbaarheden en kunnen de overheid lamleggen, haar imago aantasten en het vertrouwen van de gebruikers schaden.

Tegelijkertijd voorziet de Nieuwe Gemeentewet in een intern controlesysteem, dat wordt omschreven als het geheel van maatregelen en procedures die ontworpen zijn om een redelijke zekerheid te verschaffen, onder andere over de naleving van wetten en procedures, de beschikbaarheid van betrouwbare financiële en beheersinformatie, het efficiënt en economisch gebruik van middelen, de bescherming van activa en het voorkomen van fraude.

Tot slot is de algemene verordening gegevensbescherming (AVG) van toepassing sinds mei 2018.

Interpellatie

Kunt u in dit kader het volgende verduidelijken:

- De verwerking van digitaal ingediende aanvragen van burgers. Hoe verloopt de opvolging in termen van kwaliteit en termijnen voor de verwerking? Hebben we synthetische indicatoren? Hoe worden die resultaten geïntegreerd in de herziening van de interne processen van het bestuur? Kunt u meer in het bijzonder het aantal aanvragen via het contactformulier en de uitsplitsing per dienst geven?
- De bescherming van persoonsgegevens. Welke maatregelen worden in dit verband genomen? Hoeveel aanvragen van informatie (uitoefening van rechten) of klachten heeft de functionaris voor gegevensbescherming ontvangen?
- Kunt u ons zeggen welke maatregelen zijn genomen om cyberdreigingen en IT-beveiliging aan te pakken? Welke zijn de contractuele partners en hun rol in de IT-beveiliging? Is er onlangs een evaluatie geweest van specifieke risico's en bedreigingen? Zo ja, wanneer?
- Interne controle. Beschikken wij over een algemeen kader voor een intern controlesysteem? Zo ja, is het onlangs geëvalueerd en wat zijn de bevindingen? Wat zijn de belangrijkste risico's die door de interne controle zijn vastgesteld?

23 Interpellation de Madame Françoise Duvosquel appelant à procéder à l'évaluation du système des chèques Broebel

Après une bonne année de mise en circulation des chèques Broebel, le groupe Ecolo-Groen souhaite revenir sur cette initiative pour en mesurer la portée concrète sur le commerce local au regard de son impact sur les finances communales.

De certains entretiens avec des commerçants etterbeekoïis, il nous est revenu des échos très variés.

Certains ont vu leur clientèle se renforcer voire même s'accroître grâce aux broebels, tandis que d'autres n'ont jamais eu l'occasion d'en recevoir d'un client. Certains sont rodés, tandis que d'autres ne savent pas comment l'utiliser et pensent, comme j'ai pu moi-même le constater, qu'ils doivent faire "comptoir d'échange" et donner un billet de 5 euros contre un Broebel.

La lourdeur administrative du remboursement semble être un frein pour un certain nombre de commerçants. En consultant le site de la commune, on y trouve ceci:

"Pour se faire rembourser, il faut prendre rendez-vous en contactant le service des Finances (voir liens utiles ci-contre). Les rendez-vous sont possibles le lundi de 8h à 12h45, le jeudi de 14h à 16h ou encore le dernier mardi du mois de 16h à 18h45. Lors de ce rendez-vous vous recevrez un reçu attestant du nombre de chèques Broebel rendus à la commune. Vous recevrez le montant équivalant à la somme des Broebel rendus directement sur votre compte dans le mois qui suit."

Ces modalités sont décrites, et on peut le comprendre, comme trop contraignantes pour les commerçants, surtout les indépendants et PME qui en constituent le noyau dur du public cible et qui savent difficilement se libérer pour remplir ces formalités.

De l'autre côté, pour le service qui gère le réseau Broebel, on imagine la difficulté de tenir à jour la liste des établissements partenaires. En la consultant récemment, j'ai par exemple trouvé mention de la Brasserie L'Esprit de Sel, qui a fermé définitivement ses portes il y a quelque temps. Par ailleurs, la présentation de la liste des partenaires sur le site internet laisse à penser que les noms sont cliquables, ou qu'on sait les situer directement sur une carte, ce qui n'est le cas pour aucune des deux options. Cette liste gagnerait en ergonomie si ces fonctions étaient activées mais, là encore, cela n'a d'intérêt que si un travail de veille régulier et réactif est effectué.

Pour pouvoir affiner et objectiver ces impressions, nous aimerions avoir les chiffres-clé permettant une évaluation du processus, tels que:

- valeur totale des Broebels émis ;
- valeur totale de Broebels retournés au service des Finances pour remboursement ;
- nombre de commerçants ayant introduit une demande de remboursement ;
- délai moyen de remboursement ;
- charge de travail du personnel communal.

Nous comprenons évidemment que cette période de fin d'année n'est pas le moment propice pour prendre le recul nécessaire à la production de ce bilan. Peut-on néanmoins demander que cette évaluation puisse être communiquée au Conseil communal au cours du premier trimestre 2023?

Nous vous remercions déjà pour le travail qui sera effectué et qui permettra à tout un chacun de se faire une idée plus précise de ce qu'apporte la mise en circulation de ces bons d'achat.

Je vous remercie.

Interpellatie van Françoise Duvosquel met het verzoek het Broebel-chequesysteem te evalueren

Een goed jaar nadat de broebelcheques in omloop werden gebracht, wil de fractie Ecolo-Groen terugblikken op dit initiatief om de concrete impact ervan op de lokale handel te meten in termen van gevolgen voor de gemeentefinanciën.

We hebben van sommige handelaars in Etterbeek de meest uiteenlopende dingen gehoord. Sommigen hebben hun klantenbestand zien versterkt of zelfs toenemen dankzij de broebels, terwijl anderen er nooit een van een klant hebben ontvangen. Sommigen zijn goed op de hoogte, terwijl anderen niet

weten hoe ze de cheques moeten gebruiken en denken, zoals ik zelf heb gezien, dat ze een “wisselkantoor” moeten zijn en een briefje van 5 euro moeten geven voor een broebel.

De administratieve last van de terugbetaling lijkt voor een aantal handelaars een obstakel te zijn. Op de website van de gemeente lezen we het volgende:

“Daarvoor maak je een afspraak met de dienst Financiën (zie de “nuttige links” hiernaast). Je kan een afspraak maken op maandag tussen 8 en 12.45 uur, op donderdag tussen 14 en 16 uur en op dinsdag tussen 16 en 18.45 uur. Tijdens die afspraak ontvang je een bewijs van het aantal broebelcheques dat je hebt ingeleverd bij de gemeente. De maand nadien ontvang je het bedrag van de broebelcheques rechtstreeks op je bankrekening.”

Deze procedures worden door de ondernemers omschreven als te omslachtig, en dat is begrijpelijk, met name voor zelfstandigen en kmo's, die de kerndoelgroep vormen en die moeilijk tijd kunnen vrijmaken om deze formaliteiten te vervullen.

Langs de andere kant kunnen we ons voorstellen hoe moeilijk het is voor de dienst die de broebels beheert om de lijst van partners bij te houden. Toen ik die lijst onlangs raadpleegde, vond ik bijvoorbeeld een vermelding van Brasserie L'Esprit de Sel, die enige tijd geleden voorgoed de deuren sloot. Verder suggereert de presentatie van de lijst van partners op de website dat de namen aanklikbaar zijn, of dat zij rechtstreeks op een kaart kunnen worden gelokaliseerd, hetgeen voor geen van beide opties het geval is. De lijst zou gebruiksvriendelijker zijn indien deze functies werden geactiveerd, maar ook hier geldt dat dit alleen nuttig is indien regelmatig en reactief wordt gecontroleerd.

Om deze indrukken te verfijnen en te objectiveren zouden wij graag beschikken over de kerncijfers voor de evaluatie van het proces, zoals:

- de totale waarde van de uitgegeven broebels;
- de totale waarde van de broebels die voor terugbetaling naar de dienst Financiën zijn teruggestuurd;
- het aantal handelaars die een terugbetaling hebben aangevraagd;
- de gemiddelde tijd die nodig is voor terugbetaling;
- de werklast van het gemeentepersoneel.

Wij begrijpen natuurlijk dat het einde van het jaar niet het juiste moment is om de nodige afstand te nemen om deze beoordeling te maken. Kunnen we toch vragen om deze evaluatie in het eerste kwartaal van 2023 aan de gemeenteraad mee te delen?

Wij danken u voor het werk dat zal worden verricht en dat iedereen een duidelijker beeld zal geven van wat de invoering van deze cheques heeft opgeleverd.

Ik dank u.

24 **Interpellation de Monsieur André du Bus relative à l'établissement du budget carbone et au plan d'action visant à présenter un budget neutre en carbone en 2030 (Complémentaire)**

La lecture du dernier numéro de la Vie Etterbeekoise nous étonne. En effet, on y découvre qu'un budget carbone existe depuis 2019 et qu'il a donné lieu à un plan d'action que la commune vient de finaliser et dont les premières initiatives se concrétiseront cette année, en 2023 donc : « En 2019 le Collège mettait sur pied son premier budget carbone...afin de présenter un budget neutre en carbone d'ici 2030. Pour y arriver la commune vient de finaliser un plan d'action... »

Cette déclaration médiatique nous a conduits à revoir le budget 2023, ainsi que les budgets des années précédentes. À moins que nous ayons mal lu, hormis la déclinaison « genrée » du budget, nous

n'avons pas trouvé aucune déclinaison « carbone ». D'autre part, à plusieurs reprises nous avons posé la question de la définition du plan de lutte contre le réchauffement climatique. En 2021 il nous a été répondu que la mise sur pied de ce plan avait conduit le Collège à procéder à l'engagement d'un expert. En 2022 nous apprenons que l'expert n'a pas poursuivi sa mission et qu'il convient d'engager un nouvel expert. Chose qui nous a été confirmée il y a trois semaines lors de l'examen du budget. Il nous a même été précisé que l'engagement de l'expert était en cours. Sa mission étant précisément de mettre sur pied ce plan climat.

Notre question est donc de savoir si la déclaration dans la Vie Etterbeekoise est fondée. Si c'est le cas, elle fait alors référence à un plan d'action existant (qui vient d'être finalisé, dicit l'article) – distinct du futur plan climat - et dont nous n'avons pas connaissance. Dans ce cas, pouvez-vous nous le transmettre. De même que la version 2023 du budget carbone dont nous ne trouvons pas de trace.

Interpellatie van de heer André du Bus over de opstelling van de koolstofbegroting en het actieplan voor een koolstofneutrale begroting in 2030 (Aanvullend)